

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Un Cas d'Application des Syndicats de Communes

Le Syndicat des Communes de la Banlieue de Paris pour le Gaz
(Seine et Seine-et-Oise)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 5 Juin 1907, à 2 h. 1/2

PAR

Franklin TALLIBART

Président : M. SAUZET, *professeur*

Suffragants { MM. BERTHELÉMY, *professeur*
JACQUELIN, *professeur*

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

1907

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

TAHOM

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Un Cas d'Application des Syndicats de Communes

Le Syndicat des Communes de la Banlieue de Paris pour le Gaz
(Seine et Seine-et-Oise)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 5 Juin 1907, à 2 h. 1/2

PAR

Franklin TALLIBART

Président : M. SAUZET, professeur

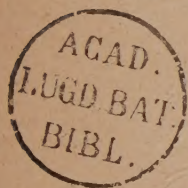
Suffragants { MM. BERTHELÉMY, professeur
JACQUELIN, professeur

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

1907



A MES PARENTS

Hommage de respectueuse

reconnaissance.



Un cas d'application des Syndicats

DE COMMUNES

Le Syndicat des Communes de la Banlieue de Paris pour le gaz (Seine et Seine-et-Oise)

INTRODUCTION

Toute organisation politique portant sur un territoire un peu étendu nécessite une division de ce territoire en circonscriptions correspondant à des groupes d'habitations dont les propriétaires ont à raison de leur proximité, de leur voisinage, des intérêts communs. Ces circonscriptions ont donc une existence réelle, véritable, indépendante de telle ou telle conception politique ; leur reconnaissance s'impose donc au législateur, nous les désignons par un nom caractéristique qui rappelle précisément leur

origine et leur raison d'être, *nos communes* ; elles sont dotées d'organes chargés de pourvoir précisément à ses besoins communs ; mais locaux plus ou moins importants, plus ou moins nombreux selon les époques et qui sont d'autant mieux assurés qu'ils le sont par ceux qui doivent en bénéficier. Mais pour leur permettre de satisfaire à ces besoins, il est nécessaire que ces groupements aient à leur disposition des ressources, afin de pouvoir faire face aux dépenses qu'entraînera leur activité. C'est pour cette raison qu'on leur a reconnu la personnalité civile. Il leur faut ici une certaine indépendance par rapport soit aux autres groupes de l'organisation politique dont ils font partie, soit par rapport à cette organisation elle-même. Cette indépendance leur permettra soit d'organiser des services répondant à des besoins qui leur sont propres, soit de pourvoir à des besoins qui leur sont communs avec les autres groupes par des procédés différents, à raison des circonstances locales. De là, la nécessité de leur reconnaître une certaine autonomie.

Mais cette autonomie et cette personnalité, que nous venons de reconnaître indispensables aux communes, sont à peu près inconciliables dans la pratique. En effet, la première exige que l'association ne comprenne que des individus ayant réellement des intérêts communs. Il en résulte qu'on est ainsi amené à constituer des groupements, des communes

comprenant un territoire très restreint et un petit nombre d'habitants. Et alors, les ressources soit en personnel, ayant les capacités requises, soit en argent, sont insuffisantes pour assurer une marche convenable des services essentiels ; on se trouve dans l'impossibilité de pourvoir aux services les plus indispensables.

Assure-t-on, au contraire, au groupement des ressources importantes ainsi qu'un personnel capable, en y faisant entrer un vaste territoire et un grand nombre d'habitants, la communauté d'intérêts fait alors défaut et on se trouve à n'avoir plus qu'un groupement artificiel. L'activité y est nulle et on aboutit qu'à des tiraillements intérieurs stériles et pernicieux.

De la difficulté de concilier ces deux points de vue est née ce qu'on a appelé la *Question des grandes et petites communes*. Et cette question n'est pas nouvelle. Elle s'est posée déjà devant la Constituante. Cette assemblée se trouva en effet en face des 44.000 paroisses, qui existaient sous l'ancien régime. Mais si elle abolit les privilèges de certaines d'entre elles, elle n'osa pas en diminuer leur nombre. Et l'effort de tout un siècle n'a pu les réduire d'un *cinquième*. A l'heure actuelle, en effet, d'après le recensement de 1906, dont les résultats viennent d'être publiés (1), il existe encore en France

1. *J. off.* de janvier 1907.

36.222 communes qui se répartissent de la manière suivante, d'après le chiffre de leur population :

Au-dessous de	50 habitants	158
De..... 51 à 100	—	1.065
De..... 101 à 200	—	4.589
De..... 201 à 300	—	5.248
De..... 301 à 400	—	4.300
De..... 401 à 500	—	3.354
De..... 501 à 1.000	—	9.706
De..... 1.001 à 1.500	—	3.348
De..... 1.501 à 2.000	—	1.727
De..... 2.001 à 2.500	—	743
De..... 2.501 à 3.000	—	552
De..... 3.001 à 3.500	—	320
De..... 3.500 à 4.000	—	200
De..... 4.001 à 5.000	—	269
De..... 5.001 à 10.000	—	361
De..... 10.001 à 20.000	—	153
De..... 20.001 et au-dessus		129

De ces chiffres, il résulte que 28.420 communes ont 1.000 habitants ou moins et que 282 seulement en ont plus de 10.000. Or, étant donnée la multiplicité des attributions que le législateur leur a conférées! étant donnée la création des services très nombreux et très dispendieux qu'entraînent ces attributions, il est manifeste que des communes de moins de 1.000 habitants ne peuvent faire face aux dépen-

ses nécessités par ces créations. Parmi ces services nous citerons seulement : celui de la vicinalité, ceux de l'enseignement et de l'assistance. Ce dernier, qui paraît devoir aujourd'hui, sous l'influence des idées prédominantes dans les milieux politiques, prendre une inquiétante proportion, nécessite désormais des sommes considérables. Et bien que ces divers services dont l'organisation et la charge incombent aux communes ne se seront développés que depuis assez peu de temps, depuis longtemps, cette question des grandes et petites communes a préoccupé le législateur.

C'est ainsi que M. Vivien dans son rapport sur le projet de loi municipale de 1837 s'élève contre notre organisation communale dans les termes suivants :

« Toutes les communes de France, disait-il, sont soumises à la même organisation ; dans toutes un maire et un adjoint pour l'exécution ; un conseil municipal pour la délibération. Nous approuvons complètement cette division dite d'action sur le conseil si heureusement admise à tous les degrés de la hiérarchie administrative ; mais les plus sérieuses s'élèvent contre l'uniformité de cette organisation appliquée aux 38.000 communes qui composent le territoire. En effet que de diversité dans leur situation. Plus de 33.000 renferment moins de 5.000 habitants ; 613 en ont moins de 100 ; 2619 moins de 200. Plusieurs communes possèdent des revenus jet une

population que des royaumes envieraient pour leur capitale ; un grand nombre n'ont aucun bien, aucun autre revenu que l'impôt des centimes autorisé par la loi des finances. »

« La même loi peut-elle convenir là où les lumières et les ressources varient dans de si fortes proportions ? Peut-on accorder la même autorité à un maire de hameau qu'à celui que le vœu de ses concitoyens et le choix de la Couronne ont préposé à l'administration d'une vaste cité ? Les mêmes droits seront-ils exercés par une famille rurale, qui ne subvient à ses besoins qu'à l'aide de centimes extraordinaires ou pour une vaste population urbaine qui possède des revenus de fonds de terre et toutes les ressources que le commerce et l'industrie accumulent dans nos grands centres. Une loi uniforme place le législateur dans une rigoureuse alternative. Il faut ou qu'il restreigne les droits en raison de l'inaptitude de quelques-uns, ce qui est une injustice, ou qu'il accorde à tous des droits dont quelques-uns sont capables d'user, ce qui peut compromettre les intérêts généraux et comme ces derniers doivent toujours prévaloir, une loi uniforme a pour résultat de rendre impossible l'affranchissement de l'administration communale. Dans tous les pays où la liberté communale a jeté de profondes racines, les villes sont soumises à d'autres formes et investies d'un autre pouvoir que les campagnes. »

Voilà mis en relief les inconvénients du régime qui existe encore aujourd'hui.

Dès la Révolution, ces inconvénients avaient été vivement ressentis. Et on avait cherché à y remédier en groupant un certain nombre de communes en une organisation dite *de canton*. Nous exposerons sommairement dans la première partie de notre travail les divers projets élaborés à ce point de vue. Nous verrons qu'il en était de fort remarquables. Nous indiquerons enfin qu'elles nous paraissent être les causes de l'abandon de cette idée.

Il est facile d'apercevoir, d'après ce que nous avons dit, qu'elle en est la principale cause ; ces groupements quels qu'ils soient, avec quelque soin qu'ils soient effectués, ont toujours et nécessairement quelque chose d'artificiel. Faits une fois pour toutes ils ne répondent qu'à des besoins momentanés et ne suivent pas les modifications qui peuvent se produire et qui se produisent dans la situation respective des diverses communes composant l'association cantonale. L'organisme manque de souplesse. C'est, en outre, un organisme mort et uniforme, qui n'est pas susceptible de s'adapter à des situations diverses et changeantes.

Aussi ce système après avoir été préconisé, comme remède à la situation que nous venons de signaler, pendant la plus grande partie du siècle dernier, a-t-il été abandonné vers 1885 et remplacé par un autre, celui de l'association syndicale.

Ce dernier consiste dans le droit accordé aux communes de s'associer entre elles en vue d'organiser et de faire fonctionner à frais et bénéfices communs, un service rentrant dans leurs attributions.

On voit immédiatement toute la supériorité de cette dernière conception sur la précédente. Elle laisse aux communes leur individualité, leur autonomie en toute matière autre que celle qui fait l'objet du syndicat. Et pour cette dernière, les moyens d'action, en personnel et en ressources de chacune des communes associées, sont mis en commun, c'est-à-dire à la disposition et au service de toutes.

En outre, cet organisme présente une souplesse remarquable. Il permet, lisons-nous dans une thèse sur le monopole des pompes funèbres (1), dans laquelle l'auteur préconise l'emploi du syndicat pour l'exploitation de ce service communal, en groupant régionalement les intérêts, de superposer à la commune qui dans presque tous les cas n'est qu'une expression géographique dès longtemps fixée à une époque où les intérêts les plus importants aujourd'hui ou n'étaient pas, ou étaient autres, dont les limites sont invariables, purement géométriques, fictives, arbitraires, de lui superposer un organisme vivant pour ainsi dire à la constitution duquel auront présidé

1. Joseph Pulby. *Le monopole des Pompes funèbres*, p. 448.

et au maintien duquel présideront les intérêts actuellement en jeu, susceptible de continuelles modifications lui permettant de s'harmoniser avec les intérêts nouveaux, variable enfin pour plusieurs catégories de services, mettant en jeu des intérêts divers.

Pour toutes ces raisons, l'idée syndicale a triomphé et a été consacrée par la loi du 22 mars 1890. Malgré les avantages indéniables que l'association syndicale paraît présenter, la pratique ne paraît pas avoir répondu à la théorie. En effet, depuis la mise en vigueur de la loi, les cas d'application ont été assez rares. On n'en signale qu'un petit nombre portant sur des intérêts et des services d'une importance secondaire. Aussi semblait-il que les faits n'avaient pas jusqu'à ces années dernières justifié les espérances qu'avaient fait naître la théorie.

Les causes de cet échec apparent, on les trouvait dans la jurisprudence du Conseil d'Etat et du pouvoir central qui semblaient interpréter systématiquement les textes dans un sens restrictif, de manière à décourager les bonnes volontés. On doit reconnaître aussi que les intéressés, c'est-à-dire les communes, n'ont pas apporté un empressement bien grand à profiter des avantages résultant de la loi de 1890. Et cette abstention des communes on l'attribuait à l'esprit de particularisme, chacun des groupements communaux se méfiant du voisin, le

jalousant et par suite refusant de concourir à sa prospérité, dut-il renoncer à la sienne propre. L'ignorance où étaient les représentants des communes des dispositions légales avaient aussi contribué à sa non-application.

Dans ces dernières années cependant un grand syndicat de communes, le plus important qui ait été organisé depuis la loi de 1890, vient de se fonder et fonctionne actuellement dans le département de la Seine. Il ne groupe pas moins de 61 communes de ce département et de celui de Seine-et-Oise. Sa formation, les diverses questions qui se sont posées à cette occasion vont faire l'objet de cette étude qui sera divisée en deux parties.

Dans la première, nous exposerons, ainsi que nous l'avons dit, les procédés qui ont été successivement préconisés pour remédier aux défauts de notre organisation communale et que nous venons d'indiquer. Nous analyserons divers projets d'organisation cantonale, ainsi que les critiques qu'ils ont soulevées. Nous exposerons ensuite l'économie de la loi du 22 mars 1890 sur les associations syndicales.

Dans la deuxième partie, la plus importante, après avoir montré la situation des communes syndiquées au point de vue de la fourniture et de la production du gaz avant la constitution du syndicat, nous passerons en revue les diverses phases par lesquelles a passé cette association avant d'être constituée défi-

nitivement. Nous examinerons chacune des questions qui se sont posées, non seulement celle qui sont d'ordre général et peuvent se présenter dans toutes constitutions de syndicat de communes ; mais encore celles qui sont exclusivement relatives à l'association dont nous nous occupons. Nous donnerons également les solutions qu'elles ont reçues.

Il aurait été fort intéressant de faire connaître les résultats pratiques et le fonctionnement de cette association ; mais le syndicat qui fait l'objet de cette étude est de formation trop récente pour permettre de pareilles constatations, aussi nous contenterons-nous de dégager d'une manière générale quelques enseignements pratiques résultant de cette expérience (1).

1. Cette deuxième partie tout entière a été puisée dans les procès-verbaux des diverses assemblées constitutives du syndicat, ces documents ont été très obligeamment mis à notre disposition par M. Culand, chef du Bureau des affaires intercommunales à la Préfecture de la Seine dans les attributions duquel se trouvent les syndicats de communes et à qui nous nous faisons un devoir d'adresser ici tous nos remerciements.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

L'organisation cantonale

§ 1. — *Les Projets depuis la Période révolutionnaire jusqu'en 1882.*

Le système de l'organisation cantonale trouva des partisans dès le début de la période révolutionnaire. Sous l'Assemblée Constituante et sous la Législative, la question fut agitée. Mais dans ces deux premières assemblées révolutionnaires on ne fit rien de remarquable en la matière. Sous la Convention de 1793 Condorcet déposa un projet d'organisation cantonale qui fut vivement combattu par Hérault de Séchelles dans un rapport que ce dernier fit à cette assemblée. Il accusait le projet Condorcet d'être

attentatoire aux franchises des communes et de réduire à néant leur autonomie : « Pouvons-nous, « disait-il, ne pas conserver les municipalités ? Ce « serait une ingratitude envers la Révolution et un « crime contre la liberté... L'idée de retrancher des « municipalités n'a pu naître que dans la tête d'aristocrates, d'où elle est tombée dans la tête des « modérés. »

Mais ce fut surtout la constitution de l'an III qui donna au système de l'organisation cantonale toute son ampleur ; le canton qui n'était d'abord qu'un organe de sectionnement électoral devenait un rouage administratif très important. Sous ce nouveau régime seules les communes qui avaient de 5.000 à 100.000 habitants possédaient une administration municipale ; dans chaque commune dont la population est inférieure à 5.000 habitants, il y a seulement un agent municipal et un adjoint : la réunion de tous les agents municipaux de ces petites individualités communales formait la municipalité du canton ; quant aux communes de plus de 100.000 habitants elles étaient divisées en plusieurs municipalités. Ainsi donc en l'an III le canton devenait une commune agrandie dont l'administration collective avait recueilli les pouvoirs propres et spéciaux des communes comprises en son sein.

L'organisation de l'an III souleva les mêmes critiques que le projet Condorcet, on lui reprocha surtout

de sacrifier d'une façon trop radicale l'individualité de la petite commune. Au reste, si le législateur de l'an III avait formé ces groupements cantonaux, c'était afin de solidariser plus étroitement les collectivités communales à une époque où des dangers militaires très graves menaçaient la sécurité nationale. Le législateur de l'an III espérait par cette organisation municipale nouvelle fortifier le principe de la tutelle administrative, afin de donner plus de force à l'unité politique de la nation. Néanmoins ce régime ne fut pas populaire. Aussi le Consulat en l'an VIII s'empressa-t-il de rendre à la petite commune son indépendance. Le législateur de l'an VIII voyait les choses sous un autre aspect, il craignait que les municipalités cantonales de l'an III ne devinssent trop puissantes et trop indépendantes du pouvoir central. Il craignait, en un mot, que ces organismes nouveaux ne fussent prochainement les ennemis les plus dangereux de l'organisation centralisatrice établie par la loi de pluviôse.

Le système de l'organisation cantonale avait donc finalement échoué pendant la période révolutionnaire ; mais l'idée de grouper les communes par canton n'était pas abandonnée ; et pendant tout le cours du siècle dernier ce mode de groupement intercommunal trouva des défenseurs énergiques et parut si avantageux qu'il donna lieu à plusieurs propositions de lois dont certaines présentent un très réel

intérêt. Dès les dernières années de la Restauration, en 1829, M. de Martignac déposa un projet de loi municipale et à ce propos certains parlementaires demandèrent d'établir un système de groupement cantonal. Cette idée fut vivement combattue, car à cette époque on était encore influencé par les critiques qu'avaient soulevées l'organisation de l'an III. En 1831, à propos d'un nouveau projet de loi sur le régime municipal, on discuta de nouveau le système cantonal. Comme toujours on reprocha aux réformateurs de vouloir rétablir le système de l'an III. On fit cependant observer que les nouveaux projets différaient de ceux de cette époque, en ce sens qu'ils ne donnaient aux conseils cantonaux qu'un droit de contrôle et d'appel sur les conseils municipaux, mais pas de pouvoirs propres, la commune conservait son droit d'administration et, en second lieu, les nouveaux conseils cantonaux avaient la délibération seulement, tandis que les premiers pouvaient délibérer et agir. La discussion fut remise à une date ultérieure. Une nouvelle occasion se présenta deux ans plus tard : en 1833 un nouveau projet de loi était déposé sur le bureau de la Chambre ; il devait devenir la loi municipale de 1837. M. Vivien fut chargé du rapport, après avoir condamné le régime uniforme établi par la Constituante, il montrait la nécessité d'associer les petites communes et propo-

sait le canton, comme étant la solution la plus pratique pour résoudre ce problème.

« Le canton, disait M. Vivien offre sur l'arrondissement cet avantage qu'il est moins vaste et qu'il n'a rien de fictif : il est moins étendu, car il a une population moyenne de 12.000 à 13.000 habitants ; il a une existence réelle, car depuis la constitution de l'an VIII, laquelle après la tentative de l'an III l'avait mis en interdit, le canton a reçu de nombreuses attributions qui ne font que s'accroître de jour en jour : la loi du 8 pluviôse de l'an IX en a fait le ressort des justices de paix ; c'est au chef-lieu de canton que sont venu se grouper successivement les officiers ministériels : le percepteur, le curé-doyen, la brigade de gendarmerie ; c'est là que se passent les opérations de cadastre, du recrutement et de la liste du jury, que se réunissent les commissions de statistique et de salubrité, d'instructions pour les écoles primaires ; il est l'unité électorale pour les élections départementales ; c'est enfin au canton que l'on a proposé d'installer soit des établissements hospitaliers, soit des établissements d'enseignement primaire. S'il n'y a pas d'intérêts entre arrondissements, il y a des intérêts cantonaux, et ces intérêts cantonaux, ne sont autres que les intérêts collectifs des communes qui se trouvent dans son sein. »

Puis l'honorable rapporteur de la loi de 1837, dépeignant le rôle du canton dans les moments de

crise, ajoutait : « Quand le pays a été en proie à de cruelles calamités, quand l'invasion, le plus détestable des fléaux, a souillé le sol national, quand la rareté des subsistances a livré les femmes aux exigences d'une mendicité famélique, d'où sont venus les secours ? L'administration centrale avec ses moyens réguliers et habituels est restée au-dessous des circonstances ; les populations rurales se sont immédiatement organisées par cantons, c'est le canton qui a fait face aux réquisitions de l'étranger et contenu ses violences, c'est le canton qui a régularisé les secours accordés à la famine, qui a permis de faire la part du malheur véritable et de résister aux passions malfaisantes, qui se cachaient sous son manteau. »

Et M. Vivien concluait en montrant le rôle que pouvait prendre le canton dans l'exploitation des grands services publics d'intérêt local : « La Bienfaisance pourrait trouver au canton, des établissements publics, la prévoyance, des caisses d'épargne, les incendies des secours efficaces et rapides, les fléaux calamiteux, des remèdes assurés qui détrôneraient les charlatans. La dépense, équitablement distribuée, serait facilement supportée, et cette souscription générale des communes, constituerait un bienfait pour l'humanité, un allègement pour le malheur, une grande amélioration dans la condition des classes peu aisées. » M. Vivien après cet éloge de l'orga-

nisation cantonale donnait comme remède, des simples conférences entre maires des communes faisant partie d'un même canton. L'article 59 de son projet contenant sa conception d'organisation intercommunale, fut repoussée par le Parlement, malgré l'appui énergique d'un autre parlementaire, orateur remarquable, M. Odilon Barrot. Cependant le système d'organisation intercommunale que M. Vivien avait si brillamment mis en valeur ne fut pas abandonné. Après la chute de la monarchie de juillet et en 1848, la Constitution (art. 77) mentionnait : « Que dans chaque canton, il y aurait un conseil cantonal. »

En 1851 le gouvernement déposa un remarquable projet de loi sur la matière. M. Vivien alors Président de la section de législation au Conseil d'Etat fut chargé du rapport. Le texte de la proposition contenait trente articles : Le Conseil cantonal était composé d'un président, du juge de paix et de délégués (un par commune). Ce Conseil n'avait qu'un pouvoir purement consultatif. Ce projet approuvé par le Conseil d'Etat, fut étudié de nouveau par une commission parlementaire qui nomma Odilon Barrot rapporteur. Ce nouveau texte était plus libéral que le précédent, il permettait au canton de recevoir des libéralités ; mais afin de ne pas grever les finances communales d'impôts nouveaux on lui refusait un budget. Ce projet d'organisation cantonale ne vint pas en discussion à cause des événements du 2 décembre 1852

et la question resta en suspens jusqu'à la fin du second empire. Le 21 février 1870 M. Ollivier alors président du conseil, nomma une commission extraparlamentaire qui sous la présidence de M. Odilon Barrot fut chargée d'étudier et d'approfondir le problème de l'organisation cantonale. Cette commission ne put achever ses travaux à cause de la Révolution du 4 septembre 1870 ; ses études cependant ne furent pas inutiles, car en 1871 MM. de Barante et Waddington déposaient sur le bureau de l'Assemblée nationale un projet d'organisation cantonale qui s'en inspirait fort. Ce nouveau projet ne fut pas discuté, car il eut la mauvaise fortune de venir au moment où le législateur discutait une nouvelle constitution : celle de 1875. Ce projet de Barante-Waddington supprimait les conseils d'arrondissements et chargeait les conseils cantonaux de la sous-répartition des contributions directes. De plus il donnait au Conseil cantonal la personnalité civile.

En 1881, MM. Antonin Dubost et Magnet déposèrent un projet d'organisation cantonale, s'inspirant aussi de la Commission parlementaire de 1870.

§ 2. — *Projet cantonal de M. Goblet*

Enfin en mai 1882 M. Goblet, alors ministre de l'Intérieur et président du Conseil, déposa un projet d'organisation cantonale très complet et très hardi

qui mérite une analyse au moins sommaire. Ce projet de M. Goblet divisait les cantons en trois catégories. Les cantons urbains, les cantons mi-urbains et mi-ruraux et les cantons ruraux. Dans les cantons urbains le conseil municipal faisait fonction de conseil cantonal avec le conseiller général et le conseiller d'arrondissement comme membres de droit.

Dans les cantons mixtes (mi-ruraux et mi-urbains) le Conseil cantonal étant composé de délégués des villes et des campagnes en nombre égal et du conseiller général et du conseiller d'arrondissement comme membres de droit.

Enfin dans les cantons ruraux les délégués au Conseil cantonal étaient élus par les Conseils municipaux intéressés ; mais pouvaient être pris hors de leur sein à condition d'avoir leur domicile dans le canton ; ici encore le conseiller général et le conseiller d'arrondissement étaient membres de droit. Le Conseil cantonal devait se composer au moins de 14 membres. Le nombre des délégués au Conseil cantonal était fixé par un décret rendu en Conseil d'Etat.

Le président du Conseil cantonal était de droit le conseiller général ; mais le vice-président était élu par les délégués. Le préfet dans son arrondissement et les sous-préfets dans le leur, étaient chargés de l'instruction des affaires et avaient seuls qualité pour rendre les décisions du Conseil cantonal exécutoires. Ces fonctionnaires avaient toujours entrée au Conseil

cantonal et devaient être entendus chaque fois qu'ils le demandaient ; de cette manière, le contrôle du pouvoir central était largement assuré. Par contre, le projet Goblet afin de permettre au Conseil cantonal d'avoir des ressources propres c'est-à-dire des moyens d'action lui donnait la personnalité morale et un budget. A ce budget cantonal incombait deux sortes de dépenses obligatoires et les dépenses facultatives. Les dépenses obligatoires du canton étaient celles qui provenaient des frais de loyer, de mobilier et d'entretien de la justice de paix, les frais de bureau et d'impression des délibérations du conseil cantonal, le traitement du receveur cantonal, les grosses réparations des édifices cantonaux, les contributions dues pour les biens et revenus cantonaux et enfin l'acquittement des dettes exigibles. Cependant le projet Goblet ne donnait pas aux Conseils cantonaux des droits aussi étendus que ceux des conseils municipaux. Le Conseil cantonal ne devait pas voter son budget tous les ans et il n'avait pas droit aux centimes additionnels dans les limites d'un maximum fixé par la loi des finances. Pour expliquer ces restrictions légales le gouvernement donnait deux raisons, la première était d'ordre politique : le Conseil cantonal en effet n'émanait pas du suffrage universel, la seconde d'ordre financier : il ne fallait pas grever outre mesure la propriété foncière.

Quant aux ressources du budget cantonal, elles se

divisaient en deux catégories : 1° Les recettes ordinaires et 2° Les recettes extraordinaires.

Les recettes ordinaires se composaient de ressources appartenant jusque-là aux communes. M. Goblet estimant que la gratuité de l'enseignement avait dégrevé en partie les communes, trouvait logique de leur enlever une partie de leurs recettes. Le Conseil cantonal en conséquence, devait recevoir le produit de 3 des 8 centimes sur le principal de la contribution des patentes attribué aux communes par l'article 32 de la loi 25 avril 1844, un tiers du produit de la taxe sur les chiens, le tiers de la taxe sur les permis de chasse, le produit des amendes de police municipale et autres, attribuées précédemment aux communes et enfin le produit des concessions accordées sur le domaine cantonal.

Les recettes extraordinaires du budget cantonal se composaient : des subventions accordées au canton pour dépenses extraordinaires du produit des emprunts, des dons et legs et du prix des biens aliénés.

La composition de ce budget n'était d'ailleurs qu'une ébauche, car M. Goblet espérait que dans la suite, des dispositions législatives viendraient augmenter les ressources du canton, quand celui-ci aurait pris un plus grand développement dans la pratique. Le budget voté par le Conseil cantonal était définitivement arrêté par le Conseil général.

Mais il était préparé par le préfet dans son arron-

dissement et par les sous-préfets dans les autres. Telle était l'économie du projet cantonal de M. Goblet. Quel fut son sort ? Comme ses aînés, il ne vint pas en discussion, car la loi municipale de 1884 alors en préparation, absorbait le législateur. M. Goblet comprit que son projet n'aurait peut-être pas tout le succès désirable, aussi se décida-t-il à le retirer. Ainsi tous les projets d'organisation cantonale élaborés depuis la période révolutionnaire avaient eu le même sort, pas un n'avait abouti. Quelles pouvaient donc être les raisons de ces échecs ?

Les premiers projets contenaient une lacune grave, ils refusaient au Conseil cantonal la personnalité civile et un budget et partant les vouait à une impuissance fatale, puisqu'ils n'avaient pas les ressources suffisantes pour faire œuvre utile et durable. Ce n'étaient en somme que de simples assemblées consultatives ne pouvant jouer dans la pratique qu'un rôle insignifiant.

Les derniers projets cantonaux, ceux de MM. de Barante et Waddington, de M. Goblet l'avaient bien compris, aussi ils avaient doter le Conseil cantonal d'une personnalité morale.

§ 3. — *Causes de l'échec de l'organisation cantonale*

Comment alors expliquer l'échec final de ces nouveaux projets ? Une cause très profonde vouait les

systèmes de l'organisation cantonale à l'insuccès. Le canton comme l'arrondissement, était une division administrative, créée de toutes pièces par le législateur. Le canton devenait, pour les communes, une association forcée qui ne pouvait offrir les avantages des groupements autonomes, facultatifs et libres, nés de besoins actuels. Le canton, rouage administratif supplémentaire, n'avait pour principal résultat que d'augmenter le nombre des fonctionnaires. Au reste, si les partisans du système cantonal avait examiné soigneusement la situation géographique des communes de France, ils auraient vite compris que des communes appartenant à des départements différents avaient souvent des rapports très étroits de voisinage, pouvant nécessiter des rapports d'association. Et c'est pourquoi M. J. Reinach, rapporteur de la loi de 1890 sur les syndicats de communes, avait-il raison de condamner avec force, l'organisation cantonale : « On a cru longtemps, disait-il, à la suite de la Constitution de l'an III, que la solution du problème intercommunal pourrait se trouver dans un Conseil cantonal, c'est-à-dire dans une assemblée qui donnerait son avis sur les intérêts communs des cantons et sur les différents objets que les lois spéciales lui confieraient. La Commission parlementaire de 1837, le Conseil d'Etat de 1850, l'Assemblée législative de 1851, un certain nombre de représentants à l'assemblée, plus récemment encore dans un projet

déposé par le ministre de l'Intérieur en 1882 (1). La réforme proposée ainsi à plusieurs reprises n'a pas abouti et cela pour la raison dominante et très simple, que M. Charles de Remusat donnait dès 1849 avec sa netteté habituelle et qui est restée irréfutable : « Les intérêts cantonaux n'existant pas il est sage de ne point appeler les citoyens à délibérer, quand ils n'ont rien à discuter ensemble ». En politique comme en physiologie, c'est la fonction qui crée l'organe. Quelle est la fonction qui nécessite cet organe nouveau et qui lui donnera à la fois et la vie et la raison de subsister ? Il n'y a pas de fonction : le canton n'est qu'une expression judiciaire.

1. Projet Goblet.

CHAPITRE II

L'organisation syndicale

La loi du 22 mars 1890. — Ses résultats

§ 1. — *Les Préliminaires de la loi du 22 mars 1890.
Les Conférences intercommunales des lois de
1837 et 1884.*

L'organisation cantonale ayant été définitivement abandonnée par le législateur, à quel mode d'association allait-on se rallier, pour résoudre le problème si important du groupement intercommunal ? Un système seul pouvait naître dans l'esprit du législateur ; c'était celui de l'organisation syndicale. Appliquer aux collectivités communales, le même régime qu'aux individus, c'est-à-dire leur donner une force plus grande, en les autorisant à se grouper selon leurs besoins, n'était-ce pas une idée séduisante ? L'association libre laissait aux communes, l'initiative du groupement.

Cette idée si féconde ne prit naissance qu'au moment de l'élaboration de la loi municipale de 1837.

Ce qui frappa surtout le législateur à cette époque c'est que l'indivision des biens des communes, créait entre celles-ci, une véritable association de faits. Ce fut le point de départ de l'idée nouvelle. Le système syndical du reste, quoique plus libéral et plus souple, que le système cantonal, était moins révolutionnaire que lui : car il sauvegardait l'autonomie communale : « Les associations communales n'ont pas pour objet d'affaiblir les franchises communales, disait avec raison M. J. Reinach (1), leur but est au contraire de les fortifier et de les étendre... » Les articles 70 et 71 de la loi municipale de 1837 reconnaissaient l'association de fait nécessaire par l'état d'indivision des biens intercommunaux.

Mais toujours influencé par la crainte de donner une trop grande indépendance à la collectivité communale ; le législateur de 1837 refusait la personnalité civile à cette association. Le syndic était nommé par le préfet, c'est-à-dire par le pouvoir central, et le concours de tous les maires des communes syndiquées, était nécessaire pour passer un acte. L'association, n'ayant pas la personnalité morale, n'avait pas de budget, ses ressources étaient celles de communes associées. Le législateur de 1837 se

1. Rapport sur la loi de 1890.

bornait donc à sanctionner un état de fait et les Commissions syndicales qu'il avait instituées, n'étaient qu'une timide ébauche de l'organisation syndicale. Les Commissions syndicales furent conservées dans la loi municipale de 1867. Ces ententes provisoires cependant, ne présentaient ni la continuité d'efforts ni l'homogénéité nécessaires pour permettre la création d'ouvrages importants, destinés à durer indéfiniment et pour la réalisation de projets exigeant une action commune et non interrompue. C'est ce que comprit le gouvernement en 1879, aussi jugea-t-il opportun de déposer un projet sur la matière. Ce projet fut examiné par le Conseil d'Etat et approuvé par cette haute assemblée ; mais il ne fut pas soumis au Parlement. Il organisait des hospices cantonaux, en se fondant sur le principe de l'association. Le système mixte qu'elle inaugurerait n'avait du reste aucune chance de réussite ; car il aurait eu contre lui les adversaires du système syndical et les adversaires du système cantonal. Jusqu'à l'élaboration de la loi de 1884 la question resta dans l'ombre. Mais à cette époque, le rapporteur de la loi municipale à la Chambre M. de Marcère, proclama très nettement le besoin d'allier le principe de l'autonomie communale avec la nécessité d'associer les communes pauvres, afin de leur permettre d'exploiter les services communaux, les plus importants et les plus essentiels comme l'assistance, l'ensei-

gnement, la vicinalité. Etrevenant sur des arguments déjà présentés sous la période révolutionnaire et en 1836, il disait : « La trop grande multiplicité est un des plus grands obstacles au perfectionnement de notre législation municipale. Le recrutement des officiers municipaux est souvent difficile dans les agglomérations peu peuplées ; les dépenses qu'entraîne l'exécution des services communaux, frais de construction, entretien et location des mairies, des maisons d'école, des églises et des presbytères, s'accroissent d'une manière considérable en raison du nombre des communes. Les ressources qu'une petite commune peut se procurer par la contribution de ses habitants, sont insuffisantes pour subvenir non seulement aux dépenses spécifiées par la loi comme obligatoires ; mais aux nécessités les plus urgentes ». Mais comme remède à cette situation regrettable. M. de Marcère proposait seulement les conférences intercommunales des lois de 1837 et de 1867.

La Chambre avec raison le trouva insuffisant. Et dans la séance du 3 février 1883, M. Goblet profita, de cette occasion, pour déposer à nouveau son projet d'organisation cantonale. Mais la Chambre était hostile à ce mode d'association communale, car elle craignait que l'organisation cantonale ne fut dangereuse pour l'unité politique du pays. C'est alors qu'un député, M. Léon Roquet, proposa sous forme d'amendement, un projet mi-syndical et mi-cantonal,

dans lequel les cas d'associations intercommunales étaient limitativement énoncés. Ce projet mixte se heurta à de nombreuses contradictions. Les partisans du système cantonal estimaient que le projet Roquet faisait double emploi avec le projet Goblet et les partisans du système syndical déclaraient qu'il était inutile, puisque dans le projet de loi municipale de 1883, le législateur avait prévu des conférences intercommunales. Aussi M. Roquet touché par ces critiques, retira-t-il son amendement.

Le rapporteur M. de Marcère fit sien l'amendement de M. Roquet, en rédigeant les articles de 116 à 121 du nouveau projet de loi municipale, qui rétablissaient les commissions syndicales de 1837. M. de Marcère donnait cependant à ces commissions, une organisation plus forte ; mais suivant l'exemple de M. Léon Roquet, il ne permettait pas aux communes de s'associer *hors des limites du canton*. Le projet de Marcère fut adopté par la Chambre des députés le 29 octobre 1883 après une vive discussion et malgré les protestations de M. Goblet. Le Sénat s'y montra hostile et à deux reprises différentes, repoussa le texte voté par la Chambre (1). La haute assemblée craignait de voir là, comme un germe de l'organisation cantonale qu'elle condamnait. La Chambre finit par céder ; mais ce fut à contre-cœur. Les

1. Rapport de M. Démole.

craintes du Sénat semblaient cependant injustifiées ; car il était bien rare en effet que toutes les communes d'un canton aient intérêt à s'associer, étant donné le caractère arbitraire de ces circonscriptions territoriales ; aussi était-il logique qu'un partisan résolu de l'organisation comme M. Goblet combattit avec force le projet de Marcère. Le tort de ce dernier avait été, il faut le reconnaître, de donner trop d'importance au canton et de confondre l'association forcée résultant de l'indivision, avec l'association libre créée pour permettre aux petites communes, d'exploiter leurs grands services publics. M. de Marcère donnait trop d'importance à l'association intercommunale, en lui permettant de contraindre une commune à se syndiquer malgré elle. Ces dispositions étaient au reste contradictoires ; car une grave lacune venait affaiblir considérablement le projet de Marcère, lui aussi refusait aux associations intercommunales, la personnalité morale.

Le Sénat, malgré son opposition systématique à la proposition de Marcère, comprenait néanmoins la nécessité d'adjoindre au projet de loi municipale, un titre spécial concernant les associations intercommunales. La haute assemblée trouva un système d'association calqué sur les conférences interdépartementales créées par la loi de 1871 sur les Conseils généraux. Ces associations pouvaient se former pour

faire des travaux ou créer des institutions d'utilité publique du pouvoir central n'avait pas le privilège de nommer les délégués, ceux-ci étaient élus par les conseils municipaux intéressés et leur nombre était fixé à raison de trois par commune ; de plus, le cadre de ces associations s'élargissait car le législateur les autorisait entre communes appartenant à des départements différents ; c'était un coup mortel porté au système de l'organisation cantonale ; mais cette fois encore la loi n'osait pas accorder aux associations intercommunales un pouvoir propre ; toutes leurs délibérations devaient être homologuées par les conseils municipaux intéressés, sous réserve de l'approbation du pouvoir central. Ces conférences intercommunales n'étaient donc en définitive que de simples ententes accidentelles et ne présentaient à aucun degré le caractère d'une administration collective puisque leur président ne pouvait les représenter. D'ailleurs le Sénat avait eu tort de se montrer satisfait des résultats des conférences interdépartementales de la loi de 1871, qui avaient été plutôt minimales. Aussi ne pouvait-on considérer les conférences intercommunales instituées par la loi municipale de 1884, que comme une première étape vers une réforme plus vaste et plus féconde : l'association communale, avec à sa base la personnalité morale et un budget. Le législateur, hésita encore quelques années ; car il restait paralysé par la

crainte, de mettre en péril l'autonomie communale et les droits de souveraineté de l'Etat. Donner la personnalité morale aux groupements intercommunaux c'était, pensait-il, porter atteinte aux prérogatives des conseils municipaux. Cette crainte était chimérique ; car rien n'était plus facile que de limiter par un texte législatif, les attributions des associations intercommunales. Il était aussi non moins téméraire d'affirmer que l'Etat, c'est-à-dire le pouvoir central, en donnant plus de vitalité aux pouvoirs locaux, perdait de la sorte son droit de surveillance sur ceux-ci. Car rien n'empêchait le législateur d'exiger des garanties, au moment de l'institution d'un syndicat de communes et de conserver sur ce groupement un droit de contrôle pendant toute sa durée. Au reste, l'exemple des associations paroissiales anglaises n'était-il pas là pour nous rassurer ? Ces groupements communaux sont très puissants et jamais ils n'ont menacé l'intégrité du territoire britannique. La crainte de voir les associations intercommunales, faire de la politique était mal fondée et l'exemple des pays étrangers, était là pour nous tranquilliser et pour nous engager à accepter le système de l'organisation syndicale. Aussi le Parlement finalement convaincu qu'il était absolument nécessaire d'étendre au nom des franchises communales le droit d'association aux communes, adopta-t-il, malgré les partisans du régime centralisateur de l'an VIII,

le projet de loi sur le syndicat de communes, déposé au début de l'année 1890.

§ 2. — *Analyse sommaire de la loi du*
22 mars 1890

La loi nouvelle était au point de vue théorique très satisfaisante et pouvait donner aux décentralisateurs de grandes espérances ; elle synthétisait en effet, toutes les dispositions qui avaient été proposées dans le courant du siècle pour ceux qui désiraient résoudre le plus libéralement possible le problème des associations intercommunales.

C'est le décret d'institution, qui doit être rendu en Conseil d'Etat, qui détermine l'objet pour lequel le syndicat a été fondé et ceci afin de donner plus de garanties aux communes. Le syndicat a la personnalité morale et son budget est alimenté par une contribution obligatoire des communes syndiquées, contribution proportionnelle à l'importance des services à exploiter ; les délibérations du comité syndical sont définitives sans l'approbation des conseils municipaux intéressés. L'association peut se faire entre des communes appartenant à des départements différents. Ces dispositions fondamentales de la loi de 1890 montrent clairement son libéralisme. La loi ne se contente pas de proclamer l'association facultative ;

elle va plus loin, elle ne limite pas les cas d'association, il suffit que le service à exploiter soit d'utilité communale. Il est vrai toutefois qu'afin d'éviter les abus possibles la loi prend trois précautions : d'abord le champ d'action du syndicat est limité par le décret d'institution ; en second lieu tout acte fait en dehors des cas prévus est nul de plein droit, il faut enfin que l'entreprise à exploiter ait un caractère de durée. Si le législateur de 1890 a tenu à ce que l'administration centrale conserve un droit de contrôle sur les syndicats de communes, il a voulu par contre que l'initiative de la création d'un syndicat vienne des communes elles-mêmes. Aussi l'autorité supérieure ne peut jamais créer un *syndicat d'office*.

Le rôle du préfet se borne à servir d'intermédiaire, il transmet la demande de constitution de syndicat au ministre de l'Intérieur. Il faut encore nouvelle mesure prise par le législateur dans l'intérêt des communes — que les délibérations des conseils municipaux demandant à se syndiquer soient *concordantes* enfin une fois qu'une commune est entrée dans un syndicat elle ne peut plus sortir ; mais en revanche une commune peut toujours entrer dans une association, après une approbation donnée par *décret simple* et après l'assentiment des communes syndiquées. Le Conseil d'Etat n'a pas à intervenir en l'espèce.

Tutelle administrative des syndicats. — Les syn-

dicats ayant la personnalité sont comme tout établissement public, soumis au régime de la tutelle administrative ; mais ils sont en outre astreints à la tutelle applicable aux communes. Aussi sont-ils contraints de demander l'autorisation du conseil de préfecture pour ester en justice ; s'ils ont à accepter des dons et legs leurs délibérations ne sont définitives que si ces libéralités ne contiennent ni charges, ni conditions ; car alors il faut une autorisation préfectorale et si même il y a réclamation des héritiers, l'intervention du Conseil d'Etat est indispensable. L'approbation préfectorale est encore nécessaire si le syndicat veut aliéner des biens à titre onéreux. A ce propos une difficulté s'élève dans la pratique, si le syndicat englobe des communes appartenant à des départements différents quel sera le préfet compétent ? Ce sera celui du lieu où de trouver le siège social du syndicat. Ce siège social est fixé par le décret d'institution sur la proposition unanime des communes intéressées. Telles sont les dispositions principales de la loi : Il est nécessaire désormais de s'arrêter un instant sur l'administration du syndicat.

Administration du syndicat. — Le syndicat est administré par un comité, dont les membres sont élus par les conseillers municipaux intéressés à raison de deux délégués par commune. Ces délégués sont élus comme les maires et adjoints sous le régime de la loi municipale de 1884, mais la loi de

1890, n'exige pas que les délégués soient conseillers municipaux, il suffit qu'ils soient dans les conditions requises pour l'être. Les délégués doivent être élus à la majorité absolue ; mais si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a réuni cette majorité, il y a lieu à un troisième tour de scrutin dans lequel la majorité relative suffit. En cas d'égalité de suffrages entre deux candidats, c'est le plus âgé qui est proclamé élu.

Le contentieux de ces élections appartient au Conseil de préfecture, quoique certains auteurs soutiennent, qu'il devait être de la compétence du préfet ; parce qu'il en était ainsi pour les délégués aux conférences intercommunales ; mais cette assimilation semble peu conforme à la réalité ; car les syndicats de communes, d'après la loi du 22 mars 1890, sont des établissements publics puisqu'ils ont la personnalité morale ; tandis que les conférences n'étaient que de simples ententes provisoires n'ayant ni personnalité ni budget. Du reste le Conseil d'Etat, en l'absence de textes, a assimilé les élections des maires et adjoints à celles des conseils municipaux. Dans notre hypothèse, il est également logique de raisonner par analogie.

La durée du mandat des délégués au comité syndical est la même que celle des conseillers municipaux qui les ont nommés. En cas de suspension ou de dissolution d'un conseil municipal, le mandat

des délégués se prolonge jusqu'au moment où le nouveau conseil municipal en élit d'autres. Des délégués sortants sont indéfiniment rééligibles. En cas de décès ou de démission d'un délégué, le conseil municipal intéressé doit pourvoir à son remplacement dans un délai d'un mois. Enfin si un conseil municipal refuse d'élire un délégué après mis en demeure du préfet, le maire et le premier adjoint sont représentants de droit de la commune non représentée.

Fonctionnement du Comité Syndical. — Après avoir indiqué le nombre et le mode d'élection des délégués, il importe de dire un mot du fonctionnement du comité syndical. Le comité se réunit deux fois par an comme les conseils généraux. Le préfet doit être prévenu dans un délai de trois jours francs pour les sessions ordinaires. Le président doit en outre convoquer le comité en session extraordinaire, si le préfet le lui demande ou si la moitié des délégués le désirent. Les sessions ordinaires ont une *durée de quinze jours* ; mais peuvent se prolonger plus longtemps avec autorisation préfectorale.

En session ordinaire, le comité peut s'occuper de toutes les matières rentrant dans ses attributions ; mais pour les sessions extraordinaires, il n'en est pas de même.

La Convocation doit contenir l'indication des objets spéciaux, pour lesquels le comité se réunit et

il ne peut s'occuper que de ces questions. Les convocations sont faites par le président trois jours francs avant la réunion ; sauf urgence et dans ce cas le délai peut être abrégé. Pour que le comité puisse délibérer valablement, il faut la majorité des délégués présents à la séance. Cependant si après deux convocations, à trois jours de distance, la majorité n'est pas atteinte, les délibérations sont valables quel que soit le nombre des délégués présents.

Les délibérations sont prises à la majorité des votants et en cas de partage la voix du président est prépondérante. Le scrutin peut être secret, si le tiers des membres le demandent. Le président a la police de l'assemblée. Il y a un registre des délibérations.

Tout délégué qui a manqué à trois séances sans motif valable est déclaré démissionnaire par le préfet, sauf recours devant le Conseil de préfecture. En principe, ce sont les mêmes règles que pour les conseils municipaux ; mais les séances ne sont pas publiques.

Chaque année le comité élit son bureau, qui est normalement composé d'un président et d'un secrétaire. Le comité peut toutefois élire un vice-président, s'il le juge utile. Le secrétaire est élu à chaque session et non annuellement comme pour les conseils municipaux.

Les cas d'annulation des délibérations, les nullités

de droit et les recours sont les mêmes que pour les conseils municipaux.

En outre une commission de surveillance, composée d'un ou de plusieurs gérants peut, sauf approbation préfectorale, remplacer les membres du comité syndical. Ces gérants ont les mêmes pouvoirs que les membres du comité qui les nomment. Ils peuvent être révoqués dans la forme où ils ont été nommés. Telles sont les dispositions législatives présidant à l'administration du syndicat. Quelles sont ses attributions et ses ressources ? La loi ne reconnaît pas les attributions du syndicat ; mais elles sont déterminées par le décret d'institution, et, si l'on veut les étendre, il faut un nouveau décret en Conseil d'Etat.

Le législateur de 1890 ayant donné une personnalité morale aux syndicats de communes, ces établissements publics nouveaux eurent un budget. Quelles furent leurs ressources ? D'abord il y a les cinq centimes spéciaux à imposer au principal des contributions directes, les biens meubles et immeubles du syndicat, les subventions de l'Etat, du département et des communes. Telles sont les recettes ordinaires du syndicat.

Dans quelles conditions vote-t-il son budget ?

Le budget du comité est soumis aux conseils municipaux : mais n'est pas livré au public.

Les règles de la comptabilité de la commune lui sont applicables. L'administrateur des fonds du syn-

dicat est un receveur spécial, nommé par le préfet sur une liste de trois noms, présenté par le comité syndical. Les états dressés par le receveur sont rendus exécutoires par le préfet ou le sous-préfet.

Avant de terminer cette analyse de la loi, un dernier point reste à examiner. Comment se dissout le syndicat ? Un syndicat de communes, étant une association comparable aux sociétés civiles, doit pouvoir se dissoudre selon les règles du droit commun en cette matière. Aussi est-il dissous de plein droit à l'expiration du délai fixé au moment de sa formation ou encore par la fin de l'opération qu'il avait pour objet d'exécuter (art. 1865, C. civ.).

Une dérogation au droit commun a été faite dans le cas de dissolution par suite de l'accord unanime des conseils municipaux intéressés, l'unanimité nécessaire ici est une dérogation à l'article 1865, alinéa 5 du Code civil, qui dit que la volonté d'un associé de ne plus faire partie d'une société, entraîne sa dissolution. Il y a encore la dissolution forcée, provenant d'une demande motivée, faite par la majorité des conseils municipaux intéressés. Enfin la dissolution d'office, par l'administration supérieure, après décret rendu sur l'avis conforme du Conseil d'Etat.

§ 3. — *Résultats pratiques de la loi de 1890.*

Sur quelles bases se fait cette dissolution ? Cette question ne soulève pas de difficultés s'il s'agit d'une

dissolution de plein droit ; mais s'il y a lieu à dissolution forcée, le décret de dissolution en règle la procédure. Telle est l'économie de la loi du 22 mars 1890 sur les syndicats de communes. Cette loi a-t-elle donné les résultats pratiques qu'on attendait d'elle ? Malheureusement on est obligé de répondre par la négative et quand on fait le bilan de ses cas d'application on ne trouve que seize ou dix-sept exemples de constitution de syndicat et encore ces associations intercommunales, ont-elles pour la plupart une importance très minime et ne peuvent-elles pas permettre de porter un jugement définitif sur la réforme de 1890.

Comment expliquer les causes de cet échec ? Plusieurs raisons ont été mises en avant. M. le professeur Ducrocq dans son *Cours administratif* déclare que la loi de 1890 était inutile ; car certains textes législatifs, antérieurs à cette loi, comme la loi de 1836 sur les chemins vicinaux, celle de 1851 sur l'assistance et celle de 1884 sur l'enseignement satisfaisaient pleinement aux besoins de l'association intercommunale. M. le professeur Ducrocq, plutôt partisan des idées centralisatrices, craignait que l'association intercommunale largement comprise et appliquée ne devint un danger pour l'unité nationale. Aussi trouvait-il inutile et même dangereux de développer ces sortes d'association autrement que sous forme d'ententes provisoires.

La seconde raison invoquée pour expliquer ce manque de succès du système d'organisation syndicale, serait l'interprétation trop rigoureuse donnée aux textes de la loi par la jurisprudence du Conseil d'Etat et par l'administration centrale. Deux exemples montreront clairement l'exactitude de ce que nous avançons. En 1894, deux communes voulurent se syndiquer pour exploiter un tramway, elles se heurtèrent à un *veto* du ministre de l'Intérieur, qui prétendit que le fait pour une commune d'exploiter un tramway, était une entreprise d'un caractère industriel « ne rentrant pas dans le cercle normal des municipalités et partant des syndicats de communes ».

Plus récemment encore, en 1899, deux communes de Savoie voulurent se syndiquer, pour payer un médecin appelé à rendre de grands services dans leur pays montagneux et isolé. Le ministre de l'Intérieur, toujours pour la même raison, refusa de l'autorisation nécessaire. « Le projet dont vous m'entretenez ne présente pas le caractère d'une preuve d'utilité communale. Il ne peut par suite justifier l'application des dispositions de la loi de 1890, celles de l'article 116 de la loi municipale de 1884. Il s'agit, en effet, en l'espèce, d'assurer un service de santé qui dépend uniquement de l'initiative privée des habitants de chaque municipalité. » Ainsi donc le Conseil d'Etat et l'Administration centrale, par leur inter-

prétation rigoureuse de la loi de 1890, ont paralysé, ou tout au moins découragé l'initiative syndicale des communes. Cependant cette façon de voir semble contraire à la volonté du législateur de 1890, car M. Reinach, en effet, rapporteur de la loi de la Chambre, déclarait nettement « que le gouvernement devra indiquer les qualités et les avantages de l'instrument à celles de communes qui pourraient l'ignorer ; il ne se contentera pas d'attendre, il *sollicitera*, fidèle à son propre devoir, les bonnes volontés ». La rigueur du pouvoir central a découragé les petites individualités communales, qui ont fini par douter des bienfaits de la coopération. Pourtant s'il est vrai, comme l'ont prétendu certains auteurs, que la loi est venue avant son temps, plus nous avançons et plus il est nécessaire de grouper les petites individualités communales, afin de leur permettre non seulement d'exploiter convenablement leurs services publics les plus essentiels ; mais aussi et surtout, afin de leur trouver des ressources nouvelles, leur permettant de faire face aux dépenses, que leur imposent chaque jour les lois nouvelles. Et c'est pourquoi il nous a semblé nécessaire d'étudier minutieusement le plus récent et le plus important syndicat qui se soit constitué depuis la promulgation de la loi du 22 mars 1890. Cet exemple pourra peut-être servir à secouer la torpeur des petites communes et suppléera dans une certaine mesure du moins à la nonchalance du pouvoir central.

DEUXIÈME PARTIE

LE SYNDICAT DU GAZ DANS LES DÉPARTEMENTS DE SEINE ET SEINE-ET-OISE

CHAPITRE PREMIER

L'état de l'éclairage dans les communes associées, au moment de la constitution du syndicat.

Le syndicat pour l'éclairage du gaz fut définitivement constitué le 1^{er} janvier 1904. Ce groupement intercommunal comprend 61 communes représentant une collectivité d'environ 700.000 habitants, 48 communes appartiennent au département de la Seine, 13 communes font parties de celui de Seine-et-Oise.

Les 48 communes du département de la Seine sont :

Arcueil-Cachan, Asnières, Alfortville, Aubervil-

liers, Bagnolet, Boulogne-sur-Seine, Bourg-la-Reine, Châtillon, Clamart, Charenton-le-Pont, Créteil, Choisy-le-Roi, Clichy, Epinay, Fontenay-aux-Roses, Fontenay-sous-Bois, Fresnes, Gentilly, Genervilliers, l'Ile-Saint-Denis, Ivry-sur-Seine, Joinville-le-Pont, Levallois-Perret, Les Lilas, L'Hay, Maisons-Alfort, Malakoff, Montrouge, Nogent-sur-Marne, Pantin, Le Perreux, Pré-Saint-Gervais, Puteaux, Romainville, *Saint-Denis*, Saint-Maurice, Saint-Maur-des-Fossés, Saint-Mandé, Saint-Ouen, *Sceaux*, Stains, Thiais, Vanves, Villejuif, Villetaneuse, Vincennes, Vitry-sur-Seine.

Les 13 communes du département de Seine-et-Oise sont :

Chaville, Deuil, Enghien-les-Bains, Garches, Groully, Marnes, Montmagny, Montmorency, Saint-Cloud, Saint-Gratien, Sèvres, Soisy-sous-Montmorency, Ville-d'Avray.

Avant de tracer les préliminaires et la constitution définitive de cet important groupement intercommunal, il importe de donner un aperçu de l'état de l'éclairage dans les communes associées au moment de la formation du syndicat. Les soixante et une communes associées avaient toutes un traité d'éclairage avec la Compagnie Parisienne, sauf quelques-unes peu importantes, telles que Fresnes, Villetaneuse, Soisy-sous-Montmorency, qui étaient totalement éclairées au pétrole.

Mais à côté de l'éclairage au gaz la plupart d'entre elles avaient aussi l'électricité, le pétrole ou l'huile et ces modes d'éclairage ont subsisté du reste sous le nouveau régime.

L'électricité était employée concurremment avec le gaz dans les grandes communes comme Saint-Denis, Saint-Maur-des-Fossés, Aubervilliers, Puteaux, Boulogne, Vincennes, Asnières, Gentilly, Ivry-sur-Seine, Montrouge, Pré-Saint-Gervais, Maisons-Alfort, Saint-Maurice.

Les communes partiellement éclairées au pétrole sont : Saint-Ouen, Malakoff, Fontenay-sous-Bois, Bagnolet, Gennevilliers, Choisy-le-Roi, Créteil, Fontenay-aux-Roses, Vanves, Nogent-sur-Marne.

Enfin étaient éclairées partiellement à l'huile : Alfortville, Arcueil-Cachan, Châtillon, l'Île Saint-Denis, Joinville, Romainville, le Perreux, Vitry-sur-Seine (1).

Les employés chargés d'allumer les lampes à pétrole et à l'huile, là où subsiste encore ce mode d'éclairage, sont, en général, les cantonniers ou les fossoyeurs ; certaines communes cependant, ont des agents spéciaux pour ces fonctions. Un détail pittoresque mérite d'être signalé à propos de ces deux modes d'éclairage, dans les traités pour fixer la rede-

1. Cette commune a décidé récemment d'adopter l'éclairage par l'électricité.

vance de la commune au concessionnaire, on décompte, les jours où il y a clair de lune, ceux-ci dont le nombre est fixé d'avance par la concession, viennent en défalcation du prix.

Pour ce qui est des communes de Seine-et-Oise, la plupart n'avaient qu'un seul mode d'éclairage : le gaz, à l'exception de certaines grandes communes comme Saint-Cloud qui avait l'électricité ; mais par raison d'économie, dans le nouveau traité, elle a renoncé à ce mode d'éclairage.

Après avoir parlé des modes d'éclairage autres que le gaz, il importe de donner quelques détails sur les traités des communes syndiquées avec la compagnie Parisienne. Ces traités étaient de dates très diverses : les uns remontaient à 1858 et les plus récents étaient de 1887, sauf celui de la commune de Hay qui datait seulement de 1893.

Dans les anciens traités le prix de l'éclairage public était de 0 fr. 30 par mètre cube et celui des particuliers de 0 fr. 40.

L'éclairage public était meilleur marché par cette raison que la commune mettait à la disposition de la compagnie concessionnaire sa voie souterraine.

L'analyse sommaire du traité de Villejuif, pris comme type, montrera les principales clauses de ces anciens traités qui différaient fort peu les uns des autres. Ce traité portait la date du 15 novembre 1866.

Aux termes de cet acte, la commune concédait à la compagnie, le droit exclusif de conserver et d'établir des tuyaux pour la conduite du gaz d'éclairage et de chauffage sous les voies publiques et règle les conditions, auxquelles sera fourni le gaz pour l'éclairage public et privé et pour le chauffage.

L'éclairage public comprenait celui de toutes les voies publiques existantes lors de la signature du contrat et celles à créer ainsi que celui de tous les établissements municipaux et militaires désignés par l'autorité administrative.

Le prix du gaz consommé pour cet éclairage était fixé à 0 fr. 30, quand les consommations étaient fixées au compteur ; quand elles étaient constatées à l'heure, le prix était calculé d'après la série de becs employés et la durée de l'éclairage, conformément à des données inscrites au traité. Ce mode de constatation était adopté en particulier pour l'éclairage des rues ou la constatation au compteur ne pouvait être employée.

Les heures d'allumage et d'extinction des becs étaient déterminées par le maire. Tout ce qui était relatif aux agents et au matériel, ainsi qu'à l'exécution des travaux, était réglé d'après les bases prévues au contrat.

En ce qui concernait l'éclairage des particuliers, la compagnie n'était tenue de fournir de gaz qu'autant que les particuliers avaient contracté un abonnement de trois mois au moins, d'après une

police d'un modèle déterminé, et pourvu que le paiement du gaz consommé ait lieu par mois d'avance à raison de 7 francs par brûleur. Le gaz était fourni aux abonnés soit au bec, soit au compteur, soit à l'heure.

Dans ce cas le prix était fixé à 0 fr. 40. Quant au prix de vente du gaz livré à l'heure, il était débattu de gré à gré entre la compagnie et ses abonnés.

En ce qui concernait le chauffage, la compagnie était tenue de se conformer aux mesures qui lui étaient prescrites par l'autorité municipale, sous la réserve qu'elle ne devrait fournir du gaz pour cet usage, qu'autant que les quantités réclamées à cet effet équivalaient, au minimum, au tiers du gaz employé pour l'éclairage public et privé (1).

Enfin un article contenant la disposition suivante : « A l'expiration du traité la Commune de Villejuif deviendra propriétaire de plein droit et entrera de suite en possession des tuyaux, robinets, siphons, valves, regards et autres accessoires, qui existeront sous la voie publique. »

Telles étaient les principales dispositions des traités d'éclairage avec la Compagnie Parisienne.

Dans les communes du département de la Seine, les premiers traités furent modifiés par une *convention annexe de 1896*. Elle avait pour but de dimi-

1. Cette clause a disparu dans le nouveau traité.

nuer le prix du gaz tant pour l'éclairage public que pour l'éclairage des particuliers.

Le prix du premier fut abaissé jusqu'à 0 fr. 175 ou même jusqu'à 0 fr. 15 dans les grandes communes.

L'éclairage privé fut abaissé de 0 fr. 40 à 0 fr. 35 et même à 0 fr. 30 sans pouvoir tomber au-dessous de ce chiffre. L'abaissement du prix du gaz variait en raison inverse de la consommation.

Pour une consommation annuelle de :

40 mètres cubes par mètre de conduite,	0 fr. 38
50 » » » » »	0 36
60 » » » » »	0 34
80 » » » » »	0 30

On ne trouve pas pour les communes de Seine-et-Oise des conventions analogues à celles de 1896.

Tous ces traités prenaient fin le 31 décembre 1905, date d'expiration de la concession avec la Compagnie Parisienne.

CHAPITRE II

La Conférence intercommunale pour les Communes des Cantons de Vanves et de Sceaux en 1901

La situation étant telle, il convenait donc de ne pas attendre la date du 31 décembre 1905, pour s'occuper de la question du nouveau traité d'éclairage, sous peine de se voir contraint d'accepter des solutions improvisées. C'est sous l'influence de cette préoccupation que se réunit, le 6 mars 1901, la Conférence, intercommunale des neuf communes des cantons de Sceaux et de Vanves (Bagneux, Bourg-la-Reine, Fontenay-aux-Roses, Montrouge, Châtillon, Clamart, Issy-les-Moulineaux (1), Malakoff) sous la direction habile et éclairée de M. Théodore Tissier, maire de Bagneux et maître des requêtes au

1. Issy-les-Moulineaux ne fit pas partie du syndicat.

Conseil d'Etat. Chaque commune y était représentée par deux délégués. L'administration préfectorale y délégua M. le Directeur des affaires départementales.

§ 1. — *Les Communes de la Banlieue et de la Ville de Paris*

Après la constitution définitive du bureau, la première question qui fut examinée par cette assemblée, fut celle de savoir si les communes de la banlieue lieraient leur sort à celui de Paris? Car, à cette époque, la Ville de Paris examinait des projets de concession d'éclairage au gaz, dans lesquels elle escomptait les bénéfices, que pourrait lui rapporter la fourniture du gaz aux communes de la banlieue.

La conférence crut de son devoir de protester contre cet acte du conseil municipal de Paris et demanda que la Ville de Paris comprit les communes de la banlieue, dans le même traité qu'elle et leur donnât les mêmes avantages qu'à elle-même.

A ce propos, M. le Directeur des affaires départementales exposa qu'en fait le sort de la banlieue n'était en rien lié à celui de Paris, en ce qui concernait l'éclairage, puisqu'elle devenait propriétaire des canalisations établies sous la voie publique à l'expiration de ses traités avec la Compagnie Parisienne.

Les communes de la banlieue restaient donc libre d'envisager la situation comme elles le désiraient.

Une très sérieuse considération militait même en faveur de l'indépendance ; c'était l'obligation où se trouvait la Ville de Paris de prélever *12 millions* par raison budgétaire, sur le produit de la vente du gaz.

Les communes de la banlieue avaient donc en définitive tout avantage à traiter en dehors de Paris avec des compagnies nouvelles, n'ayant aucune charge. Cependant pour le cas où la Compagnie Parisienne accepterait un terrain d'entente deux autres points restaient à trancher : 1° la question des canalisations et 2° le droit pour les communes de revenir aux compagnies d'éclairage électrique, avant l'expiration des nouveaux traités.

Après avoir entendu ces déclarations de M. le Directeur des affaires départementales, la conférence examina une deuxième question : Devait-on lancer des circulaires aux autres communes de la banlieue qui avaient un traité avec la Compagnie Parisienne, afin de les engager à donner leur adhésion à la conférence ? Il fut décidé que, momentanément, on ne ferait pas appel à d'autres adhérents, mais, par contre, il fut jugé utile de porter à leur connaissance les résultats des délibérations de cette première assemblée intercommunale, afin de les engager à venir spontanément grossir les cadres de la conférence.

§ 2. — *Relations de la Conférence avec la
Compagnie Parisienne.*

Puis M. Tissier proposa d'adresser à la Compagnie Parisienne une lettre dont la teneur était la suivante :

« Paris, le 23 mars 1901.

« A MM. le Président et les Membres du Conseil d'administration de la Compagnie Parisienne d'éclairage et de chauffage pour le gaz.

« Messieurs,

« La Conférence intercommunale, composée des délégués des communes des cantons de Vanves et de Sceaux, dont les traités avec votre Compagnie expirent le 31 décembre 1905, a décidé de se préoccuper, dès à présent, des concessions nouvelles à accorder à partir du 1^{er} janvier 1906. A cette date, les communes, de la banlieue et votre Compagnie auront recouvré respectivement leur indépendance. Nos communes, qui deviendront propriétaires de plein droit et entreront de suite en possession des canalisations et de tout le matériel, établi sous la voie publique, ont le choix pour traiter dans des conditions de complète égalité entre votre Compagnie et d'autres sociétés, pour l'éclairage et le chauffage par

le gaz dont certaines sont déjà en instance devant nous.

« Avant d'examiner les propositions des sociétés concurrentes nous désirerions savoir quelles sont les intentions de votre Compagnie, et nous venons, en conséquence, vous prier de nous les faire connaître dans le plus bref délai possible :

« 1^o Si votre Compagnie entend solliciter des communes adhérentes à notre conférence, de nouvelles concessions pour l'éclairage et le chauffage par le gaz à dater du 1^{er} janvier 1906.

« 2^o En cas d'affirmative, sous quelles conditions, elle est disposée à traiter notamment en ce qui concerne le prix du gaz et le prix de la location par la Compagnie, de la canalisation et du reste du matériel établi sous la voie publique, devenus la propriété de la commune et les travaux à entreprendre, pour l'extension des canalisations aux voies publiques qui en sont dépourvues.

« Veuillez agréer, etc.,

Le Président de la conférence,

TH. TISSIER,
Maire de Bagneux.

Le Secrétaire de la conférence,

SIMON,
Maire de Clamart

Le 25 avril 1901, la Compagnie Parisienne répondit à cette lettre, que tant qu'elle ne serait pas fixée, sur le sort qui lui serait fait par la Ville de Paris à l'ex-

piration de la concession actuelle, il lui serait difficile d'examiner utilement les questions que la conférence lui avait posées.

Mais aussitôt que la Compagnie serait en mesure de négocier avec les communes, au sujet de la continuation du service du gaz après 1905, elle déclarait qu'elle s'empresserait de se mettre à la disposition de la banlieue, pour les propositions que celle-ci croirait devoir faire à ce sujet.

La conférence trouva cette réponse tout à fait insuffisante et décida d'adresser aux représentants de la Compagnie Parisienne, une deuxième lettre ainsi conçue :

« Paris, le 13 mai 1901.

« Monsieur le Directeur,

« Nous avons l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 25 avril dernier, par laquelle vous exposez, que tant que votre Compagnie ne sera pas fixée sur la situation, qui lui sera faite vis-à-vis de Paris à l'expiration de la concession actuelle, il lui est difficile d'examiner utilement les questions que nous lui avons posées.

« Nous croyons devoir vous faire observer, que les communes de la banlieue n'ont été appelées ni par vous ni par la Ville de Paris aux négociations, que vous avez engagées avec celles-ci ; nous n'avons donc ni à connaître ni à en attendre la solution. D'ailleurs,

les neuf communes que nous représentons entendent séparer leur sort de celui de Paris.

Dans ces conditions, nous avons besoin de savoir si de son côté votre Compagnie a l'intention de nous faire des propositions en vue d'obtenir de nos communes de nouvelles concessions, alors même que votre concession avec la Ville de Paris ne vous serait pas renouvelée.

« Nous supposons que rien ne vous empêchera de vous expliquer dès maintenant sur ce point, et nous nous permettons d'insister, pour avoir une prompt réponse.

« Veuillez agréer, etc.

Le Président de la conférence

TH. TISSIER

Le secrétaire

SIMON

Malgré les termes pressants dans lesquels cette lettre était conçue, elle resta sans réponse de la part de la Compagnie Parisienne. La conférence décida d'envoyer une députation au directeur de cette Compagnie; afin de s'entendre avec lui sur les points en litige. L'entrevue eut lieu le 24 mai.

A la question de propriété des canalisations le Directeur répondit que la Compagnie ne réclamerait pas d'indemnité. Il déclara, en outre, que la Compagnie avait mis à l'étude un projet organisant un service de fourniture de gaz en banlieue, par une société

distincte de celle chargée de l'éclairage à Paris. D'après ce projet, les communes de la banlieue seraient réparties en quatre zones desservies chacune par une usine spéciale. La quatrième zone comprendrait outre les communes des cantons de Vanves et de Sceaux : Boulogne et plusieurs communes du département de Seine-et-Oise (Saint-Cloud, Garches, Sèvres, Ville-d'Avray). Le prix du mètre cube de gaz serait de 0 fr. 12 pour l'éclairage public et de 0 fr. 20 pour l'éclairage des particuliers.

Le Directeur de la Compagnie Parisienne manifesta le désir de voir la conférence intercommunale grouper toutes les communes de la banlieue, ayant un traité avec sa Compagnie et les engagea à se faire représenter près d'elle.

Pour ce qui était de l'extension des canalisations existantes, tous les travaux qui seraient demandés, seraient exécutés, à condition que les communes garantissent un revenu de 5 o/o du capital engagé.

Enfin la Compagnie Parisienne n'était pas non plus éloignée d'entreprendre également l'éclairage par la lumière électrique.

A ces propositions les membres de la conférence firent quelques critiques. Ils trouvèrent d'abord, que le prix du gaz était trop élevé, et de plus, ils ne croyaient pas utile d'étendre la conférence du moins momentanément, la délibération devenant trop difficile avec un trop grand nombre d'intéressés. A leur avis, il

convenait de se limiter aux communes de la banlieue comprises dans la zone dite sud-ouest.

Pour ce qui concernait l'éclairage à la lumière électrique, il fut décidé que des cahiers spéciaux seraient dressés.

§ 3. — *L'abaissement immédiat du prix du gaz.*

Cela fait, une nouvelle et dernière question fut examinée par cette assemblée intercommunale de 1901, celle de l'abaissement immédiat du prix du gaz, pendant la période intermédiaire de 1902 à 1906. Cette question avait été soulevée à Paris aux élections municipales de 1900. Elle avait alors constitué une réclame électorale, rien de plus, une arme de combat dirigée contre le conseil municipal sortant, qu'on accusait de n'avoir pas su réaliser cette réforme. La banlieue voulut cependant suivre cet exemple et c'est pourquoi un membre de la conférence de 1901 demanda que cette assemblée examinât une combinaison, permettant de réaliser cette réforme pour l'éclairage public et privé. Cette question souleva au sein de la conférence, une assez vive discussion. On fit d'abord observer quelle difficulté sa solution présentait pour la Compagnie Parisienne. Cette dernière, en effet, étant liée avec Paris, ne pouvait renoncer à aucun de ses bénéfices et si elle

acceptait cette proposition, elle était contrainte de demander une augmentation correspondante du prix du gaz après 1906, en compensation de la diminution immédiate qu'elle aurait consentie. Un délégué cependant, fit observer qu'on pouvait obtenir l'abaissement immédiat, en consentant un relèvement proportionnel du prix du gaz après 1906.

En appliquant ce système, on aurait une période transitoire pendant laquelle le gaz serait vendu à un prix inférieur au prix actuel ; mais encore supérieur au prix qu'on pouvait normalement espérer après le 1^{er} janvier 1906. Tel fut le dernier point litigieux examiné par cette première assemblée intercommunale.

Trop peu nombreuse, elle n'avait pu résoudre les questions, qu'elle avait posées et discuter dans ses détails le nouveau cahier des charges. Elle se sépara en décembre 1901, après avoir lancé des convocations aux communes suburbaines, ayant un traité avec la Compagnie Parisienne. Ces convocations aboutirent à la réunion d'une deuxième assemblée intercommunale, qui siégea pendant deux ans et comprit la majorité des communes ayant un traité avec cette société. Nous allons, dans ces chapitres suivants, passer en revue les diverses questions sur lesquelles elle eut à délibérer, et exposer les solutions adoptées par elle.

CHAPITRE III

La deuxième Conférence intercommunale de 1902-1903

La deuxième conférence intercommunale bien plus nombreuse que celle de 1901 engloba la grande majorité des communes ayant un traité avec la Compagnie Parisienne et qui devaient plus tard faire partie du syndicat que nous étudions. Aussi put-elle mener à bien la tâche qu'elle avait entreprise : et c'est ainsi qu'elle discuta, dans ses moindres détails, le nouveau cahier des charges et imposa ses volontés aux demandeurs en concession. En un mot, c'est par elle que fut menée à bien l'œuvre de la conférence de 1901 pour les communes des cantons de Sceaux et de Vanves.

Les trente-neuf communes suivantes du département de la Seine y adhérèrent d'abord :

Alfortville, Levallois-Perret, Asnières, Maisons-Alfort, Arcueil-Cachan, Malakoff, Bagneux, Mont-

rouge, Bagnolet, Pantin, Boulogne, Le Perreux, Bourg-la-Reine, Saint-Denis, Châtillon, Saint-Maur-des-Fossés, Choisy-le-Roi, Saint-Mandé, Clamart, Saint-Maurice, Clichy, Saint-Ouen, Fontenay-aux-Roses, Sceaux, Fontenay-sous-Bois, Stains, Fresnes, Thiais, Gennevilliers, Vanves, Ile-Saint-Denis, Villejuif, Ivry-sur-Seine, Vincennes, Joinville-le-Pont, Vitry-sur-Seine.

Neuf communes du département de Seine-et-Oise :

Deuil, Marnes, Enghien, Montmagny, Garches, Saint-Cloud, Groslay, Saint-Gratien, Ville-d'Avray.

Cette assemblée intercommunale restait ouverte et toutes les autres communes, qui devaient faire partie du syndicat, y adhèrent dans le courant des années 1902 et 1903.

M. Théodore Tissier fut élu président de cette nouvelle conférence, pour rendre hommage à sa haute compétence administrative et pour le remercier de l'habileté, avec laquelle il avait dirigé l'assemblée de 1901.

En quelques mots, M. Tissier indiqua le rôle de la nouvelle assemblée intercommunale. Il se félicita d'abord de l'extension de cette deuxième conférence et déclara qu'on ne devait pas y voir un acte d'hostilité à l'égard de la Ville de Paris. Car il serait probablement nécessaire de s'entendre avec celle-ci, pour résoudre la question de l'abaissement du prix du gaz, qui avait déjà été examinée

dans la conférence de 1901. Mais il affirmait, par contre, que les communes de la banlieue, étant propriétaires de leurs canalisations à l'expiration de leur traité avec la Compagnie Parisienne, étaient libres de s'adresser au demandeur en concession qui leur plairait. Il terminait en invitant les délégués à faire à la conférence des *desiderata* de leurs mandants et en cherchant à leur faire comprendre que traiter séparément serait pour les communes une cause de faiblesse.

Après la constitution définitive du bureau, on fut amené à se demander, s'il ne serait pas nécessaire d'étudier la question de la *régie directe* en commun avec Paris. M. le président combattit cette idée, se basant sur ce que Paris devait être considéré comme un entrepreneur ordinaire, avec lequel on ne pourrait traiter que s'il faisait des conditions avantageuses aux communes suburbaines.

Il fut ensuite décidé qu'on demanderait aux communes : 1° si elles avaient des propositions de demandeurs en concession et 2° que la conférence examinerait les projets de cahier des charges et dresserait elle-même un projet, où seraient exposés les *desiderata* de la banlieue.

Sur la proposition du président, on adressa des remerciements à l'administration préfectorale qui avait donné un local à la conférence et s'était fait représenter à l'assemblée.

Une autre question très importante préoccupa dès le début la conférence. Le conseil municipal de Paris se réunissait le 9 janvier 1902, pour discuter la question du gaz. Il était donc nécessaire pour la banlieue de se mettre en relations avec les représentants de la Ville de Paris, non seulement pour leur faire connaître l'existence officielle et le but de la conférence intercommunale, mais encore pour savoir quelle attitude les communes suburbaines devaient prendre vis-à-vis de Paris. Dans ce but, les deux lettres ci-après, furent adressées l'une à M. le président du conseil municipal, l'autre à M. le préfet de la Seine :

« Paris, le 8 janvier 1902.

« Monsieur le Président,

« J'ai l'honneur de vous informer de la constitution d'une conférence intercommunale pour le gaz. Cette conférence organisée, conformément aux dispositions des articles 116 et 117 de la loi municipale de 1884, composée indépendamment de quelques communes suburbaines, qui n'ont aucun mode d'éclairage, de la presque unanimité de celles dont les traités avec la Compagnie Parisienne expirent le 31 décembre 1905 : 39 communes sur 48 du département de la Seine et 9 sur 12 pour celui de Seine-et-Oise. L'idée qui a présidé à la formation de ce groupe est très nette. Les communes suburbaines considèrent

qu'elles n'ont pas à attendre la solution des pourparlers engagés en dehors d'elles par la Ville de Paris et elles entendent négocier elles-mêmes les traités qui les concernent.

« Mais tout en n'abandonnant pas à la Ville de Paris le soin de défendre leurs intérêts et de gérer leurs affaires, elles ne demandent qu'à se concerter avec celle-ci, l'union ne pouvant être que profitable à Paris et à la banlieue.

« Si les représentants de Paris veulent bien entrer en relations avec nous, nous nous tenons à leur disposition (1).

« Veuillez agréer...

Le président de la conférence.

TH. TISSIER

Maire de Bagneux.

1. La lettre adressée à M. le préfet de la Seine, était conçue en termes identiques.

CHAPITRE IV

Rapports de la Conférence de 1902-1903 avec Paris et la Compagnie parisienne. — L'article additionnel de M. Adrien Veber.

Les représentants de la ville de Paris ne répondirent pas à la lettre, qui leur avait été adressée au nom de la Conférence le 9 janvier 1902. Mais le 17 du même mois, le Conseil municipal de Paris adoptait un projet, dit « Projet Chamon », avec un article additionnel proposé par M. Adrien Veber et ainsi conçu :

« 1° Les Traités passés avec les Communes de la Banlieue auront la même durée que le traité de la ville de Paris avec la société, à partir du 1^{er} janvier 1906 ;

« 2° Le prix du gaz sera le même que pour Paris ;

« 3° Il sera alloué aux communes, à l'exclusion de

tous droits d'octroi ou autres, une redevance calculée à raison de 0,03 par mètre cube consommé pour le service public ou privé, à partir du 1^{er} janvier 1906 ;

« 4^o Pendant la période intermédiaire du 1^{er} janvier 1902 au 31 décembre 1905, il sera affecté une réduction de 0 fr. 10, sur les prix payés par les communes pour la fourniture du gaz destiné à la consommation publique ou privée, en vertu des traités actuels, sans que cette réduction puisse avoir pour effet d'abaisser le prix du gaz au-dessous de 0 fr. 20 le mètre cube pour les particuliers et de 0 fr. 15 pour l'éclairage public. »

Cet article additionnel fut adopté par le Conseil municipal de Paris, dans le but de conserver la clientèle des communes suburbaines ayant traité avec la Compagnie parisienne. La conférence intercommunale mécontente de n'avoir pas eu de réponse des représentants de la ville de Paris, décida de faire une nouvelle tentative pour entrer en relation avec le Conseil municipal. Voici les documents :

« Paris, le 25 janvier 1902.

« M. le Président,

« La lettre que nous avons eu l'honneur de vous adresser le 8 courant, au nom de cinquante communes suburbaines, est restée sans réponse. Mais sans

avoir entendu les représentants de la banlieue, le Conseil municipal de Paris, a de sa propre initiative, ajouté un article additionnel au cahier des charges de la société concessionnaire qui doit succéder à la Compagnie du gaz.

« Les propositions qui sont ainsi faites à la banlieue ne sont ni assez précises, ni assez explicites pour qu'elles puissent être examinées utilement. Des éclaircissements nous seraient donc nécessaires pour fixer sur la portée de cet *acte additionnel*, qui n'indique même pas à qui nous aurions à nous adresser dans le cas où nous voudrions demander l'application dans la banlieue du nouveau régime du gaz à Paris, serait-ce à la ville de Paris ou à la Société fermière? Nous supposons que les représentants de la ville de Paris sont disposés à nous donner des explications, dont nous avons besoin et nous nous permettons d'insister pour qu'elles nous soient fournies le plus tôt possible, car nous avons reçu d'autres propositions que celles de la ville de Paris et nous sommes décidés à aboutir rapidement.

POUR LE BUREAU,
Le Président de la conférence,

« TH. TISSIER. »

Comme on le voit, l'assemblée intercommunale cherchait à se renseigner, pour le cas où les communes qu'elle représentait, lieraient leur sort à celui de

Paris, et pour la fourniture du gaz traiteraient avec le même concessionnaire, quelle serait leur situation exacte vis-à-vis de l'entrepreneur et vis-à-vis du principal co-contractant, la ville de Paris ?

En attendant une réponse qu'elle n'obtint pas d'ailleurs, aux éclaircissements demandés, par la lettre que nous venons de reproduire ; l'assemblée fut amenée à examiner les questions des relations de la banlieue avec Paris telles qu'elles résultaient de l'article additionnel au point de vue spécial de l'abaissement immédiat du prix du gaz. Elle voulut prendre à ce sujet l'avis de M. Defrance, directeur des affaires départementales. Cet avis peut s'analyser à peu près ainsi : la diminution immédiate du prix du gaz ne paraissait pouvoir être obtenue par les communes de la banlieue, au cas où elles traiteraient avec la Société fermière de la ville de Paris, qu'en imposant au concessionnaire de prendre la charge de cette réduction et de rembourser aux consommateurs jusqu'en 1906 0 fr. 10 par mètre cube de gaz livré. Or, il semblait à l'administration que, seule, la Compagnie parisienne ou ses filiales pouvait assumer une pareille charge.

Mais, il était à craindre, d'autre part, que l'abaissement du prix du gaz eût pour effet une augmentation notable de la consommation. Il en résulterait pour la Compagnie l'obligation de construire de nou-

velles usines pour faire face aux demandes des consommateurs. Et alors, que l'accroissement normal de la consommation exigeait une dépense annuelle de 5 millions pour les travaux neufs, l'abaissement projeté provoquerait certainement une augmentation des travaux bien plus considérable, exigeant une somme beaucoup plus élevée et qu'il était impossible d'évaluer. Et, il était hors de doute que de pareilles dépenses ne pouvaient être mises en fin de concession. Cette opinion était conforme à l'avis émis par le Comité consultatif du contentieux de la Préfecture de la Seine, qui avait estimé que ni les communes, ni la Société concessionnaire ne pourraient rembourser aux consommateurs une partie du prix du gaz.

Dans ces conditions, il avait semblé qu'il ne restait qu'un seul moyen pour réserver aux communes la possibilité de réaliser l'abaissement du prix du gaz au cas où elles traiteraient avec le même concessionnaire que Paris ; c'eût été que le préfet de la Seine saisit le Conseil municipal de la question. Mais le préfet n'ayant pas cru devoir y recourir avec son autorisation, on avait cherché à résoudre la question par le projet d'article additionnel de M. Adrien Veber, dont il a été parlé plus haut. Cet article n'avait pas été adopté sans difficultés par le Conseil municipal de Paris. Car l'abaissement du prix du gaz, qu'il permettait de réaliser dans les communes de la

banlieue, nécessitait pour la période 1902-1906 une somme de 12 millions.

D'autre part, la ville de Paris réalisait sur le gaz vendu en banlieue, un bénéfice qui n'avait pas été inférieur à 800.000 francs pour l'année 1900. Or, il était certain que ce bénéfice ne pourrait être maintenu désormais, les communes suburbaines devenant propriétaires de leurs canalisations à l'expiration de leurs traités avec la Compagnie parisienne et pouvant percevoir pour location de ces canalisations 0 fr. 03 par mètre cube de gaz consommé. Il était juste du reste, que la ville de Paris conservât une partie des bénéfices réalisés sur la vente du gaz en banlieue, puisqu'elle apportait dans la nouvelle société sa part d'actif évaluée à 100 millions.

Malgré les avantages que l'article additionnel conférait aux communes, il était entendu que celles-ci demeureraient absolument libres de s'en prévaloir ou de s'abstenir de le faire. L'administration leur conseillait plutôt de s'abstenir, soutenant, que si elles attendaient l'expiration des traités, il pouvait se faire que dans l'intervalle des propositions plus avantageuses leur soient offertes. La possibilité d'offres nouvelles se déduisait du prix du gaz. En effet, à cette époque, le prix du mètre cube s'établissait à 0 fr. 06 et 0 fr. 07 ; en ajoutant à ce chiffre 0 fr. 05 pour amortissement du capital, avec une concession de 40 ou 50 ans. Dans de telles conditions, les communes paraissaient

pouvoir exiger la fixation du prix du gaz pour l'éclairage public, au prix coûtant. Sur le prix du gaz destiné à l'éclairage privé, les communes, à raison de ce qu'elles sont propriétaires de leurs canalisations, pourraient légitimement prélever un bénéfice.

Le représentant de l'administration aboutissait à cette conclusion, que les communes de la banlieue avaient le temps de la réflexion ; elles pouvaient attendre avant de prendre une décision ferme, quelle serait la solution adoptée à Paris, et alors, elles auraient toujours la ressource de profiter de l'article additionnel.

Le président de la Conférence demandait alors, à qui, de la ville de Paris ou du concessionnaire devraient s'adresser les communes, si elles voulaient se prévaloir des dispositions de cet article, à M. Chamon, qui en référerait à la ville de Paris, répondait M. Defrance. Et pour démontrer qu'il n'y avait pas à craindre de difficultés à ce sujet, il ajoutait que la ville de Paris avait intérêt à s'assurer la clientèle de la banlieue. En effet, on n'y consommait que 45 o/o du gaz employé à Paris à population égale et depuis dix ans, l'augmentation de la population était bien plus considérable en banlieue qu'à Paris.

L'adoption du *projet Chamon*, au surplus, n'était pas assurée car il devait encore recevoir l'approbation de l'assemblée des actionnaires et celle du Par-

lement, et pour cette dernière l'attitude du préfet au Conseil municipal était de nature à appeler l'attention sur les défauts du projet. La conclusion était toujours la même, de nouvelles propositions comportant, celles-là, l'abaissement immédiat du prix du gaz pouvaient survenir.

L'Assemblée intercommunale, par l'organe de son président, considérait cette opinion comme trop absolue. Rien, dans les traités qui liaient les communes à la Compagnie parisienne, ne paraissait s'opposer à une combinaison financière permettant le remboursement d'une partie du prix du gaz soit, par les communes elles-mêmes, soit par le concessionnaire. Il y avait une lacune dans les traités et pour cette fois cette lacune existait au détriment de la Compagnie, la Conférence était donc d'avis qu'il n'était pas admissible que les communes ne pussent en profiter, sous prétexte que la concession touchait à sa fin.

Mais précisant sa manière de voir, le représentant de l'administration ajoutait que, sans doute, en théorie, les communes pouvaient tenter toute combinaison financière que leur contrat ne leur interdisait pas.

Mais, pour avoir chance de réussir, elle devait être acceptée par la Compagnie. Ainsi la combinaison tentée, en dehors de la Compagnie parisienne en vue de l'abaissement immédiat du prix du gaz échouerait fatalement. Pour cela, la Compagnie n'au-

rait qu'à refuser de fournir du gaz, quand l'augmentation de la consommation aurait entraîné des travaux tels, que toutes ses disponibilités seraient absorbées. Et, comme elle ne pourrait augmenter ses moyens de production sans le consentement de la ville de Paris, il y aurait à craindre que celle-ci répondît par un refus. La moindre des difficultés à prévoir consisterait en procès longs et compliqués qui ne seraient peut-être pas terminés en 1906.

Cherchant encore à préciser la portée de l'article additionnel et de la situation qui serait faite aux communes, si elles en bénéficiaient, on se demanda si, ayant profité des dispositions de cet article, les communes pourraient résilier leur engagement avant la fin de la concession au bout *de quinze ans* par exemple. Et l'on tomba d'accord pour reconnaître qu'elles ne le pourraient que si Paris usait de la même faculté, en un mot, que leur sort serait lié à celui de la capitale, étant hors de doute que le Conseil municipal de Paris entendait, ne partager avec personne, la direction de l'entreprise. Quant aux communes, elles percevraient en tout état de cause, quelle que fût la quantité de gaz consommé, 0 fr. 03 par mètre cube fourni, pour la location de leurs canalisations, sans pouvoir prétendre à aucun bénéfice supplémentaire. Ceux-ci s'ils s'en produisaient, seraient acquis pour la totalité, à la ville de Paris qui assumerait d'ailleurs tous les risques.

A la suite de cet examen et malgré le vif désir qu'avaient les délégués des communes, de voir réaliser l'abaissement immédiat du prix du gaz, il semblait que le parti le plus sage, était encore celui que conseillait l'administration : attendre l'expiration des traités, conserver sa liberté d'action et tâcher de contracter alors avec une société dégagée de toute obligation vis-à-vis de la ville de Paris. N'ayant pas ainsi à supporter la charge de *12 millions*, reconnus nécessaires pour réaliser l'abaissement immédiat du prix du gaz ; on aurait chance d'obtenir, pour la durée de la concession, de meilleures conditions.

Ce fut pas sans difficulté que l'on se résigna à adopter cette solution. Des délégués insistèrent disant qu'il serait difficile de faire comprendre aux consommateurs, les avantages qu'il y avait à continuer à payer le gaz au prix actuel. Dans un rapport dont fut chargé le délégué de Saint-Denis, sur les principales clauses du cahier des charges, on protesta encore contre le vote par le Conseil municipal de Paris de l'article additionnel, adopté sans que les communes de la banlieue aient été ni consultées, ni entendues et dont le texte était tel qu'il permettait l'interprétation donnée par l'administration, à savoir qu'au cas où la banlieue voudrait profiter du droit de résiliation, qui y était prévu, elle ne le pourrait qu'autant que la ville de Paris elle même résilierait.

Il fallut cependant se rendre à l'évidence et reconnaître que, seules, la ville de Paris et la Compagnie parisienne du gaz, pouvaient réaliser l'abaissement souhaité du prix du gaz, qu'une autre société ne le pourrait, qu'autant qu'elle aurait leur assentiment. Et même, dans le cas où ces difficultés seraient vaincues, il resterait un dernier danger à redouter : on serait exposé à acheter cette concession très cher, en s'obligeant à payer le prix du gaz, 0 fr. 16 à partir du 1^{er} Janvier 1906.

Malgré toutes ces difficultés et en dépit de ces conclusions peu encourageantes, une nouvelle tentative ayant été faite plus tard, après que les communes eurent traitées avec MM. Rouland et Chamon, elles purent obtenir de ceux-ci, à titre de transaction et par une convention annexe à celle qui portait concession, un dégrèvement de 0 fr. 10 par mètre cube, du 1^{er} janvier 1904 au 1^{er} janvier 1906.

Il n'y eut pas que sur cette question de l'abaissement immédiat du prix du gaz que se révéla l'antagonisme des intérêts de la ville de Paris et de ceux des communes suburbaines. Nous avons vu que la Conférence avait écrit au préfet de la Seine et au président du Conseil municipal, pour demander certains renseignements et aussi pour tenter de se mettre en rapport avec les représentants de la capitale ; non seulement, ces lettres restèrent sans réponse ; mais encore, l'assemblée municipale affecta de

considérer la conférence « comme une parlotte sans importance ». Au lieu, en effet, de s'adresser à elle ou à son président, quand le Conseil municipal de Paris désirait être renseigné, soit sur les intentions des communes, soit sur leurs projets, il s'adressait au directeur des affaires départementales. Cette attitude inspirée vraisemblablement par la conviction que les communes ne pourraient traiter qu'avec le concessionnaire que choisirait Paris, irrita les membres de la Conférence, qui résolurent dès lors, de discuter les clauses d'un cahier des charges avec des demandeurs en concession, distincts de ceux qui traitaient avec la capitale et sans s'occuper de celle-ci.

Le président de la Conférence dans une assemblée plénière le 6 février 1903, se déclara l'adversaire résolu d'une entente avec la ville de Paris et la Compagnie parisienne. Il fit la Critique du *projet Chamon*, alors en discussion devant le Conseil municipal de Paris, ainsi que de l'article additionnel de M. Adrien Veber. Ces textes étaient en effet muets sur la question des canalisations, sur celle de la fourniture des appareils d'éclairage public et de leur extinction et de leur allumage, des branchements particuliers, des colonnes montantes, etc.

Il fit remarquer qu'on se trompait, quand on prétendait que la banlieue, ne trouverait pas de concessionnaire et serait obligée de traiter avec Paris. Au surplus, les intentions de cette dernière vis-à-vis de la

lui paraissaient évidentes. Elle cherchait simplement à continuer à percevoir sur cette dernière, les bénéfices qu'elle encaissait depuis bien longtemps. Quant à la Compagnie parisienne, elle ne paraissait pas animée de meilleures intentions. Accaparée par la haute finance, elle n'avait d'autre but que de couper tout crédit à ses concurrents, afin de ramener à elle, Paris et la banlieue. Et il concluait à une union étroite de toutes les communes, indispensable pour lutter contre ces puissants adversaires.

Comme certains conseils municipaux se déclarèrent surpris du silence de la Compagnie parisienne, le bureau de la Conférence décida de demander des explications à cette société. M. le Président et trois délégués eurent une entrevue avec le directeur ; celui-ci déclara ne vouloir traiter que si Paris renouvelait sa concession. M. le Président lui répondit que les communes suburbaines voulaient une exploitation distincte de celle de Paris et protesta contre le prélèvement de *12 millions* que Paris leur demandait. Le mémoire préfectoral justifiait ce prélèvement en disant que la ville de Paris était co-propriétaire des usines. Cela ne faisait qu'aggraver l'injustice commise vis-à-vis des communes de la banlieue. Car celles-ci qui avaient coopéré à l'amortissement du capital, ne venaient cependant pas au partage de l'actif, ce qui perpétuait l'injustice dont elles se plaignaient. La Compagnie parisienne ne voulut

pas entendre raison ; parce que, sans le concours de Paris, ses deux usines de Maisons-Alfort et de Boulogne devenaient inutiles. Ce fut la dernière entrevue que les délégués de la conférence eurent avec les représentants de la Compagnie parisienne. Le projet Chamon ayant, du reste, été repoussé par le Parlement. Paris vota le principe et la régie directe et à ce propos à la deuxième assemblée, le 24 juillet 1903, M. le Président déclarait qu'il n'y avait plus à songer à s'arranger avec Paris. Car la régie directe trouverait une impossibilité légale, même si elle était autorisée par le Parlement, quand il s'agirait de desservir la banlieue.

CHAPITRE V

L'Etendue du monopole dans la nouvelle concession. — La concurrence électrique.

§ 1. — *Le monopole dans les anciens traités et la jurisprudence du Conseil d'Etat.*

Dans les anciens traités avec la Compagnie parisienne, cette dernière se réservait le monopole absolu de l'exploitation de l'éclairage. Ce monopole étant conçu dans des termes très larges, avait amené de graves difficultés entre les communes et les compagnies concessionnaires, aussi la conférence jugea-t-elle utile de le limiter très nettement dans la nouvelle concession. La jurisprudence du Conseil d'Etat était du reste, tout à fait défavorable aux municipalités. M. Cruveilhér (1) qui a étudié très consciencieusement cette question intéressante, s'exprime à ce sujet dans les termes suivants : « Le monopole concédé autre-

1. *Revue générale d'administration*. Année 1898, tome III et année 1899, tomes I et II.

fois par les municipalités aux compagnies gazières étant devenu pour les municipalités un obstacle à la satisfaction légitime qu'elles avaient de bénéficier elles-mêmes et de faire bénéficier leurs administrés de l'éclairage électrique, plusieurs n'ont pas hésité à dénoncer les traités antérieurement contractés par elles avec les compagnies de gaz.

« La lutte fut engagée dès lors entre le gaz et l'électricité, lutte des intérêts, qui succéda à la lutte scientifique. Elle revêtit les formes les plus diverses et rien n'est plus curieux comme l'ingéniosité, je dirais presque la ruse que beaucoup de villes déployèrent pour sortir des mailles d'un contrat gênant. »

La lutte commença dès l'année 1882. Des industriels d'accord avec des municipalités demandèrent des autorisations de canalisations sur les voies nationales et départementales. Car ils soutenaient que les villes ne pouvaient pas donner des autorisations sur des voies qui ne leur appartenaient pas. Quelques préfets accordèrent les autorisations qui leur furent ainsi demandées et les sollicitants qui n'étaient en somme que des spéculateurs rétrocédaient ces concessions sur la voie publique, moyennant finance soit aux villes, soient aux compagnies gazières elles-mêmes.

L'administration supérieure n'admit pas ces fraudes aussi une circulaire datée du 22 juin 1882 rappelait aux municipalités la foi due aux contrats :

« Me plaçant au point de vue des principes, disait cette circulaire, je crois devoir rappeler qu'en concevant un monopole, d'éclairage ou d'alimentation d'eau, les villes ne peuvent engager que leurs droits et que le privilège accordé ne s'étend pas au domaine de la grande voirie. L'administration conserve donc sa pleine et entière liberté d'action à l'égard des demandes en autorisation de poser des tuyaux de conduite, qui peuvent lui être adressées.

« Je reconnais toutefois qu'il peut y avoir dans certains cas des inconvénients à permettre l'établissement des canalisations, pour faire concurrence aux compagnies concessionnaires de l'éclairage au gaz ou de la fourniture d'eau. *L'administration ne doit pas en effet, paraître se prêter à ce que des tiers sur lesquels ne pèse aucune des charges imposées aux sociétés privilégiées, puissent compromettre l'économie des conventions passées entre elles et les villes.* »

Deux autres circulaires : la première du 18 avril 1888, la seconde du 18 octobre 1889, sont venues compléter la précédente et le ministre des Travaux publics en 1889 a interdit d'autoriser des concessions sur la grande voirie si ce n'est aux municipalités ou à leurs compagnies concessionnaires. Cette jurisprudence du ministre enrayait la spéculation dénoncée plus haut.

Cette mesure ne fut pas du goût des compagnies électriques qui demandèrent à ce qu'on rapportât les

circulaires de 1882 et qu'on renonçât à la jurisprudence de 1889. Pour résoudre ces difficultés, une commission spéciale, composée de conseillers d'Etat et de deux délégués l'un pour le Ministère de l'Intérieur, l'autre pour celui des Travaux publics, fut chargée de formuler un avis qui devint la circulaire du 15 août 1893 qui établissait la distinction entre le droit de faire les concessions de distribution d'eau et d'éclairage et celui de délivrer des permissions nécessaires à leur exécution.

Les compagnies d'électricité, n'ayant pas eu gain de cause sur ce terrain, eurent l'ingénieuse idée d'engager la lutte sur la partie aérienne de la voie publique, se basant sur ce motif que l'engagement des municipalités ne portait que *sur la partie souterraine de la voie publique*, sans violer leurs contrats, concluaient les électriciens, les villes pouvaient établir des fils électriques, par exemple le long des murs des habitations ou sur les toits.

Le Conseil d'Etat n'admet point cette thèse et par de nombreux arrêts qui ne se sont jamais démentis, en se basant sur l'article 552 du Code civil qui dit « que la concession de la voie publique emportait celle du dessous et du dessus. »

Nullement découragés les électriciens essayèrent un autre système. « Nous admettons, dirent-ils, que le monopole organisé au profit des compagnies du gaz doive être considéré comme existant dans toutes

les rues, municipales ou autres et dans toute la hauteur de chacune de ces rues, mais il n'en n'est pas moins vrai que ce monopole n'existant que comme garantie d'un service public dont les compagnies gazières sont chargées, *il ne saurait avoir un objet plus étendu que le service public lui-même*. Or, le service public dont les compagnies du gaz sont chargées, c'est le service de l'éclairage par la lumière du gaz et non pas l'éclairage par toute espèce de lumière. Pour qu'il en fût autrement il faudrait que le contrat de concession contint une clause formelle contraire. Par conséquent, en l'absence d'une clause de cette nature, la concurrence par tout autre mode est légitime et ne porte aucune atteinte aux engagements pris par la ville.

Le Conseil d'Etat a, cette fois encore, repoussé cette interprétation. Il a décidé que le traité par lequel une ville concède à une compagnie gazière le droit exclusif de se servir de la voie urbaine pour la fourniture de l'éclairage au gaz doit s'étendre à *l'éclairage en général à moins de dispositions formelles en sens contraire*. Il a même ajouté que la clause indiquant que la ville impose au concessionnaire, sous des conditions déterminées, l'application des découvertes de la science ne fait que préciser le sens des engagements pris par la ville a contracté envers ce concessionnaire et du droit exclusif qu'elle a entendu lui concéder. Puis le Conseil d'Etat tire de

ces principe cette conséquence qu'une compagnie gazière a droit à des dommages-intérêts à raison de l'autorisation donnée à un tiers par la ville avec laquelle elle a traité, de poser sur les dépendances de la voirie urbaine des fils pour la distribution de la lumière électrique aux particuliers.

Pour qu'il n'en soit pas ainsi le Conseil d'Etat exige qu'il y ait dans ce traité une clause formelle excluant l'indemnité envers la Compagnie.

« Cette jurisprudence a été très vivement critiquée. On a fait remarquer : 1° Qu'il est conforme à l'ensemble de notre législation de restreindre les monopoles au strict minimum ; 2° Que l'éclairage étant une entreprise de travaux publics, sa concession constitue une opération de puissance publique et qu'il est de principe que la puissance publique ne se lie jamais que le moins possible, dans les opérations qu'elle fait ; 3° On a enfin ajouté que l'éclairage au gaz n'est pas la même chose que l'éclairage au pétrole ou que l'éclairage électrique et qu'un service public d'éclairage a forcément pour objet un éclairage par un mode déterminé. »

Encouragés par ces critiques les électriciens ont continué la lutte avec une ténacité remarquable ; mais le Conseil d'Etat lui aussi, est resté inébranlable dans sa jurisprudence draconienne. Pourquoi le Conseil d'Etat a-t-il persisté dans sa manière de voir ? On a prétendu que c'était pour des raisons de

haute administration. On a fait observer que les actions et les obligations de gaz sont des *valeurs de tout repos et constituent une partie importante de la fortune publique*, de sorte que si on réduisait le monopole des compagnies on arriverait à provoquer une crise financière. Le Conseil d'Etat, a-t-on ajouté, n'est pas seulement un organe d'administration courante qui ne se préoccupe que du bon fonctionnement des services publics c'est aussi un organe de la haute administration ; or les contre-coups que peuvent avoir sur la fortune publique les événements administratifs sont incontestablement et doivent être une des préoccupations de cette haute administration. Cet argument semble assez fragile, car si les actions et obligations du gaz ont été considérées de tout temps comme des valeurs de tout repos, c'est parce que les municipalités sauvegardaient les intérêts de ces compagnies et leur accordaient une large protection contre toute concurrence. Et il est inexact de dire qu'au moment où ces contrats ont été passés, on n'avait pas l'idée d'une concurrence possible, puisque la plupart des traités qui ont été soumis au Conseil d'Etat, renfermaient des clauses relatives à l'invention d'un nouveau mode d'éclairage que les villes se réservaient le droit d'obliger les compagnies, d'établir sous certaines conditions.

Le Conseil d'Etat n'avait donc d'autre but que

d'interpréter l'intention manifeste des contractants et que de protéger des droits acquis contre la spéculation. Et c'est pourquoi cette jurisprudence n'a pas posé de principes, mais s'est uniquement appliquée à faire respecter les concessions dont le sens était contesté dans toute l'étendue que leurs clauses semblaient devoir comporter. On peut objecter qu'en agissant ainsi le Conseil d'Etat viole le principe qui veut que la puissance publique ne peut se lier que le moins possible. Cet argument est vrai, quand il est question d'*actes d'autorité* ; mais, ici, il n'en est pas de même, il ne s'agit que d'*actes de gestion*. Or quand elles accomplissent des actes de ce genre, les communes agissent comme des personnes privées et elles sont alors soumises au droit commun des contrats. Et c'est pourquoi lorsque l'Etat fait un cahier des charges relatif aux chemins de fer, s'établit le droit de créer des voies publiques concurrentes (art. 6, loi du 10 juin 1880, relatif aux chemins de fer d'intérêt local et aux tramways).

Puisqu'aucune loi n'était venue établir des dispositions restrictives en ce qui concerne les concessions d'éclairage faites par les communes, il n'y avait donc ici qu'à interpréter le droit commun, c'est-à-dire l'article 1625 du Code civil, en vertu duquel la commune est obligée de procurer au concessionnaire la possession paisible de sa concession et à ne pas autoriser l'établissement d'une entreprise rivale.

Car la commune en échange de ses obligations a souvent des avantages considérables, que le concessionnaire ne lui aurait pas accordés s'il avait pu craindre d'être concurrencé un jour. Du reste, si la commune contrevient à ses obligations, elle doit simplement des dommages-intérêts représentant non seulement le dommage qui est causé au concessionnaire ; mais encore le bénéfice que lui aurait procuré l'exploitation jusqu'au terme fixé. Mais en aucun cas la compagnie concessionnaire ne peut détruire les ouvrages qu'elle a établis sur la voie urbaine, car la commune en est maîtresse absolue. Tels sont les principes de la jurisprudence du Conseil d'Etat.

Pour éviter de donner aux nouvelles sociétés concessionnaires de trop grands avantages, il était donc prudent de séparer nettement dès le début les deux modes d'éclairage : l'électricité et le gaz. C'est pourquoi la conférence intercommunale de 1902-1903 jugea utile d'examiner avec soin cette question importante.

§ 2. — *Comment se posait la question à la conférence de 1902-1903.*

Avant de se prononcer définitivement, la conférence crut bon de demander son avis à des représentants de l'industrie électrique. Elle s'adressa dans

ce but à M. Le Roux, directeur honoraire à la préfecture de la Seine et membre du conseil d'administration du Nord-Lumière, sur le point de savoir si une compagnie gazière pouvait en même temps exploiter l'électricité, car certains demandeurs en concession avaient proposé d'exploiter les deux modes d'éclairage. M. Le Roux répondit par la négative et voici pour quels motifs : L'exploitation du gaz, disait-il, n'a pas fait de progrès, depuis 1851, tandis que, au contraire, l'électricité est une industrie en pleine transformation. On peut employer de simples manœuvres dans une usine à gaz ; tandis que pour l'électricité il faut avoir recours à des ouvriers habiles et qui demandent, par conséquent, des salaires très élevés. L'exploitation du gaz peut se faire dans des conditions économiques, car, dans cette industrie, il est facile d'emmagasiner les produits en surabondance et d'attendre sans perte le mouvement de la consommation.

Il n'en est pas de même pour l'industrie électrique, encore dans une période de transformation, elle ne peut emmagasiner l'énergie produite qui doit être employée au jour le jour. Confier aux mêmes industriels deux affaires aussi différentes, l'une sûre, l'autre aléatoire ; c'était les forcer à sacrifier l'une ou l'autre et celle qui succomberait, ce serait fatalement celle dont les bénéfices seraient les moins rémunérateurs. Les communes avaient donc tout

avantage à réserver l'avenir, d'autant que lorsque l'électricité serait à bon marché, la plus grande partie de la clientèle s'empresserait de l'adopter. La question présentait donc un grand intérêt pour la banlieue, non pas tant au point de vue de l'éclairage où l'électricité se trouve en concurrence, aidée par des appareils perfectionnés actuellement employés ; mais au point de vue de l'industrie elle-même. Car le reproche de cherté qu'on pouvait faire à l'électricité devant disparaître bientôt. D'ailleurs, même à l'heure actuelle, son emploi est des plus utiles pour actionner des machines de section, où elle réalise des grandes économies de personnel et de place, c'est pourquoi la ville de Paris emploie l'électricité pour les machines de cette catégorie dans ses usines de Colombes et de Clichy. Du reste, dans le projet de concession de gaz adopté par le Conseil municipal, la ville de Paris s'était réservé le droit d'exploiter par elle-même ou par des concessionnaires l'électricité. Cette sauvegarde, considérée par Paris comme indispensable, les communes de la banlieue devaient aussi s'efforcer de l'obtenir.

En terminant, M. le Roux disait que la prétention plusieurs fois émise par les compagnies gazières de pouvoir fournir l'électricité à meilleur compte que d'autres industriels ne reposait sur aucun fondement sérieux. Il était même à craindre que les compagnies gazières, ne proposent des prix plus bas

pour écarter les concurrents et se rendre ainsi maîtresses de la situation.

§ 3. — *La solution adoptée par la Conférence*

La Conférence également émue par la jurisprudence restrictive du Conseil d'Etat et par les intéressantes déclarations de M. Le Roux, décida d'écarter la question de l'électricité et de garder, pour ce mode d'éclairage, sa parfaite liberté d'action.

Et le délégué de Saint-Denis, M. Blanchard, dans son rapport sur le projet de cahier des charges de la conférence s'exprime en ces termes :

« L'objet de la concession étant la distribution du gaz extrait de la houille et éventuellement, sous certaines conditions qui devront être déterminées, du gaz à l'huile et du gaz à l'eau, les communes entendent conserver leur indépendance, en ce qui concerne l'éclairage électrique et ceux surtout afin de laisser se manifester la concurrence entre les compagnies gazières et les compagnies électriques. »

Les demandeurs en concession ne prévirent pas de grandes difficultés sur ce point et MM. Rouland et Chamon donnèrent entière satisfaction de la conférence dans l'article 1^{er}, alinéa 2 du nouveau cahier des charges, ainsi libellé.

« La commune réserve absolument sa liberté pour l'électricité. »

CHAPITRE VI

**Durée de la concession. — Prix du gaz. —
Extension des canalisations. — Conditions
relatives au personnel.**

La conférence, après avoir nettement défini l'objet de la concession, étudia quatre clauses importantes du cahier des charges : 1° La durée de la concession ; 2° le prix du gaz et de la redevance due aux communs propriétaires des canalisations établies sous la voie publique ; 3° l'extension des canalisations ; 4° les conditions relatives au personnel. Nous allons les passer en revue dans l'ordre où nous venons de les énumérer en exposant pour chacune d'elles d'abord les idées de la conférence, ensuite les propositions et objections des demandeurs en concession et enfin la solution définitivement adoptée par l'assemblée intercommunale.

§ 1^{er}. — *Durée de la concession.*

On était d'accord dans la conférence, pour admettre que la durée de la concession devait sans être trop longue, permettre cependant l'amortissement du capital ; quant aux clauses de rachat on reconnaissait aussi que, le plus souvent, elles constituaient un leurre car pour en profiter, il fallait rembourser une part plus ou moins grande du capital.

La conférence était d'avis que la durée de la concession ne devait pas dépasser trente ans. Car elle estimait que cette durée était suffisante pour opérer l'amortissement du capital, les canalisations devant appartenir aux communes à l'expiration des traités. Les usines restaient la propriété de la société concessionnaire, parce qu'il serait sans intérêt pour les communes, d'acquérir la propriété d'usines démodées. Et l'insertion d'une clause contraire aurait pour effet, de servir de prétexte à la compagnie concessionnaire, pour demander de porter compensation.

On eut à examiner, sur la proposition d'un délégué, s'il ne conviendrait pas d'insérer une *clause de rachat au bout de vingt ans*, les frais de construction étant amortis à cette époque et les communes n'ayant plus à racheter que les portions de canalisations non amorties.

Une autre proposition fut faite de limiter la durée de la concession à *vingt-cinq ans*.

C'était donc en résumé trois systèmes de durée de concession que la conférence avait à envisager :

1° Une concession *de 30 ans* ;

2° Une concession *de trente ans* avec faculté de rachat au bout de vingt ans, le capital qui aurait servi à la construction des usines devant être à ce moment amorti ;

3° Une concession *ferme de vingt-cinq ans*.

Quant aux demandeurs en concession, ils proposaient une durée plus longue. Certains demandaient une concession *de cinquante ans*.

M. le Président déclarait cette proposition est inadmissible et après discussion la conférence se décida pour la *concession ferme de trente ans*, sous réserve qu'à l'expiration de ce délai, les communes deviendraient propriétaires des canalisations établies sur la voie publique, les usines restant la propriété de la compagnie concessionnaire. Mais sur la proposition du délégué de Saint-Denis (M. Blanchard) on réserva la possibilité d'offres de durée plus longue et comportant des clauses de rachat qui assureraient aux communes des garanties suffisantes.

En définitive, ce fut la *concession ferme de trente ans* qui fut acceptée par MM. Bouland et Chamon, les concessionnaires définitifs (art. 2 du cahier des charges).

§ 2. — *Le prix du gaz.*

Une deuxième clause du cahier des charges donna lieu à une étude approfondie devant l'assemblée inter-communale, nous voulons parler du prix du gaz et de la redevance due aux communes propriétaires des canalisations établies sous la voie publique, à l'expiration de leur traité avec la Compagnie parisienne.

Le président rappela à la conférence qu'on avait laissé le soin aux demandeurs en concession de faire des offres au sujet du prix du gaz.

Néanmoins un délégué proposa de fixer ce prix dès le début, en laissant momentanément de côté la question de la redevance due aux communes propriétaires de leurs canalisations. Le prix proposé était *0 fr. 15 le mètre cube* pour l'éclairage public et *0 fr. 18* pour l'éclairage des particuliers.

Un autre délégué ayant trouvé ces prix trop élevés, le président proposa le prix unique de *0.16 par mètre cube* pour les deux éclairages. De cette façon, grâce à la redevance qui serait due par la société concessionnaire, les communes ne perdraient rien, car elles auraient le gaz à 0 fr. 15.

Pour ce qui concernait la redevance, on admit que

les communes resteraient libres d'en disposer à leur gré. Elles pouvaient donc ou en encaisser le montant ou y renoncer en tout ou partie, afin d'arriver à une réduction du prix du gaz. De toute manière la redevance aboutirait à abaisser au profit de la commune le prix du gaz de l'éclairage public.

Bien que la demande en fût faite, on s'abstint de fixer un chiffre pour le montant de la redevance pour locations des canalisations, estimant que c'était sur ce point que les demandeurs en concession devaient entrer en concurrence.

On décida ensuite d'entendre et de discuter le plus rapidement possible les propositions des demandeurs en concession sur cette question très importante. La conférence fut saisie de nombreuses propositions et eut à entendre plusieurs groupes de demandeurs en concession. Il nous paraît inutile d'exposer en détail toutes ces propositions, nous nous contenterons donc d'en analyser les points essentiels, en nous efforçant de montrer la marche des travaux de l'assemblée.

Les premiers demandeurs en concession, ayant critiqué le projet du cahier des charges établi par la conférence, au double point de vue du prix du gaz et des charges imposées au concessionnaire, l'assemblée les invita à rédiger eux-mêmes un projet

dont les clauses seraient comparées à celles contenues dans le cahier des charges-type.

Parmi les projets qui lui furent soumis, la Conférence écarta, comme insuffisant, celui que présentait une société gazière pour la banlieue dans lequel le prix du mètre cube de gaz pour l'éclairage public était fixé à 0 fr. 12 et à 0 fr. 18, celui destiné à l'éclairage privé; ainsi qu'un autre dans lequel le prix du mètre cube, tant pour l'éclairage public que pour l'éclairage privé, était fixé à 0 fr. 15 et la redevance due aux communes pour la location des canalisations à 0 fr. 02. La Conférence exigeait, en effet, que le taux de la redevance soit au moins de 0 fr. 03.

D'autres proposèrent un prix de 0 fr. 10 par mètre cube, à condition qu'on leur permit de fournir du gaz pauvre, dit *gaz à l'eau*, ou encore à 0 fr. 12 pour une concession *de trente ans*.

Une autre proposition tendait à faire varier le prix du gaz avec celui des charbons, ne fut pas acceptée non plus.

La conférence ayant alors décidé de fixer à 0 fr. 15 le prix du mètre cube pour l'éclairage public et à 0 fr. 16 celui destiné à l'éclairage privé; tout l'intérêt de la discussion roula dès lors sur la fixation du chiffre de la redevance.

L'un des demandeurs en concession soutint qu'il serait plus logique, étant données les différences de population des communes associées, de traiter sur

les bases suivantes : l'association fixerait seulement les bases générales les points principaux du cahier des charges laissant à chacune le soin de traiter ensuite séparément. Ainsi on adopterait un prix unique (0 fr. 15 et 0 fr. 16) par mètre cube, mais celui de la redevance variant d'une commune à l'autre.

Malgré le désir nettement exprimé d'égalité, cette observation fut le point de départ de la solution adoptée pour le taux de la redevance due aux communes.

Le prix du gaz fut donc fixé à 0 fr. 15 pour l'éclairage public et à 0 fr. 16 pour l'éclairage privé, sous réserve de la redevance due aux communes (art. 20 et 51 du nouveau cahier des charges).

Le chiffre de la redevance fut réglé suivant le principe proposé par M. Rouland, c'est-à-dire proportionnellement à la consommation. En conséquence, l'article 53 du nouveau cahier des charges fut ainsi rédigé : « La société concessionnaire, comme redevance pour l'usage du sous-sol et des canalisations dont la commune est propriétaire, paiera à cette dernière *deux centimes par mètre cube de gaz* vendu par la commune, soit pour les services publics, soit pour le service des particuliers. La redevance à payer par mètre cube de gaz vendu pour les services publics sera de *trois centimes* si la consommation totale commune, tant pour les services publics que

le service des particuliers, dépasse 500.000 mètres cubes, à quatre centimes si la consommation dépasse 1 million de mètres cubes, »

§ 3. — *Extension des canalisations.*

La question du prix du gaz avait soulevé, ainsi qu'on a pu s'en rendre compte, de longues discussions et d'interminables pourparlers. Celle de l'extension des canalisations fut, semble-t-il, plus vite résolue.

Le président proposa d'abord à la conférence un système dans lequel on distinguait deux périodes.

1° Pendant les cinq premières années, la société concessionnaire s'engagerait à poser des canalisations nouvelles sans garantie de consommation. Ces nouvelles canalisations devaient avoir une longueur égale au *cinquième* des canalisations existantes à l'expiration des traités avec la Compagnie parisienne ;

2° Après ces cinq premières années, la société concessionnaire ne serait tenue d'installer des canalisations nouvelles, qu'autant que les communes garan-

tiraient une consommation annuelle *de 100 mètres cubes par mètre de conduite.*

Plusieurs délégués firent remarquer que les conditions imposées pour la deuxième période étaient relativement onéreuses, surtout si on les comparait aux stipulations contenues à ce sujet dans le traité intervenu entre la Société « *L'Union du Gaz* » et la commune de Courbevoie. L'article 5 de ce traité stipulait, en effet, que la société concessionnaire devait installer des canalisations nouvelles partout où une recette *de 60 francs* par 100 mètres de conduite lui serait assurée *pendant cinq ans* ou *de 100 francs pendant trois ans.*

Les délégués estimaient qu'il était préférable de renoncer à la canalisation gratuite de la première période, faveur qui permettrait à la compagnie concessionnaire d'exercer des prétentions exagérées dans la deuxième. Ils faisaient remarquer qu'en adoptant les chiffres de 60 francs de gaz par 100 mètres de canalisation, toutes les communes pourraient faire exécuter les travaux indispensables, le gaz consommé pour l'éclairage public suffisant à la recette minima exigée. Les critiques de ces délégués furent approuvées par la conférence. On renonça donc, au bénéfice de la canalisation sans garantie pendant la première période que proposait M. Chamon et l'on décida que toutes les extensions de canalisations seraient faites par la nouvelle société concession-

naire à condition que chaque commune garantît une recette minima de *60 francs de gaz par 100 mètres de conduite*.

M. Gilbert-Boucher, trouva ces conditions trop rigoureuses. La Société d'études pour la distribution du gaz dans la banlieue acceptait les propositions de la Conférence et voulait bien faire toutes les extensions de canalisations demandées moyennant la garantie de consommation de *60 francs par 100 mètres de conduite*.

Les concessionnaires définitifs (MM. Rouland et Chamon) acceptèrent le système proposé par la Conférence et cette manière de voir fut consacrée dans l'article 4, § 2 du nouveau cahier des charges, ainsi conçu :

« *La société concessionnaire devra également à ses frais étendre les canalisations existantes ou poser des canalisations nouvelles au fur et à mesure des demandes de l'administration municipale dans toutes les voies complètement livrées à la circulation publique qui lui seront indiquées par celle-ci, du moment qu'une recette minima annuelle de 60 francs par 100 mètres de conduite seront assurés pendant cinq ans à la société concessionnaire conjointement ou séparément par les particuliers ou la commune.* »

Pour les voies privées M. Chamon avait demandé un minimum de consommation de *120 francs par*

100 mètres de conduite. Ce demandeur en concession eut satisfaction sur ce point, car l'article 4 du nouveau cahier des charges, § 3 déclare : « Que la société concessionnaire sera également tenue de canaliser les voies privées lorsqu'il lui sera garanti par les particuliers, outre le minimum fixé ci-dessus (1), une consommation annuelle supplémentaire de 60 francs par 100 mètres de conduite pendant cinq ans.

§ 4. — *Conditions relatives au personnel.*

La conférence, ayant réglé les trois clauses que nous venons d'étudier, crut de son devoir d'insérer dans le nouveau cahier des charges un article visant la réglementation du travail. Elle adopta les principes contenus dans le *décret du 10 août 1899*. Ce décret accorde aux employés un jour de repos par semaine, l'interdiction d'employer des ouvriers étrangers au delà d'une certaine proportion, le paie-

1. Pour les voies publiques.

ment du salaire normal, la limitation de la journée de travail et l'interdiction absolue du marchandage. Cette idée de protection légale des travailleurs était absolument bannie des anciens traités avec la Compagnie parisienne, aussi souleva-t-elle de la part des demandeurs en concession les protestations les plus vives. Tous déclarèrent nettement que l'application du *décret du 10 août 1899* leur semblait absolument impossible. La Conférence resta néanmoins inébranlable et finalement elle eut gain de cause sur ce point. MM. Rouland et Chamon acceptèrent en définitive toutes les conditions relatives au personnel et *l'article 18* du nouveau cahier des charges, qui les constate, s'exprime ainsi :

« Le travail des ouvriers et agents employés par la société concessionnaire sera soumis aux conditions prévues par le décret du 10 août 1899.

« La société concessionnaire devra, d'accord avec son personnel, organiser un service de secours de prévoyance et de retraite pour lequel elle versera une somme égale à celle versée par les ouvriers et agents.

« La société concessionnaire s'engage à comprendre dans son personnel de préférence les agents de la Compagnie parisienne du gaz en exercice dans les communes intéressées à la fin de 1905 pour le service de l'éclairage desdites communes. »

Pour le service des pensions, sur la demande de

MM. Rouland et Chamon, la Conférence décida qu'un livret individuel serait institué grâce auquel l'ouvrier conserverait la propriété des versements qu'il aurait effectués même au cas de renvoi.

CHAPITRE VII

Entente finale entre les demandeurs en concession La question financière dans le nouveau cahier des charges

A la deuxième assemblée plénière de la Conférence, le 24 juillet 1903, M. Rouland fut désigné comme concessionnaire sauf approbation des conseils municipaux intéressés. M. Chamon protesta contre le vote de l'assemblée plénière par lettre datée du 23 juillet 1903 prétendant qu'il n'avait pas été prévenu à temps de cette réunion.

M. le président fit observer que l'annonce de l'assemblée plénière avait été insérée au *Bulletin municipal*, et, par conséquent, M. Chamon n'avait qu'à le consulter pour être averti de la réunion de l'assemblée intercommunale.

Un autre groupe de demandeurs en concession

(MM. Devaluez et Duchanoy) voulurent aussi faire à la Conférence des propositions nouvelles aussi avantageuses que celle de M. Rouland. La Conférence, par l'organe de son président, repoussa les offres déclarant que, d'abord, ces demandeurs en concession avaient agi d'une façon déloyale ; leur manœuvre constituant une surenchère sur les propositions de M. Rouland, qui n'avait plus le temps voulu pour se défendre et en second lieu parce qu'ils n'apportaient pas de garanties suffisantes.

Le 3 août 1903, M. Chamon, malgré l'hostilité de la Conférence, demanda néanmoins à compléter sa lettre du 24 juillet 1903. Il se proposait de fonder une société au capital de 1 million et acceptait intégralement le projet du cahier des charges rédigé par la Conférence. Il offrait la même redevance que M. Rouland et acceptait de réaliser l'abaissement du prix du gaz à partir du 1^{er} janvier 1904, sauf approbation préfectorale et sans charges pour les communes et les particuliers. Son groupe était composé :

1° Des représentants de la Compagnie parisienne ;
2° de M. Dehaynin ; 3° des représentants de la Société du Gaz de la Banlieue de Paris (Gilbert-Boucher) ; 4° du groupe indépendant Chamon ; 5° de M. Bonnardel-Damour ; 6° de M. Ulmann.

Les offres de M. Chamon s'adressaient à l'ensemble des communes jadis éclairées par la Compagnie

parisienne. Elles devaient être acceptées par un ensemble de communes consommant 22 millions de mètres cubes avant le 15 septembre 1903. Aussitôt la société constituée, M. Chamon s'engageait à remettre le cautionnement prévu par le projet du cahier des charges.

Les membres du bureau de la Conférence firent observer à M. Chamon que l'assemblée plénière avait décidé de donner la concession à M. Rouland. A cette observation, M. Chamon répondit qu'une entente était sur le point d'aboutir entre lui et M. Rouland, afin qu'il n'y eût plus qu'un seul projet. M. Rouland confirma les dires de M. Chamon ; mais il déclara que, provisoirement, il continuait à se prévaloir du vote de l'assemblée plénière. L'accord prévu ne tarda pas cependant à intervenir et, le 10 août 1903, les deux anciens rivaux (MM. Rouland et Chamon) l'annonçaient officiellement à la Conférence.

Dès le mois suivant, ils déposaient à la Conférence les statuts de la nouvelle société formée au capital de 1.200.000 francs chiffre qui devait être augmenté après que le nouveau cahier des charges aurait eu l'homologation préfectorale. Cette société devait se substituer à eux dans l'exploitation du gaz en banlieue ; mais il en restaient solidairement responsables pendant dix ans (art. 54 du nouveau cahier des charges).

A la même époque, du reste, la Conférence reçut l'adhésion d'un ensemble de communes représentant une consommation annuelle de gaz de 23 millions et demi de mètres cubes. Les nouveaux demandeurs recevaient donc pleine satisfaction sur ce point. Ils demandèrent encore que les statuts du syndicat prissent soin de prévoir le cas d'expropriation pour cause d'utilité publique, ce qui leur fut encore accordé.

§ 2. — *La Question financière dans le nouveau Cahier des Charges.*

Après avoir exposé les dernières négociations de la Conférence avec les demandeurs en concession. Il importe de dire quelques mots sur la façon dont fut réglée la question financière, c'est-à-dire celle du cautionnement dans le nouveau cahier des charges.

Les premières démarches de M. Rouland ne furent pas très heureuses. Il s'adressa aux banques transatlantiques, à la banque Prosper, de Bordeaux, et au Crédit foncier algérien qui lui accordèrent d'abord leur concours, trouvant que les garanties données par le projet de cahier des charges de la Conférence étaient suffisantes.

Mais ce succès de M. Rouland fut éphémère, car, le 5 juin 1903, il était obligé d'avouer à la Conférence

que ses entreprises financières avaient complètement échouées, car les grandes banques, auxquelles il s'était adressé d'abord, après réflexion et malgré leurs promesses, lui refusaient leur concours parce qu'elles trouvaient le cahier des charges de la Conférence trop rigoureux et les bénéfices pas assez rémunérateurs. M. Rouland déclarait en même temps qu'il ne perdait pas courage. Car des techniciens lui avaient affirmé que, tel qu'il était conçu, le projet du cahier des charges de la Conférence était né viable et donnait une rémunération suffisante du capital engagé.

M. Rouland ajoutait, du reste, qu'il avait deux associés, MM. Radot et Lepelletier, et qu'il avait encore pour lui le groupe syndicataire de Vincennes qui se déclarait prêt à cautionner pour toutes les communes faisant partie de la Conférence.

Le président demanda aux concessionnaires que le cautionnement fût versé au moment de la signature du traité et que dans le dépôt du cautionnement fait par M. Rouland au nom de M. Tissier au Comptoir national d'escompte on changeât quelques valeurs étrangères qui n'offraient pas des garanties suffisantes.

M. Rouland reçut, par contre, une autre satisfaction car la Conférence accepta de modifier les articles 54 et 55 du projet du cahier des charges. Ces articles prescrivaient que le cautionnement fût

déposé le jour de la signature du traité. La Conférence permit que le cautionnement définitif ne soit versé que le jour où la convention aurait reçu l'approbation préfectorale et au moment où la société qui devait se substituer à MM. Rouland et Chamon serait définitivement constituée.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Constitution définitive du Syndicat Son Fonctionnement de 1904 à 1907

§ 1. — *Les Statuts du Syndicat. — Le Décret d'institution.*

Dès le début de la deuxième conférence intercommunale, les communes de la banlieue jugèrent utile de demander à l'administration préfectorale ce qu'elle pensait d'une organisation d'ensemble des communes pour la surveillance de l'exploitation du gaz. M. le Directeur des Affaires départementales répondit qu'il ne voyait aucun empêchement à la formation d'un syndicat de communes pour contrôler la compagnie concessionnaire au double point de vue de la fabrication du gaz et de la tenue de la comptabilité.

Fort de l'approbation de l'administration supérieure, la conférence décida dans sa dernière assemblée, le 9 novembre 1903, d'adresser aux conseils municipaux des communes faisant partie de la conférence, un projet de délibération qui fut approuvé par toutes les communes et qui devint *les statuts du syndicat*.

Ce projet de délibération contenait dix articles et était ainsi conçu :

Le Conseil,

Vu le traité passé par la commune en exécution de la délibération du Conseil municipal en date du avec MM. Rouland et Chamon, et portant concession de la distribution du gaz du 1^{er} janvier 1906 au 31 décembre 1935,

Délibère :

Article premier. — *Rôle du syndicat*. — Il sera constitué, sous réserve de l'approbation de l'autorité supérieure et dans les conditions spécifiées aux articles ci-après, un syndicat entre la commune de et les autres communes des départements de Seine et de Seine-et-Oise, qui ont passé des traités avec MM. Rouland et Chamon, pour la distribution du gaz.

Art. 2. — Ce syndicat aura pour objet de poursuivre et de contrôler l'exécution des clauses desdits traités, à raison desquels il existe entre les communes syndiquées une communauté d'intérêts.

Il sera chargé notamment :

1° D'autoriser la substitution d'une société anonyme à MM. Rouland et Chamon (1), conformément à l'article 54 des traités en concession ;

2° De veiller à ce que la société, qui deviendra ainsi titulaire des concessions en remplacement de MM. Rouland et Chamon, verse le cautionnement prévu par l'article 55 et à ce que ce cautionnement lui soit restitué moitié après construction et mise en service des usines et moitié à l'expiration des concessions ;

3° De veiller à ce que la société concessionnaire établisse en temps voulu les usines nécessaires pour les besoins des communes syndiquées et les canalisations maîtresses destinées à relier ces communes aux usines, de requérir, s'il y a lieu, l'expropriation pour cause d'utilité publique des terrains dont il aura besoin pour l'installation desdites usines et desdites canalisations ;

4° De s'assurer que le gaz distribué n'est extrait que de la houille, avec ou sans addition des sous-produits de la distillation destinés à l'enrichir ; d'autoriser, s'il y a lieu, soit le mélange de gaz à l'eau ou de gaz de houille (art. 10), soit la distribution d'un gaz autre que le gaz de houille (art. 11) ;

5° De vérifier le pouvoir éclairant du gaz, son épuration, sa teneur en oxyde de carbone et éventuellement son pouvoir calorifique ; de désigner les communes dans lesquelles seront et devront être installées des chambres photométriques (art. 12) ;

1. Voir le texte du nouveau cahier des charges en annexe.

6° D'imposer, le cas échéant, à la société concessionnaire de nouveaux procédés de fabrication de gaz de houille (art. 13);

7° De déterminer l'effectif des approvisionnements de matières premières que la société concessionnaire devra avoir en magasin, et de vérifier lesdits approvisionnements (art. 16) ;

8° D'assurer l'application des dispositions concernant le personnel de la société concessionnaire (art. 18) ;

9° D'autoriser les systèmes de compteurs dont il pourra être fait usage par les abonnés, de vérifier et de poinçonner les compteurs avant leur mise en service ;

10° De vérifier par l'examen des livres et écritures de la compagnie concessionnaire et par tous autres moyens d'investigation, les quantités de gaz fabriquées et consommées qui serviront de base à la détermination des effectifs d'approvisionnement (art. 16), et au calcul de la redevance due aux communes (art. 53) ;

11° Eventuellement, en cas d'interruption du service de la société concessionnaire de prendre, s'il y a lieu, possession des usines, de leurs dépendances et des approvisionnements, et d'assurer provisoirement le service en régie, conformément à l'article 56.

Le syndicat aura également qualité, *concurrentement avec les communes*, pour faire procéder :

1° A la vérification de la pression du gaz dans les conduites (art. 15) ;

2° Aux rondes prévues par l'article 26 pour la surveillance du service de l'éclairage public ;

3° A la constatation de toutes contraventions commises, par la société concessionnaire, aux dispositions des titres II et III.

Il appartiendra aux communes, individuellement, de donner aux procès-verbaux la suite qu'ils compteront.

Art. 3. — Le syndicat entrera en fonctions aussitôt après le décret d'autorisation et il durera jusqu'au 31 décembre 1935. A cette date, s'il n'a pas été prorogé, il se dissoudra de plein droit, sauf à pourvoir à toutes les opérations nécessitées par sa liquidation.

Art. 4. — La commune, siège du syndicat, sera Paris ou, à défaut, Saint-Denis sauf au syndicat, si son siège est fixé à Saint-Denis par le décret d'institution à avoir des bureaux annexes à Paris.

Art. 5. — *Administration du syndicat.* — Chaque commune sera représentée dans le Comité d'administration par un délégué titulaire et un délégué suppléant.

La constitution du Comité sera régie pour le surplus par l'article 171 de la loi du 5 avril 1884.

Art. 6. — Le bureau annuellement élu par le Comité d'administration, parmi ses membres, comprendra un président, deux vice-présidents, trois secrétaires et dix assesseurs, soit en tout seize membres, qui seront répartis par le Comité entre les arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis et le département de Seine-et-Oise en tenant compte

des quantités de gaz consommées et du nombre des communes dans chacune de ces trois circonscriptions.

Pour la première formation du bureau et d'après ces bases de calcul, il sera pris six membres dans l'arrondissement de Sceaux, huit dans l'arrondissement de Saint-Denis et deux dans le département de Seine-et-Oise.

Art. 7. — Les fonctions de membre du Comité seront gratuites.

Mais il pourra être adjoint au Comité, pour le service du secrétariat, des auxiliaires rétribués pris en dehors de ses membres et ayant le droit d'assister aux séances sans prendre part aux délibérations.

Ces secrétaires-adjoints ainsi que tous employés et agents administratifs ou techniques du syndicat seront nommés et éventuellement suspendus ou révoqués par le Comité qui fixe leur traitement.

Art. 8. — *Organisation financière du syndicat.* — La gestion financière du syndicat sera confiée, sauf confirmation de cette décision par le décret d'institution, à un receveur spécial nommé par le préfet de la Seine sur une liste de trois noms présentés par le Comité d'administration.

Art. 9. — Le syndicat pourvoira sur son budget à toutes les dépenses nécessaires à l'accomplissement de sa mission, telle qu'elle est définie à l'article 2 de la présente délibération et notamment aux dépenses suivantes : 1^o traitement du receveur ; 2^o traitement du personnel administratif et technique ; 3^o frais de bureau et d'impression ; 4^o frais de

locaux occupés par le syndicat (location, aménagement, entretien, éclairage, chauffage, gardiennage, etc.).

Les recettes comprendront : 1^o la redevance due par la société concessionnaire pour frais de contrôle par application de l'avant-dernier paragraphe de l'article 12 ; 2^o la contribution des communes syndiquées ; 3^o toutes autres recettes énumérées par l'article 177 de la loi du 5 avril 1884.

La contribution due par les communes syndiquées sera fixée annuellement par le Comité d'administration, dans la limite des besoins constatés et en tenant compte des autres recettes du syndicat ; le Comité la répartira entre les communes proportionnellement aux quantités de gaz annuellement consommées par elles, tant pour les services publics que pour celui des particuliers.

En conséquence la commune de... s'engage, pour toute la durée du syndicat, à payer chaque année une contribution calculée sur ces bases ; cette contribution sera prélevée soit sur le produit de la redevance due par la société concessionnaire en exécution de l'article 53 du traité passé avec la commune, soit sur l'ensemble des ressources ordinaires disponibles de la commune, à moins que la commune ne préfère voter des centimes spéciaux conformément à l'article 177 de la loi du 5 avril 1884.

Art. 10. — Sur les points qui ne sont pas réglés expressément par les articles précédents il y aura lieu d'appliquer purement et simplement à l'organisation et au fonctionnement du syndicat, les dispositions des articles 169 et suivants de la loi du 5 avril 1884.

Le décret d'institution du syndicat parut à l'*Officiel* le 31 décembre 1903.

Ce décret ne comprenait que cinquante-cinq communes. Six autres communes, s'agrégèrent ensuite au syndicat : Montmorency et Marnes (Seine-et-Oise) (16 avril 1904), Fresnes et Villetaneuse (Seine), Soisy-sous-Montmorency (Seine-et-Oise) (16 juin 1904), et Chaville (Seine-et-Oise) (27 décembre 1904).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Décret d'institution du Syndicat

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes,

Vu les délibérations en date des 23 octobre, 13 novembre, 7 novembre, 21 octobre, 16 novembre, 8 novembre, 23 octobre, 4 novembre, 24 novembre, 16 novembre, 3 novembre, 7 novembre, 22 octobre, 13 novembre, 6 novembre, 2 décembre, 24 octobre, 6 novembre, 6 novembre, 7 novembre, 19 novembre, 20 novembre, 27 novembre, 8 novembre, 4 novembre, 5 novembre, 9 novembre, 3 novembre, 20 octobre, 21 novembre, 20 novembre, 13 novembre, 3 novembre, 13 novembre, 8 novembre, 3 novembre, 13 novembre, 15 novembre, 30 octobre, 20 novembre, 26 octobre, 20 novembre, 1^{er} novembre, 5 novembre, 5 novembre, 4 novembre, 28 octobre, 8 novembre, 27 octobre, 4 novem-

bre et 23 octobre 1903, par lesquelles les communes d'Asnières, d'Aubervilliers, de Bagnolet et de Boulogne, de Clichy, d'Epinay, de Gennevilliers, de l'Ile-Saint-Denis, de Levallois-Perret, des Lilas, de Pantin, du Pré-Saint-Gervais, de Puteaux, de Romainville, de Saint-Denis, de Saint-Ouen, de Stains, d'Alfortville, d'Arcueil-Cachan, de Bagneux, de Bourg-la-Reine, de Charenton-le-Pont, de Chatillon, de Choisy-le-Roi, de Clamart, de Créteil, de Fontenay-aux-Roses, de Fontenay-sous-Bois, de Gentilly, d'Ivry-sur-Seine, de Joinville-le-Pont, de l'Hay, de Maisons-Alfort, de Malakoff, de Montrouge, de Nogent-sur-Marne, du Perreux, de Saint-Mandé, de Saint-Maur des Fossés, de Saint-Maurice, de Sceaux, de Thiais, de Vanves, de Villejuif, de Vincennes et de Vitry-sur-Seine du département de la Seine ; et les communes de Ville-d'Avray, de Deuil, d'Enghien-les-Bains, de Groslay, de Montmagny, de Saint-Gratien, de Sèvres, de Garches et de Saint-Cloud, du département Seine-et-Oise, ont demandé à se former en syndicat pour poursuivre et contrôler l'exécution des clauses des traités passés entre chacune d'elles et MM. Rouland et Chamon pour la distribution du gaz ;

Vu les lois du 5 avril 1884-22 mars 1890 ;

La section de l'Intérieur, des Cultes et de l'Instruction publique et des Beaux-Arts du Conseil d'Etat entendue :

DÉCRÈTE

Article premier. — Les communes d'Asnières, d'Aubervilliers, de Bagnolet, de Boulogne, de Clichy, d'Epinay, de

Gennevilliers, de l'Ile-Saint-Denis, de Levallois-Perret, des Lilas, de Pantin, du Pré-Saint-Gervais, de Puteaux, de Romainville, de Saint-Denis, de Saint-Ouen, de Stains, d'Alfortville, d'Arcueil-Cachan, de Bagneux, de Bourg-la-Reine, de Charenton-le-Pont, de Chatillon, de Choisy-le-Roi, de Clamart, de Créteil, de Fontenay-aux-Roses, de Fontenay-sous-Bois, de Gentilly, d'Ivry-sur-Seine, de Joinville-le-Pont, de l'Hay, de Maisons-Alfort, de Malakoff, de Montrouge, de Nogent-sur-Marne, du Perreux, de Saint-Mandé, de Saint-Maur-des-Fossés, de Saint-Maurice, de Sceaux, de Thiais, de Vanves, de Villejuif, de Vincennes et de Vitry-sur-Seine, du département de la Seine et les communes de ville d'Avray, de Deuil, d'Enghien-les-Bains, de Groussay, de Montmagny, de Saint-Gratien, de Sèvres, de Garches, et de Saint-Cloud, du département de Seine-et-Oise, sont constituées en syndicat, par application des dispositions des lois du 5 avril 1884-22 mars 1890, à l'effet de poursuivre et de contrôler l'exécution des clauses des traités passés entre chacune d'elles et MM. Rouland et Chamon, pour la distribution du gaz conformément aux délibérations susvisées par lesquelles lesdites communes se sont engagées dans les termes de l'article 177 de ladite loi, à pourvoir aux dépenses de création et d'entretien des services du syndicat pendant la durée de l'association.

Art. 2.—Le syndicat est constitué pour une durée de trente-deux ans et sera dissous de plein droit le 31 décembre 1935.

Art. 3. — Chaque commune syndiquée sera représentée par un délégué titulaire et un délégué suppléant.

Art. 4. — Le siège du syndicat est fixé à Saint-Denis.

Art. 5. — Le receveur spécial du syndicat sera nommé par le préfet de la Seine, sur une liste de trois noms présentée par le Comité d'administration.

Art. 6. — Le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes, est chargé de l'exécution du présent décret qui aura son effet à partir du 1^{er} janvier 1904.

Fait à Paris le 31 décembre 1903.

Signé : EMILE LOUBET

Par le Président de la République

Le Président du Conseil

Ministre de l'Intérieur et des Cultes

Signé : E. COMBES

§ 2. — *Première Réunion du Syndicat. — Nomination du Bureau et de la Commission de Surveillance et du Receveur du Syndicat.*

Dès que le syndicat eut reçu la consécration officielle, les communes intéressées se hâtèrent de nommer leurs représentants. Aussi les délégués désignés par les communes conformément à l'article 5 des statuts pour constituer le Comité d'administration du syndicat se réunirent pour la première fois le 15 janvier 1904. M. Théodore Tissier fut élu président du Comité d'administration et conserva ces

hautes fonctions pendant les années qui suivirent. On procéda ensuite à l'élection de deux vice-présidents, de trois secrétaires et de dix assesseurs qui formèrent le bureau du Comité.

Le bureau fut donc formé de seize membres, ainsi qu'il vient d'être dit, jusqu'en 1906.

Mais à cette époque on décida, sur la demande d'un délégué au syndicat, que le nombre de ses membres serait porté à vingt, afin que tous les cantons des communes syndiquées y fussent représentés.

Puis, conformément à l'article 175 de la loi du 5 août 1884-22 mars 1890, une commission de surveillance fut nommée. On lui donna pour mission de délibérer sur toutes les affaires qui lui seraient renvoyées par le Comité d'administration, dans les limites de la délégation qui lui serait faite.

En outre, cette commission devait délibérer sur toutes les affaires courantes et urgentes sous la réserve expresse qu'elle n'engagerait de dépenses que dans les limites des crédits ouverts par le Comité d'administration. Elle fut composée des seize membres du bureau, et ses pouvoirs furent renouvelés en 1905 et en 1906.

Le Comité procéda ensuite à la désignation de trois candidats présentés au préfet de la Seine, pour remplir les fonctions de receveur spécial du syndicat. Le Comité, trouvant le traitement de ce receveur insuffisant, lui alloua une allocation forfaitaire de

300 francs pour frais de bureau. M. le président exprima l'avis qu'après pourparlers avec l'autorité préfectorale, il serait avantageux que le futur receveur fût fonctionnaire de l'administration et ayant, si possible, des bureaux à l'annexe de l'Hôtel de Ville, rue Lobau, ce qui avait pour avantage de permettre de grouper tous les services du syndicat. Les employés de la recette du service des aliénés paraissaient désignés pour cet emploi. Ce fut effectivement un fonctionnaire de ce service qui fut nommé receveur du syndicat.

Pour les autres fonctionnaires techniques et administratifs, les membres du Comité d'administration du syndicat furent également d'avis de demander à M. le préfet de la Seine de prendre ces agents dans l'administration. Ceux-ci avaient du reste l'avantage de conserver leur rang et leur droit à la retraite. M. le préfet fit connaître au Comité, par l'intermédiaire du directeur des Affaires départementales, qu'il acceptait cette manière de voir.

§ 3. — *Substitution de la Société d'éclairage, de chauffage et force motrice à MM. Rouland et Chamon.*
— *Versement du cautionnement dû par cette société.*

Le Comité d'administration du syndicat, après avoir réglé les questions préjudicielles, dont nous venons

de parler, prit une délibération autorisant la Société d'éclairage, chauffage et force motrice à se substituer à MM. Rouland et Chamon conformément aux articles 54 et 55 du nouveau traité. Cette société était fondée au capital de 1.200.000 francs. Mais, pour satisfaire à la demande du Comité d'administration réuni officieusement le 20 novembre 1903, les actionnaires décidèrent de porter le capital social à 25 millions.

Le Comité d'administration prit une deuxième délibération relative au versement du cautionnement de la société concessionnaire. Conformément aux termes de l'article 54 du cahier des charges, la société concessionnaire devait, dans les huit jours, après sa substitution à MM. Rouland et Chamon, verser son cautionnement calculé à raison de 0 fr. 20 par mètre cube de gaz consommé en 1901 et dont la moitié devait être restituée après constatation et la mise en service des usines ; l'autre moitié pour garantir une bonne exploitation jusqu'à l'expiration des traités.

Le syndicat étant chargé par les statuts de surveiller la construction des usines et leur mise en service dans les délais voulus, il était logique de lui faire encaisser la moitié du cautionnement correspondant aux obligations de la société concessionnaire ; l'autre moitié fut attribuée et encaissée par les communes syndiquées avec obligation de la

restituer. A l'expiration de la concession c'est-à-dire le 31 décembre 1935.

§ 4. — *L'Extension des canalisations*

Le syndicat s'occupa ensuite d'une question très importante, celle de l'extension immédiate des canalisations actuelles. Pour arriver à la résoudre, il était nécessaire pour la société concessionnaire de s'entendre avec la Compagnie parisienne. Aussi, le 29 janvier 1904, M. le Président Tissier proposa d'adresser à ces deux sociétés les deux lettres suivantes :

1° A la société d'éclairage, chauffage et force motrice Dehaynin, 43, rue de la Chaussée-d'Antin.

Paris le 30 janvier 1904.

« Monsieur le Président,

« L'article 4 des traités qui lient votre Compagnie à cinquante-neuf communes de la Banlieue de Paris, porte que vous devez prendre toutes vos dispositions pour que les canalisations nouvelles, qui vous seront demandées, conformément au deuxième et troisième paragraphes de cet article soient établies pour le 1^{er} janvier 1906, si demande vous en était faite en temps voulu.

Les communes ont l'intention de vous demander

en vertu de cet article, d'établir, dès à présent, un certain nombre de canalisations nouvelles et elles désireraient que ces canalisations fussent gazées aussitôt après leur installation, sans attendre ce 1^{er} janvier 1906. A cet égard les intérêts de votre compagnie sont solidaires de ceux des communes puisque vous aurez tout profit à trouver dès le premier jour de votre exploitation un réseau de canalisations augmenté et des abonnés plus nombreux.

« Comme la Compagnie Parisienne peut, jusqu'au 1^{er} janvier 1906, prétendre au monopole de la fourniture du gaz, il y aurait en ce qui touche les canalisations nouvelles à prendre des arrangements avec elle, et le Syndicat de communes m'a chargé de vous inviter à entamer sans retard avec la Compagnie Parisienne, de concert avec nous les pourparlers nécessaires.

« Par le même courrier je saisis la Compagnie Parisienne de la question.

« Veuillez agréer, etc

« TH. TISSIER »

La lettre adressée à la Compagnie Parisienne était ainsi libellée :

« Paris le 30 janvier 1904

« Monsieur le Président.

« L'article 4 des traités passés par cinquante-

neuf communes de la banlieue de Paris avec MM. Rouland et Chamon et rétrocédé par ceux-ci à la Compagnie d'éclairage, chauffage et force motrice, porte que la nouvelle société concessionnaire devra prendre toutes ses dispositions pour que les canalisations nouvelles qui lui sont demandées dans les conditions de son cahier des charges soient établies pour le 1^{er} janvier 1906.

« Les communes ont l'intention de faire établir dès à présent par cette société un certain nombre de canalisations nouvelles, et elles désireraient que ces canalisations fussent gazées aussitôt après leur installation sans attendre le 1^{er} janvier 1906.

« Votre compagnie ne pouvant avoir qu'intérêt au développement de la consommation du gaz pendant le temps qui reste à courir de ces concessions, le Syndicat des communes, que j'ai l'honneur de présider, compte que vous vous prêterez aux arrangements nécessaires pour nous donner satisfaction et il a décidé de se mettre immédiatement en rapport avec vous.

« J'ose espérer que vous voudrez bien apporter toute la diligence désirable à la solution de cette affaire, dont je saisis également la Compagnie de chauffage, éclairage et force motrice, par le même courrier.

« Veuillez, agréer, etc.

« TH. TISSIER »

Une autre question devait être réglée de concert avec la Compagnie Parisienne, c'était celle de la reconnaissance du matériel qui allait devenir la propriété des communes à l'expiration de leur traité avec cette société, le 31 décembre 1905. Il y fut procédé sur invitation adressée par le comité à la Compagnie Parisienne et communiquée à la nouvelle société concessionnaire.

§ 4. — *Canalisations des Voies privées*

De grosses difficultés furent encore soulevées à propos de la canalisation des voies privées. La nouvelle société concessionnaire, en effet, prétendait exiger pour ces voies une garantie de consommation de *120 francs par hectomètre* au lieu de *60 francs*. De plus elle refusait d'assurer la fourniture et l'entretien des appareils ainsi que les frais d'allumage et d'extinction. Elle demandait, en outre, qu'on fixât dans ce cas le prix du mètre cube de gaz à 0 fr. 16.

Le bureau du Comité syndical était d'avis, au contraire, qu'il n'y avait pas lieu de distinguer les voies publiques et les voies privées du moment qu'elles étaient *livrées complètement à la circulation publique*.

Mais comment devait-on définir les voies privées dans l'article 4 du nouveau cahier des charges ? Voici quelle fut la définition adoptée :

« Les voies privées sont celles qui sont livrées complètement à la circulation publique ; les voies publiques ou privées qui, en état de viabilité, sont, en outre, accessibles sans aucune clôture à toute heure du jour et de la nuit, tant aux voitures qu'aux piétons. »

Une difficulté s'était élevée à propos des chemins de terre au sujet desquels le traité exigeait qu'ils fussent en état de viabilité pour que le concessionnaire fût obligé. Le délégué de Montrouge ayant demandé ce qu'on devait entendre par ces mots *« en état de viabilité »*, il fut décidé, qu'il s'agissait de rues munies d'une chaussée en bon état de roulement et ayant un écoulement d'eau suffisant.

La nouvelle société concessionnaire accepta à titre de transaction pour les voies privées une garantie de consommation de 60 francs par mètre de canalisation ; mais par contre, elle restait intransigeante en ce qui concernait la fourniture et l'entretien des appareils, les frais d'allumage et d'extinction et sur la fixation du prix du gaz à 0 fr. 16 le mètre cube.

Le délégué de Saint-Denis exposa l'opinion des membres du bureau à cet égard. Il déclara d'abord que les difficultés soulevées par la société n'existaient pas pour les voies privées, actuellement éclairées par la Compagnie Parisienne et qui bénéficiaient déjà du gaz à 0 fr. 15. Il était bien évident, en effet, qu'on ne pouvait mettre ces voies dans un état plus défavorable que celui dans lequel elles se trouvaient

précédemment ; c'était la conséquence des dispositions des *articles 4 et 21 du nouveau cahier des charges* qui déclarèrent, en effet, que le nouveau concessionnaire prendrait à sa charge et devait maintenir en bon état le matériel jusqu'au 1^{er} janvier 1906.

D'ailleurs, les communes qui avaient des voies non éclairées pouvaient les classer dans le domaine public après délibération de leurs conseils municipaux. Cette façon de voir serait bien accueillie par les propriétaires des voies privées ; car ceux-ci avaient l'avantage d'avoir l'éclairage dans de bonnes conditions. Après ces explications le Comité décida qu'il serait fait de nouvelles démarches auprès de la société concessionnaire ; afin de tâcher d'obtenir d'elle des satisfactions nouvelles. Un délégué de Saint-Mandé fut même d'avis de consulter sur ce point les conseils municipaux des communes syndiquées. M. le président objecta que lorsqu'il s'agissait d'interpréter le cahier des charges, le syndicat seul était compétent ; mais il déclara que malgré tout, les délégués étaient libres de demander individuellement l'avis de leurs conseils municipaux.

Le Comité d'administration du syndicat n'ayant pas trouvé les concessions faites par la société assez importantes, le bureau entama des négociations nouvelles. Celles-ci aboutirent à un accord en juillet 1905. Aux termes de cet acte, les voies privées

étaient classées en deux catégories : celles que des cas de force majeure rendaient inclassables et celles, au contraire, pour lesquelles aucun obstacle ne s'opposait au classement.

Pour les unes comme pour les autres, la société concessionnaire s'engageait à supporter complètement la charge de la fourniture et de la pose des appareils d'éclairage public, de leur allumage et de leur extinction ; enfin le prix du mètre cube de gaz était fixé à 0 fr. 15.

Toutefois pour les voies privées de la deuxième catégorie, la commune devait payer à la société concessionnaire l'intérêt de 3 fr. 50 0/0 des débours faits par celle-ci pour fourniture et pose des appareils d'éclairage. Enfin la société s'engagerait à respecter les situations acquises en ce qui concernait les appareils publics, actuellement existants sur les voies privées proprement dites, à condition que les dépenses relatives à ces appareils (prix du gaz, frais d'allumage et d'extinction) fussent présentement supportées par les communes. Cette solution fut adoptée par le Comité du syndicat.

§ 5. — *Entente définitive entre la nouvelle société et la Compagnie Parisienne.*

Les autres questions à régler avec la compagnie reçurent une solution définitive le 12 juillet 1906.

Ces accords furent exposés dans la lettre suivante adressée par MM. Rouland et Chamon à la date du 27 décembre 1905 :

« A M. le Président du Syndicat de communes de la Banlieue de Paris pour le gaz.

Monsieur le Président,

« Nous avons l'honneur de vous informer que nous venons de conclure à la date de ce jour nos accords définitifs avec la Compagnie Parisienne, en ce qui concerne la reprise par notre société de toutes les conduites installées par ladite compagnie dans les communes de la banlieue de Paris savoir :

« 1° Les branchements sur rue n'appartenant pas aux abonnés ;

« 2° Les colonnes montantes avec leurs branchements et tous accessoires, installées par la Compagnie Parisienne pour le compte des propriétaires d'immeubles avec ou sans participation desdits propriétaires dans les dépenses d'établissement ;

« 3° Les canalisations posées par la Compagnie dans les voies privées de la banlieue pour le compte des propriétaires de ces voies avec ou sans participation desdits propriétaires aux dépenses d'établissement.

« Nous sommes donc en mesure de vous confirmer d'une manière ferme et définitive, les accords intervenus entre le bureau du syndicat et nous, dans

les diverses entrevues qui ont eu lieu dans le courant du présent mois.

« En ce qui concerne les branchements sur rues que nous rachetons à la Compagnie Parisienne, il reste bien entendu qu'ils seront complètement assimilés aux branchements sur rues que nous sommes tenus de fournir, poser et entretenir à nos frais, conformément à l'article 46 de notre traité ainsi que vous nous le disiez dans votre lettre du 17 courant.

« L'abonné devra donc, conformément audit article payer à la société pour prix de location et entretien du branchement racheté par nous à la Compagnie Parisienne, une somme de 0 fr. 50 par mois, remboursable en fin d'année si l'abonné a consommé pendant l'année écoulée 300 mètres cubes de gaz au minimum, à l'expiration de notre concession le 31 décembre 1935, et conformément à l'article 59 du traité. Ces branchements deviendront de plein droit et sans aucune indemnité la propriété des communes.

« En ce qui concerne d'une part les colonnes montantes avec tous leurs branchements et accessoires et d'autre part les canalisations placées sous voies privées, nous vous confirmons ce que nous vous avons dit dans notre précédente lettre et ce qui a été convenu avec le bureau du syndicat à la réunion du jeudi 21 courant.

Nous rachetons à la Compagnie Parisienne l'en-

semble de ses installations qui ne sont pas la propriété des particuliers, ceux-ci auront toutefois tant dans le cours de la concession qu'à l'expiration de celle-ci, le 31 décembre 1935, la faculté de nous reprendre ces installations au prix d'établissement à nous remis par la Compagnie Parisienne et diminué de 50 o/o.

« Dans tous les cas où ces propriétaires auraient contribué par des subventions en argent versées à la Compagnie Parisienne à l'établissement de colonnes montantes ou de canalisations sous voies privées, il sera tenu compte de ces versements dûment justifiés, qui viendront en défalcation du prix d'établissement.

« C'est sur la différence entre le prix d'établissement et la contribution fournie par chaque propriétaire, que portera pour chaque installation, la réduction de 50 o/o, dont lesdits propriétaires bénéficieront, s'ils veulent nous reprendre lesdites canalisations.

« Enfin en ce qui concerne les branchements actuellement existants sur les colonnes montantes que nous rachetons, nous vous confirmons notre lettre du 17 décembre rappelant les accords antérieurs entre le bureau du Syndicat et nous.

« Il est entendu que lesdits branchements seront en tous points assimilés aux branchements que la société établira sur les colonnes montantes installées

par elle-même et notamment en ce qui regarde les conditions consenties et prévues par l'article 17 de la police d'abonnement.

« Il va sans dire que ces branchements suivront le sort des colonnes montantes dont ils dépendent ; ce qui ne vous sera racheté que dans les conditions du présent accord restera votre propriété.

« Nous vous serions obligés de nous accuser réception de la présente lettre dont vous voudrez bien reproduire en vous déclarant d'accord.

« Veuillez, agréer etc.

« Signé : ROULAND et CHAMON »

Le délégué d'Asnières se déclara hostile à cet accord. M. le président démontra que les démarches faites près de la société concessionnaire avaient été longues et difficiles et que le bureau du Syndicat avait fait son possible pour arranger les choses au mieux. M. le Président ajoutait, du reste, que les propriétaires étaient libres de ne pas user de cet arrangement fait en leur faveur ; sous cette réserve la convention fut approuvée.

§ 7. — *Autres questions examinées par le Syndicat. (Polices d'abonnement. — Vérification de la qualité du gaz. — Vérification et poinçonnage des compteurs.)*

L'article 45 du cahier des charges relatif à la fourniture du gaz aux particuliers, prévoyait des poli-

ces d'abonnement (1) dont le modèle devait être approuvé par l'administration municipale. Conformément à l'article 2 de ses statuts, le bureau du Syndicat prépara deux projets de police, d'accord avec la société concessionnaire. L'un de ces projets (1) était relatif aux abonnements ordinaires, l'autre, aux abonnements gratuits, prévus par l'article 49 du cahier des charges. Ces projets furent approuvés par le Comité d'administration le 24 juillet 1905.

La question de la vérification de la qualité du gaz donna lieu à des négociations entre le Comité syndical et la société concessionnaire. Conformément aux dispositions de l'article 12 du nouveau traité, le 20 juillet 1905, la société s'engagea par lettre à accepter des essais non seulement pour constater le pouvoir calorifique du gaz ; mais aussi pour constater son pouvoir éclairant. L'accord, conclu à ce sujet, réglait le mode de vérification du pouvoir éclairant et du pouvoir calorifique, et déterminait les sanctions encourues par la société concessionnaire au cas de manquement à ses obligations. On convint aussi de l'emplacement des chambres à essai.

Enfin conformément à l'article 2 § 9 de ses statuts, le Syndicat était encore chargé d'autoriser, parmi les systèmes à mesure variable, les types de compteurs dont il pourrait être fait usage par les abonnés et de

1. [Voir les modèles aux annexes.

vérifier et de poinçonner ces appareils avant leur mise en service, conformément à l'article 48 du cahier des charges. Le bureau du Comité procéda aussi à l'établissement d'une taxe due par les fabricants de compteurs qui désiraient faire vérifier à domicile leurs appareils par le service du syndicat.

Telles furent les nombreuses questions qui furent tranchées par le Syndicat de 1904 à 1907. Une dernière question très importante nous reste à exposer : c'est l'organisation budgétaire pendant les trois années de fonctionnement du Syndicat. Nous l'examinerons dans le chapitre suivant.

CHAPITRE II

Le Budget du Syndicat de 1904 à 1907

§ 1. — *Le Budget de 1904*

En 1904 le budget du syndicat fut établi en recettes et dépenses conformément au tableau ci-après :

I. — *Recettes.*

Contribution des communes.....	2.000 fr.
--------------------------------	-----------

II. — *Dépenses.*

1° Traitement du secrétaire administratif.....	600
2° Expéditions.....	300
3° Garçon de bureau.....	50
4° Traitement du receveur.....	80
5° Allocations temporaires au receveur pour frais de bureau.....	300
6° Frais de première installation du matériel.	300
7° Frais de bureau du secrétaire administratif et impressions.....	200
8° Dépenses imprévues.....	170

Pour calculer la contribution des communes proportionnellement à l'importance de leur consommation de gaz, M. le président proposa de prendre pour base la consommation constatée en 1902.

Dans ces conditions la répartition des 2.000 fr.

SEINE-ET-OISE



Carte représentant la situation géographique des 61 communes syndiquées

donnait, pour les cinquante-cinq communes (1) syndiquées, les résultats suivants :

1. A cette époque encore Villetaneuse, Fresnes, Chaville, Soisy-sous-Montmorency, Marnes, Montmorency ne faisaient pas encore parties du syndicat.

Noms des Communes	Consommation en 1902	Contribution pour 1904
	m. c.	fr. c.
Alfortville.....	180.067	7 07
Arcueil-Cachan.....	233.345	9 17
Asnières.....	1.554.175	61 08
Aubervilliers.....	760.152	29 88
Bagneux.....	26.635	1 05
Bagnolet.....	116.893	4 60
Boulogne.....	2.187.480	85 98
Bourg-la-Reine.....	125.470	4 93
Charenton.....	803.972	31 60
Chatillon.....	101.583	3 99
Choisy-le-Roi.....	288.825	11 35
Clamart.....	249.170	9 77
Clichy.....	147.443	56 11
Créteil.....	135.196	5 31
Epinay.....	67.782	2 64
Fontenay-aux-Roses.....	107.285	4 22
Fontenay-sous-Bois.....	300.776	11 82
Gennevilliers.....	83.936	3 31
Gentilly.....	159.463	6 27
Ile-Saint-Denis.....	55.453	2 18
Ivry-sur-Seine.....	969.847	38 12
Joinville-le-Pont.....	117.939	6 99
L'Hay.....	17.830	0 71
Les Lilas.....	180.488	7 10
Levallois-Perret.....	1.734.621	68 19
Maisons-Alfort.....	318.218	12 51
Malakoff.....	228.375	8 98
Montrouge.....	470.732	18 51
Nogent-sur-Marne.....	387.214	15 22
Pantin.....	1.189.123	46 75
Le Perreux.....	129.424	5 09
Pré-Saint-Gervais.....	239.347	9 37
Puteaux.....	1.155.585	45 42
Romainville.....	32.567	1 28
Saint-Denis.....	3.157.530	124 11
Saint-Mandé.....	1.090.820	42 88
Saint-Maur-des-Fossés.....	372.690	14 65
Saint-Maurice.....	364.325	14 32
Saint-Ouen.....	689.771	27 12
Sceaux.....	175.200	6 89
Stains.....	37.086	1 46
Thiais.....	47.813	1 88
Vanves.....	273.556	10 76
Villejuif.....	367.331	14 44
Vincennes.....	1.116.832	43 90
Vitry-sur-Seine.....	190.064	7 47

Département de Seine-et-Oise

Noms des Communes	Consommation en 1902	Contribution pour 1904
	m. c.	fr. c.
Deuil.....	43.086	1 69
Enghien.....	227.178	8 97
Garches.....	33.687	1 30
Groslay.....	17.757	0 70
Montmagny.....	19.840	0 78
Saint-Cloud.....	507.419	19 95
Saint-Gratien.....	36.768	1 45
Sèvres.....	411.424	16 17
Ville-d'Avray.....	64.807	2 54

Tel fut le système de répartition pour le budget de 1904. Le Comité décida, en outre, qu'il ne serait recouvré sur ces bases qu'une somme de 1.000 fr. comme acompte sur la cotisation due pour l'exercice en cours. La répartition définitive ne devait avoir lieu qu'au deuxième semestre en tenant compte des nouvelles communes qui auraient adhéré en plus des cinquante-cinq communes alors syndiquées.

La somme, représentant la cotisation due par la société aux termes de l'article 12 du cahier des charges pour frais de contrôle, fut la première année versée par anticipation en juillet, quoiqu'elle ne fût exigible qu'au mois de janvier suivant.

Enfin le Comité approuva le budget supplémentaire de 1904 qui fut arrêté en recettes et dépenses à la

somme de 2.700 francs. On répartit ensuite entre les soixante communes syndiquées, la solde de la contribution pour 1904, soit 1.000 francs suivant l'état ci-après :

Les communes de Fresnes, Villetaneuse et Soisy-sous-Montmorency, qui n'avaient pas à cette époque de service de gaz furent assimilées aux communes ayant la plus faible consommation. Ce mode de répartition fut maintenu en 1905 et 1906.

Noms des Communes	Contribution solde	
	fr.	c.
Alfortville.....	6	95
Arcueil-Cachan.....	8	99
Asnières.....	59	90
Aubervilliers.....	29	30
Bagneux.....	1	02
Bagnolet.....	4	50
Boulogne.....	84	30
Bourg-la-Reine.....	4	84
Charenton.....	30	98
Chatillon.....	3	92
Choisy-le-Roi.....	11	13
Clamart.....	9	63
Clichy.....	55	
Créteil.....	5	21
Epinay.....	2	64
Fontenay-aux-Roses.....	4	13
Fontenay-sous-Bois.....	11	59
Fresnes.....	1	38
Gennevilliers.....	3	23
Gentilly.....	6	14
Ile-Saint-Denis.....	2	14
Ivry-sur-Seine.....	37	38
Joinville-le-Pont.....	6	86
L'Hay.....	0	68
Les Lilas.....	6	95
Levallois-Perret.....	66	84
Maisons-Alfort.....	12	26

Malakoff	8 80
Montrouge	18 13
Nogent-sur-Marne	14 92
Pantin	45 81
Le Perreux	4 99
Le Pré-Saint-Gervais	9 26
Puteaux	44 54
Romainville	1 26
Saint-Denis	121 68
Saint-Mandé	42 03
Saint-Maur	14 36
Saint-Maurice	14 04
Saint-Ouen	26 57
Sceaux	6 75
Stains	1 43
Thiais	1 84
Vanves	10 53
Villejuif	14 15
Villetaneuse	1 38
Vincennes	43 04
Vitry-sur-Seine	7 33

Département de Seine-et-Oise

Noms des Communes	Contribution Solde	
	fr.	c.
Deuil	1	66
Enghien	8	71
Garches	1	32
Groslay	0	68
Marnes	1	53
Montmagny	0	77
Montmorency	13	82
Saint-Cloud	19	56
Saint-Gratien	1	41
Soisy-sous-Montmorency	1	38
Sèvres	15	86
Ville-d'Avray	2	51

Le compte administratif pour l'exercice 1904, qui se soldait par un excédent de recettes de 1243 fr. 38

fut approuvé par le Comité d'administration du Syndicat le 24 juillet 1905 (1^{re} session ordinaire de 1905).

§ 2. — *Le Budget de l'Année 1905.*

Ce fut à la deuxième session de 1904 que fut déposé le projet primitif de 1905 qui fut arrêté en recettes et dépenses à la somme de 12.000 francs.

Le compte administratif du même exercice fut établi d'après le tableau suivant :

Nature des recettes	Sommes à recouvrer d'après le budget		Fixation définitive d'après titres justificatifs		Recettes effectuées		Restes à recouvrer	
	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.
CHAPITRE PREMIER								
<i>Recettes ordinaires</i>								
Contribution des communes.	2.000		2.000		1.575		424	89
Contribution de la Société concessionnaire	10.000		10.000		10.000			
Total des recettes ordinaires.	12.000		12.000		11.575	11	424	89
CHAPITRE II								
<i>Recettes extraordinaires</i>								
, Néant								
CHAPITRE III								
<i>Recettes supplémentaires</i>								
Excédent des recettes ordi- naires de l'exercice 1904..	1.244	38	1.244	38	1.244	38		
Recettes à recouvrer de l'exercice 1904.....	422	67	422	67	259	64	163	03
Total des recettes supplé- mentaires	1.666	05	1.666	05	1.503	02	163	03
<i>Récapitulation des recettes</i>								
Ordinaires	12.000		12.000		11.575	11	424	89
Extraordinaires.....	»		»		»		»	
Supplémentaires.....	1.666	05	1.666	05	1.503	02	163	03
Totaux des recettes.....	13.666	05	13.666	05	13.078	13	587	92

Compte administratif pour l'exercice de 1905 (suite)

TITRE II

Dépenses

Nature des dépenses	Dépenses allouées par le budget primitif	Droits constatés au 31 décembre 1905	Sommes dépensées jusqu'au 31 mars époque de clôture de l'exercice 1905	Restes annulés faute d'emploi au 31 mars 1906
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
I. Traitement du personnel technique.				
A. Ingénieur, chef de service.....	6.000	6.000	6.000	
B. Agent.....	2.800	2.800	2.800	
C. Secrétaire administratif..	600	600	600	
2. Frais de dépenses de ce personnel.....	500	800	800	
3. Expéditionnaires.....	600	697 10	697 10	2 90
4. Frais de bureau des services technique et administratif.....	400	602 74	602 74	297 26
5. Gages du gardien de bureau.....	240	240	240	
6. Traitement du receveur..	80	80	80	
7. Allocation forfaitaire au receveur pour frais de bureau.....	400	400	400	
8. Timbres, mandats de paiement, registres de comptes.	30	16 40	16 40	13 60
9. Entretien des locaux du Syndicat. Matériel.....	200 150	348 50 40	348 50 40	101 50 626 05
	12.000	12.624 74	12.624 74	1.041 31
CHAPITRE III				
<i>Dépenses extraordinaires</i>				
Néant				
<i>Dépenses supplémentaires</i>				
Frais de déplacement.....	300	»	»	
Expéditionnaires.....	100	»	»	
Frais de bureau.....	500	»	»	
Matériel.....	250	»	»	
Dépenses imprévues.....	516 05	»	»	
Total des dépenses supplémentaires.....	1.666 05		»	
<i>Récapitulation des dépenses</i>				
Ordinaires.....	12.000	12.624 74	»	1.041 31
Extraordinaires.....	»			
Supplémentaires.....	1.666 05		»	
Totaux.....	13.666 05	12.624 74		1.041 31

Le compte administratif pour l'exercice 1905 fut approuvé par arrêté préfectoral du 14 septembre 1906.

Le budget supplémentaire pour l'exercice 1905 fut arrêté en recettes et dépenses à la somme de 1666 fr. 05. Et la contribution supplémentaire, fut répartie entre les soixante et une communes syndiquées toujours suivant les bases exposées plus haut c'est-à-dire proportionnellement à leur consommation.

	fr.	c.
Alfortville	14	01
Arcueil-Cachan.....	14	01
Asnières	124	59
Aubervilliers	59	55
Bagneux.....	2	36
Bagnolet.....	11	57
Boulogne.....	176	46
Bourg-la-Reine.....	10	71
Charenton.....	58	24
Chatillon.....	7	10
Choisy-le-Roi.....	23	52
Clamart.....	19	33
Clichy.....	107	29
Créteil.....	9	93
Epinay	4	99
Fontenay-aux-Roses.....	8	89
Fontenay-sous-Bois.....	23	02
Fresnes	1	35
Gennevilliers	6	85
Gentilly.....	12	34
Ile-Saint-Denis	3	48
Ivry.....	68	23
Joinville.....	13	53
L'Hay.....	1	62
Les Lilas.....	13	57
Levallois-Perret.....	149	40
Maisons-Alfort	25	03
Malakoff	20	86
Montrouge	39	39
Nogent-sur-Marne	31	80
Pantin.....	94	35
Le Perreux.....	9	90

Pré-Saint-Gervais.....	23 64
Puteaux.....	82 44
Romainville.....	2 61
Saint-Denis.....	237 50
Saint-Mandé.....	85 79
Saint-Maur-des-Fossés.....	24 70
Saint-Maurice.....	22 27
Saint-Ouen.....	52 42
Sceaux.....	13 29
Stains.....	2 96
Thiais.....	3 86
Vanves.....	21 14
Villejuif.....	27 46
Villetaneuse.....	1 35
Vincennes.....	88 97
Vitry.....	14 22

Département de Seine-et-Oise

	fr.	c.
Charville.....	4	10
Deuil.....	3	41
Enghien.....	18	43
Garches.....	3	08
Groslay.....	1	35
Marnes.....	1	63
Montmagny.....	1	79
Montmorency.....	13	20
Saint-Cloud.....	41	81
Saint-Gratien.....	2	53
Sèvres.....	29	53
Soisy-sous-Montmorency.....	1	35
Ville d'Avray.....	4	40

§ 3. — *Le Budget de 1906.*

Le budget de 1906 fut arrêté en recettes et dépenses à la somme de 26.500 francs et fut établi d'après le tableau suivant :

TITRE I
Recettes

Nature des recettes	Recettes constatées au dernier compte	Recettes proposées		Sommes admises par le préfet
		par le président	par le comité d'administration	
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1° Contribution des communes	1.577 33	15.000	15.000	15.000
2° Contribution de la société concessionnaire.....	2.500	10.000	10.000	10.000
3° Produit de la taxe de vérification et poinçonnage des compteurs.....		1.500	1.500	1.500
Total des recettes ordinaires.	4.077 33	26.000	26.000	26.000
CHAPITRE II				
<i>Recettes extraordinaires</i>				
Néant				
Total général des recettes...	4.077 33	26.000	26.000	26.000

Budget primitif de 1906 (suite)

TITRE II

Dépenses

Nature des dépenses	Dépenses constatées au dernier exercice	Dépenses proposées		Sommes admises par le préfet
		par le président	par le Comité d'administration	
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1 ^o Traitement de l'ingénieur chef de service.....	900	6.000	6.000	6.000
2 ^o Frais fixes de l'ingénieur chef de service.....		1.200	1.200	1.200
3 ^o Traitement des inspecteurs.....		7.400	7.400	7.400
4 ^o Traitement des inspecteurs-adjoints.....		5.400	5.400	5.400
5 ^o Traitement du secrétaire administratif.....	600	600	600	600
6 ^o Frais de dépense des agents autres que le chef de service.....		1.500	1.500	1.500
7 ^o Heures supplémentaires de ces agents.....		300	300	300
8 ^o Frais de bureau des services technique et administratif.....	395 55	1.200	1.200	1.200
9 ^o Gages du garçon de bureau.....	50	300	300	300
10 ^o Indemnités pour ronde d'éclairage public.....		500	500	500
11 ^o Indemnités pour essais de nuit du pouvoir éclairant et calorifique du gaz.....		750	750	750
12 ^o Entretien des locaux du syndicat matériel.....	298 75	300	300	300
13 ^o Traitement du receveur.....	60	845	845	845
14 ^o Dépenses imprévues....	110 75	205	205	205
Total général des dépenses ordinaires.....	2.415	26.500	26.500	26.500
CHAPITRE II				
Dépenses extraordinaires				
Néant				
Total général.....	2.415	26.500	26.500	26.500

Récapitulation

Recettes et dépenses		26.500	26.500	26.500
Excédent de { recettes	»	»	»	»
et dépenses	»	»	»	»

Ce budget fut approuvé par le préfet le 24 juillet 1905.

La répartition de la contribution de 15.000 francs due par les communes au budget du Syndicat pour l'exercice 1906 fut établi d'après les principes énoncés plus haut et donna les résultats suivants :

Nom des communes	Consommation en 1905	Contribution pour 1906	
	m. c.	fr.	c.
Alfortville.....	217.286	105	52
Arcueil-Cachan.....	216.189	104	99
Asnières.....	1.925.892	935	31
Aubervilliers.....	923.733	448	61
Bagneux.....	39.519	19	19
Bagnolet.....	208.234	101	13
Boulogne.....	2.791.853	1.355	86
Bourg-la-Reine.....	164.553	79	91
Charenton.....	875.646	425	26
Chatillon.....	101.679	49	38
Choisy-le-Roi.....	327.835	159	21
Clamart.....	297.142	144	31
Clichy.....	720.003	835	32
Créteil.....	132.512	64	35
Epinay.....	78.031	37	89
Fontenay-aux-Roses.....	141.822	68	87
Fontenay-sous-Bois.....	345.265	167	68
Fresnes.....	22.743	11	05
Gennevilliers.....	106.630	51	78
Gentilly.....	177.572	86	24
Ile-Saint-Denis.....	59.806	29	04
Ivry-sur-Seine.....	1.077.122	523	10
Joinville.....	196.650	95	50
L'Hay.....	27.181	13	20
Les Lilas.....	214.317	104	08
Levallois-Perret.....	2.326.154	1.129	79
Maisons-Alfort.....	432.199	209	90
Malakoff.....	308.045	149	60
Montrouge.....	612.572	297	50
Nogent-sur-Marne.....	512.347	253	19
Pantin.....	1.381.273	670	82
Le Perreux.....	158.692	77	07
Pré-Saint-Gervais.....	351.061	170	49
Puteaux.....	1.321.244	641	66
Romainville.....	38.044	18	48

Saint-Denis.....	3.531.503	1.715 07
Saint-Mandé.....	1.269.374	616 47
Saint-Maur.....	401.493	194 99
Saint-Maurice.....	351.015	170 47
Saint-Ouen.....	851.530	413 55
Sceaux.....	204.303	99 22
Stains.....	48.549	23 58
	m. c.	fr. c.
Thiais.....	54.839	26 63
Vanves.....	362.404	176 00
Villejuif.....	394.972	191 82
Villetaneuse.....	22.743	11 05
Vincennes.....	1.348.176	654 74
Vitry-sur-Seine.....	218.251	105 99

Département de Seine-et-Oise

Chaville.....	65.305	31 72
Deuil.....	51.639	25 08
Enghien.....	295.664	143 59
Garches.....	45.212	21 96
Groslay.....	23.141	11 24
Marnes.....	22.743	11 55
Montmagny.....	25.278	12 28
Montmorency.....	218.834	106 28
Saint-Cloud.....	639.923	310 78
Saint-Gratien.....	39.065	18 97
Sèvres.....	475.078	230 72
Soisy-sous-Montmorency.....	22.743	11 05
Ville-d'Avray.....	62.828	30 51

Le budget supplémentaire de l'année 1906 fut constitué d'après le tableau ci-après :

TITRE I^{er}
Recettes

Nature des recettes	Recettes proposées		Sommes admises par le préfet	Observations
	par le président	par le Comité d'administration		
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
CHAPITRE III				
<i>Recettes supplémentaires</i>				
Recettes provenant des exercices antérieurs.				
Excédent des recettes de l'exercice 1905.....	453 39	453 39	453 39	
Restes à recouvrer de l'exercice 1905	424 89	424 89	424 89	
Restes à recouvrer de l'exercice 1904	163 03	163 03	163 03	
Total des recettes supplémentaires	1.041 31	1.041 31	1.041 31	

Budget supplémentaire de 1906

TITRE II
Dépenses

Nature des dépenses	Dépenses proposées		Sommes admises par le préfet	Observations
	par le président	par le Comité d'administration		
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
CHAPITRE III				
<i>Dépenses supplémentaires</i>				
Dépenses de l'exercice courant non prévues au budget primitif.				
15 ^e Secrétaire administratif.	1.700	1.700	1.700	
16 ^e Entretien des locaux.				
Matériel.....	700	700	700	
Dépenses imprévues.....	4.041 31	4.041 31	4.041 31	
	6.441 31	6.441 31	6.441 31	
<i>Récapitulation générale</i>				
Recettes supplémentaires. .	1.041 31	1.041 31	1.041 31	
Dépenses supplémentaires. .	6.441 31	6.441 31	6.441 31	
Excédent { Recettes.....	5.400	5.400	5.400	Cet excédent apparent de dépenses est couvert par l'annulation de la somme de 5.400 fr. inscrit au budget primitif de 1906 (art. 4) Inspecteurs-adjoints).
{ Dépenses.....				

Projet de budget de 1907.

Le projet de budget de 1907 fut arrêté en recettes et dépenses à la somme de 28.000 francs.

TITRE I^{er}. — *Recettes*

Article premier. — Contribution des communes...	15.000
Art. 2. — Contribution de la société.....	10.000
Art. 3. — Produit de la taxe de vérification et poin- çonnage des compteurs.....	3.000
Total des recettes.....	28.000

TITRE II. — *Dépenses.*

Article premier. — Traitement de l'ingénieur, chef de service.....	6.000
Art. 2. — Frais du chef de service.....	1.200
Art. 3. — Traitement des inspecteurs.....	10.100
Art. 4. — Traitement du personnel du secrétariat administratif.....	4.000
Art. 5. — Frais de déplacement des agents autres que le chef de service.....	1.800
Art. 6. — Heures supplémentaires de ces agents...	300
Art. 7. — Frais de bureau des services techniques et administratifs.....	1.200
Art. 8. — Gages du gardien de bureau.....	300
Art. 9. — Indemnités pour rondes d'éclairage pu- blic.....	500

Art. 10. — Indemnités pour essais de nuit du pouvoir éclairant ou calorifique.....	810
Art. 11. — Entretien des locaux du syndicat.....	300
Art. 12. — Traitement du receveur.....	840
Art. 13. — Dépenses imprévues.....	645
Total des dépenses.....	<u>28.000</u>

CONCLUSION

Nous nous sommes efforcé d'exposer la genèse et l'évolution de l'idée syndicale au cours du siècle dernier et nous avons analysé la loi à laquelle a abouti cette évolution en France. Nous avons constaté qu'antérieurement à la constitution du syndicat qui a fait l'objet de notre étude, l'idée syndicale n'avait eu, en France, que de rares et peu décisives applications.

La constitution du Syndicat du gaz dans la banlieue de Paris est le premier exemple important d'application du syndicat de communes. Son importance résulte tant des intérêts en jeu que de la complexité de son objet, aucun syndicat n'avait encore groupé un nombre de communes aussi considérable. Dans le département de la Seine, il n'en existait qu'un, réunissant quatre communes (1) et ayant pour objet le fonctionnement d'un service d'assistance, qui est familier aux communes, et constitue une de

1. Le Syndicat de l'hospice de Pantin entre les communes de Pantin, Bagnolet Les Lilas et Le Pré-Saint-Gervais.

leurs attributions essentielles. Le Syndicat du gaz a réuni plus de soixante communes parmi lesquelles les unes sont très importantes, ont une population dépassant 50.000 habitants et un budget de près d'un million ; tandis que les autres n'ont que quelques centaines d'habitants et un budget en proportion de leur population.

D'autre part, il ne s'agissait plus de régler une question purement municipale. La commune stipulait tant en son nom pour l'éclairage public qu'au nom des particuliers pour l'éclairage privé. Elle avait à tenir compte de difficultés qui s'étaient élevées précédemment vis-à-vis des concessionnaires antérieurs qui, protégés par les décisions de jurisprudence, prétendaient à un monopole. Les communes concédantes avaient, en outre, à s'affranchir de la tutelle dans laquelle la ville de Paris les avait tenues jusqu'à cette date. Tous ces obstacles ont été vaincus et le syndicat a été constitué. Nous nous sommes efforcé d'exposer avec tout le soin et tous les détails possibles, les diverses phases par lesquelles a passé sa constitution, espérant que d'autres communes pourront y trouver un enseignement pour une œuvre analogue.

Nous aurions voulu pouvoir montrer le fonctionnement de l'association. Nous avons fourni, sur ce point, tous les détails qu'il nous a été possible de nous procurer. Ils consistent exclusivement dans les

budgets et comptes du syndicat. C'est là qu'apparaît le mieux la vie et le fonctionnement d'une personne morale comme celle qui nous occupe. En effet, l'œuvre essentielle du syndicat consistait surtout à élaborer un cahier des charges pratique, applicable, aussi avantageux que possible et à trouver un concessionnaire. Cela fait, il ne reste plus qu'à surveiller l'application par ce dernier des clauses du cahier des charges. C'est à ce rôle de surveillance que se borne désormais l'action du syndicat.

Quant aux résultats, il est inutile d'attendre qu'une période bien longue de fonctionnement se soit écoulée, pour les constater. Les premiers se sont fait sentir, dès les premiers jours, par une diminution appréciable du prix du gaz consommé par les particuliers. Mais ceux-ci n'ont pas été les seuls à tirer profit de la nouvelle organisation. Les communes elles-mêmes ont immédiatement réalisé des économies considérables. Il en est parmi elles, et non des moindres, pour lesquelles les recettes provenant de la location des canalisations, notamment, couvrent les dépenses nécessitées par leur éclairage public. Il y a là un résultat très appréciable qui pourra encore s'accroître et que nous avons cru devoir souligner d'une manière toute particulière. Il confirme de tous points ce que nous disions en commençant : que le syndicat de commune constitue l'organisme le mieux approprié pour la gestion des grands servi-

ces communaux tels que l'assistance, l'enseignement, la voirie, les pompes funèbres, les secours contre l'incendie, etc.

L'exemple nous paraît d'autant plus probant que les résultats obtenus l'ont été, sans qu'on soit obligé de recourir à l'exploitation directe, sans exposer les communes à sortir de leur rôle.

Vu : le Président de la thèse,
MARC SAUZET

Vu : le Doyen,
CH. LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
LIARD

BIBLIOGRAPHIE

PREMIÈRE PARTIE

- I. — Répertoire de Droit administratif. La Commune.
- II. — Rapport de M. Vivien sur la loi municipale de 1837.
- III. — Moniteur Universel, séance du 16 mai 1836. Chambre des députés.
- IV. — Rapport de M. de Marcère sur la loi municipale de 1884 à la Chambre des députés.
- Rapport de M. Ferdinand Dreyfus à la Chambre des députés, déposé le 18 mars 1884.
- Rapport de M. Joseph Reinach à la Chambre des députés sur la loi de 22 mars 1890.
- DUCROCQ. — Etudes sur la loi municipale de 1884.
- Cours de Droit administratif. 7^e édition, t. I.
- RAMALHO. — Les Syndicats de commune. Revue générale d'administration, 1895, t. I.

DEUXIÈME PARTIE

Monographies des Communes de la Banlieue de Paris publiées sous les auspices du Conseil général. 1 volume par commune.

Documents manuscrits

- Registres des délibérations des deux conférences inter-communales, qui ont précédé la formation du Syndicat.

TROISIÈME PARTIE

- II. — Registre des délibérations du Syndicat.
III. — Documents donnés par l'administration du Syndicat.

Documents annexes

Traité et cahier des charges pour la concession de la distribution du gaz dans les communes du département de la Seine.

Entre les soussignés :

1° M.

agissant au nom et comme maire de la commune de
et en vertu d'une délibération du Conseil municipal de ladite
commune, en date du et sous réserve de
l'approbation préfectorale, comme il est dit à l'article 62 du
cahier des charges ci-après :

et 2° MM. Francis-Marie Rouland, demeurant à Paris, 14,
rue Chanoinesse ; et Gabriel Chamon, demeurant à Paris, 4,
rue Van-Dyck, agissant tant en leur nom personnel qu'au
nom d'une société en formation, dont ils seront les délégués
aux fins des présentes ;

Il a été exposé que, par soumission déposée le 10 juillet
1903 et complétée le 16 du même mois, M. Rouland a demandé
la concession de la distribution du gaz, tant dans la com-

mune de que dans les autres communes ayant adhéré à la conférence intercommunale de la banlieue de Paris pour le gaz et l'électricité (Seine et Seine-et-Oise).

Cette soumission a été acceptée le 24 juillet 1903 par la conférence intercommunale, sauf ratification par les Conseils municipaux des communes intéressées.

Pour l'exécution de ladite soumission, M. Rouland s'est adjoint M. Chamon ; et, le 10 août 1903, MM. Rouland et Chamon ont adressé à la conférence intercommunale une lettre dans laquelle, par addition à la soumission susvisée, ils ont pris l'engagement de réaliser à leurs frais, et sous certaines conditions, l'abaissement anticipé du prix du gaz.

Il a été ensuite arrêté et convenu, entre les soussignés, ce qui suit.

TITRE PREMIER

OBJET ET DURÉE DE LA CONCESSION.

Article premier. — La commune de concède, aux clauses et conditions ci-après, à MM. Rouland et Chamon, qui acceptent, le droit exclusif de conserver, d'établir et d'utiliser sous les voies publiques des tuyaux pour la distribution du gaz, extrait de la houille, destiné à l'éclairage, au chauffage et à la force motrice, ledit gaz pouvant être enrichi par les sous-produits de la distillation et éventuellement par le gaz d'huile.

La commune réserve absolument sa liberté pour l'électricité.

Elle réserve également sa liberté pour tous autres agents de lumière, de chaleur ou de force motrice, sauf à accorder la préférence, à conditions égales, aux titulaires de la présente concession, pour ceux de ces procédés qui exigeraient la pose de tuyaux souterrains.

Art. 2. — La concession est faite pour trente années, commençant le 1^{er} janvier 1906 pour finir le 31 décembre 1935,

TITRE II

CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'EXPLOITATION.

§ 1^{er}. — *Canalisations.*

Art. 3. — La commune se réserve le droit de faire déplacer et même enlever aux frais de la Société concessionnaire et sans aucune indemnité les tuyaux de conduites ainsi que les appareils servant à l'éclairage public, toutes les fois que l'intérêt public l'exigera.

Mais il est bien entendu que si, dans une même période de dix années, un deuxième déplacement de la canalisation devait être fait, la société concessionnaire serait indemnisée par la commune des dépenses que les travaux lui auraient imposées.

Lorsque les déplacements seront nécessités par des travaux autres que ceux incombant aux budgets administratifs, ils seront, ainsi que toutes modifications et tous changements, effectués aux frais des tiers qui les auront nécessités.

Art. 4. — La société concessionnaire prendra en charge, dans l'état où ils se trouveront au moment de l'entrée en exploitation de la présente concession, les conduites, tuyaux, robinets, siphons, regards, valves et tout le matériel et accessoires se trouvant sur le territoire de la commune et devenus la propriété de celle-ci, à l'expiration de l'ancienne concession, le 31 décembre 1905. A cet effet, il sera dressé un inventaire contradictoire de tout ce matériel, aux frais de la société concessionnaire.

La société concessionnaire devra, également à ses frais, étendre les canalisations existantes ou poser des canalisations nouvelles, au fur et à mesure des demandes de l'Ad-

ministration municipale, dans toutes les voies livrées complètement à la circulation publique, qui lui seront indiquées par celle-ci, du moment *qu'une recette minima annuelle de 60 francs par 100 mètres de conduites sera assurée pendant cinq ans* à la société concessionnaire conjointement ou séparément par les particuliers ou la commune.

La société concessionnaire sera également tenue de canaliser les voies privées lorsqu'il lui sera garanti par les particuliers, outre le minimum fixé ci-dessus, une consommation supplémentaire annuelle de 60 francs par cent mètres de canalisations pendant cinq ans.

Les conditions énumérées aux deux paragraphes précédents seront obligatoires pour la société concessionnaire pendant toute la durée du traité ; toutefois, pour les conduites installées pendant les dix dernières années, la commune prendra à sa charge, en fin de concession, la partie des frais d'établissement de ces conduites non encore amortie, l'amortissement étant calculé comme s'opérant en dix années.

La société concessionnaire devra prendre toutes ses dispositions pour que les canalisations nouvelles demandées conformément aux deuxième et troisième paragraphes du présent article, soient établies pour le 1^{er} janvier 1906, si la demande lui en a été faite en temps voulu.

La société concessionnaire entretiendra en bon état et à ses frais les canalisations par elle prises en charge au 1^{er} janvier 1906 ou établies par elle.

S'il devient nécessaire, par suite de l'augmentation de la consommation ou pour toute autre cause, de remplacer ces conduites par des conduites d'un diamètre supérieur ou simplement égal, les nouvelles canalisations seront établies par la société concessionnaire, à ses frais.

Art. 5. — La Société concessionnaire devra fournir, à ses frais et par triple exemplaire au moins, à l'Administration municipale, un plan indicatif de toute la canalisation. Ce plan

sera mis à jour par la Société concessionnaire au fur et à mesure de l'extension de la canalisation.

Art. 6. — A moins d'une autorisation spéciale du maire, il ne pourra être établi dans le sol des voies publiques, des conduites de gaz en aucune matière autre que la fonte de fer d'une épaisseur suffisante pour résister à la charge du roulage des plus lourdes voitures.

Les tuyaux de branchement et les tubes de distribution pour conduire le gaz depuis la conduite principale jusqu'aux lanternes publiques seront en plomb étiré, à l'exclusion de toutes autres matières, dont l'emploi n'aurait pas été préalablement autorisé par le maire.

Tous les tuyaux seront de fabrication française et essayés à l'usine de production, pour résister aux pressions d'usage.

Art. 7. — La Société concessionnaire ne pourra ouvrir aucune tranchée dans le sol de la voie publique, pour placer ou réparer des conduites ou des tuyaux de branchement, sans s'être munie au préalable des autorisations nécessaires ; elle devra, en outre, se conformer aux prescriptions qui lui seront imposées par le maire sur le mode d'exécution et la durée des travaux.

Art. 8. — Lorsqu'il y aura lieu d'établir une nouvelle canalisation ou de changer une partie de canalisation actuelle, près d'une plantation d'arbres ou d'une conduite d'eau, la nouvelle canalisation ne pourra être établie qu'à deux mètres au moins de distance des arbres ou de la conduite d'eau. Dans le cas où cette distance minima ne pourrait être atteinte, la jonction de chaque partie de la canalisation serait enveloppée d'un massif de terre glaise bien battue, de vingt centimètres d'épaisseur au moins.

En un mot il sera pris toutes les dispositions pour enrayer les préjudices qui peuvent être causés aux plantations et conduites d'eau.

Le maire pourra d'ailleurs prescrire toutes autres précautions qui lui sembleront utiles.

Art. 9. — Les dégradations causées aux voies publiques par l'établissement, l'entretien et le renouvellement des canalisations seront réparées aux frais de la Société concessionnaire dans les conditions ci-après :

Toutes les fouilles ou tranchées qui seront pratiquées pour l'établissement, l'entretien et le renouvellement des conduites et des branchements de gaz dans le sol des voies publiques, seront immédiatement comblées et remblayées par la Société concessionnaire elle-même.

Suivant la volonté de la commune, les autres travaux nécessaires pour remettre en état les chaussées et trottoirs sur l'emplacement des fouilles et tranchées de toute nature, seront effectués, soit par la Société concessionnaire, soit par la commune pour le compte de la Société.

§ 2. — *Nature, pureté et pression du gaz.*
Procédés nouveaux de fabrication.

Art. 10. — Le gaz distribué par la Société concessionnaire sera extrait de la houille et pourra être enrichi avec les sous-produits de la distillation.

Le mélange du gaz à l'eau ou du gaz d'huile ne pourra être fait qu'après consultation du Conseil d'hygiène et autorisation spéciale des Conseils municipaux des communes desservies par la même usine, lesdites communes se réservant de se syndiquer à cet effet, comme il est dit à l'article 60.

Art. 11. — Aucun autre gaz que celui défini par l'article 10 ne pourra être distribué sans le consentement formel des Conseils municipaux desdites communes.

Art. 12. — Le gaz sera parfaitement épuré et sans odeur sensible en brûlant. Son pouvoir éclairant devra être tel que, sous une pression de 2 à 3 millimètres d'eau, l'éclat d'une lampe Carcel brûlant 42 grammes d'huile de colza épurée à

l'heure, puisse être obtenu avec une consommation de 105 litres de gaz en moyenne.

La Société concessionnaire sera tenue de fournir les appareils et les locaux nécessaires à la constatation du pouvoir éclairant et à la vérification de l'épuration, tant dans les usines que dans six communes qui lui seront désignées après entente entre les Conseils municipaux. Pour les autres communes, ces constatations et vérifications se feront, soit à l'usine à gaz qui les desservira, soit dans la commune la plus voisine, pourvue des locaux.

La constatation du pouvoir éclairant sera faite au moyen d'une chambre photométrique, permettant de faire toutes les expériences nécessaires.

Elles s'effectueront à toute réquisition de l'autorité municipale et de la manière suivante :

Les expérimentateurs prendront pour type du brûleur à gaz le bec Bengel en porcelaine à trente trous, brûlant sous 2 ou 3 millimètres d'eau de pression, avec un verre de 20 centimètres de hauteur et de 49 millimètres de diamètre en bas et 52 millimètres en haut. Ils régleront la flamme pour avoir une lumière égale à celle de la lampe Carcel brûlant 42 grammes d'huile à l'heure, sous les conditions spécifiées dans l'instruction de MM. Dumas et Regnault, en date du 12 décembre 1860, annexée au présent cahier des charges. Les deux flammes ayant été maintenues bien exactement égales en intensité pour brûler 10 grammes d'huile, les expérimentateurs mesureront le gaz consommé qui devra s'élever en moyenne à 25 litres de gaz pour 10 grammes d'huile et ne pas dépasser 27 litres 50.

Les essais se feront au moyen de l'appareil décrit et suivant le mode indiqué dans l'instruction précitée de MM. Dumas et Regnault : chaque appareil devra être conforme à celui dont se servent les ingénieurs de la Ville de Paris, et il ne sera mis en service qu'après avoir été vérifié contradic-

toirement par les agents de la commune et ceux de la Société concessionnaire.

Les essais se feront à toute heure de jour et de nuit, au moins deux fois par mois et plus, si le maire le juge convenable. Les expérimentateurs en feront trois à une demi-heure d'intervalle et prendront la moyenne. Le directeur de l'usine sera chaque fois invité à assister ou à s'y faire représenter. Dans tous les cas, aucune expérience ne pourra avoir lieu sans la présence d'un agent nommé par la commune ou par les communes desservies par la même usine.

La bonne épuration du gaz sera constatée par cet agent au moyen de bandes de papier blanc non collé, préalablement préparées en les plongeant dans une dissolution d'acétate neutre de plomb dans l'eau distillée contenant une partie de sel pour cent d'eau. Ces bandes de papier resteront dans le courant du gaz pendant la durée d'un des essais du pouvoir éclairant ou chaque fois que l'administration municipale le jugera à propos ; si elles ne brunissent pas, l'épuration est bonne.

Les essais seront toujours faits conformément à l'instruction précitée de MM. Dumas et Regnault.

La teneur du gaz en oxyde de carbone sera soumise à des vérifications quotidiennes, dans les mêmes conditions que son pouvoir éclairant. Le taux-limite sera fixé conformément à l'avis du Conseil d'hygiène.

Les moyens de vérification ci-dessus spécifiés pourront être modifiés ou complétés suivant les progrès de la science, et notamment le contrôle du pouvoir calorifique sera substitué au contrôle du pouvoir éclairant, si cette substitution est reconnue utile et pratique.

Le pouvoir calorifique ne pourra descendre, en aucun cas, au-dessous des limites obtenues par les procédés actuels de fabrication, c'est-à-dire 4.700 calories par mètre cube de gaz ramené à 0 degré et sous la pression de 760^{mm}.

Les frais de contrôle seront à la charge du concessionnaire.

Les droits des particuliers sont absolument réservés relativement aux réclamations qu'ils pourraient avoir à adresser à la Société concessionnaire pour les causes ci-dessus.

Art. 13. — Si par suite des progrès de la science, les communes desservies par une même usine viennent à juger opportun d'imposer au concessionnaire, pour la fabrication du gaz tel qu'il est défini à l'article 10, des procédés nouveaux susceptibles d'amener un abaissement notable dans le prix de revient du gaz, la société concessionnaire sera tenue de se conformer aux prescriptions de ces communes, pourvu que ces procédés aient été employés avec succès pendant deux ans consécutifs dans une commune de France d'au moins 10.000 habitants.

Dans le cas où la mise en œuvre de ces procédés nouveaux obligerait la Société concessionnaire à des dépenses d'installation spéciale, cette Société prélèverait chaque année, sur l'économie réalisée, une somme proportionnelle au temps restant à courir de la concession et telle que la Société pourra amortir de cette époque, jusqu'à la fin de son traité, le capital dépensé plus les intérêts de 4 o/o l'an ; la moitié du surplus de l'économie réalisée après ce prélèvement appartiendrait à la commune.

Les devis des travaux à exécuter devraient être préalablement soumis à l'approbation des communes intéressées et la Société concessionnaire aurait à justifier, après leur exécution, de la dépense effectuée.

Ces stipulations ne seront applicables que dix ans après la mise à exécution du présent traité.

En cas de mise en œuvre d'un nouveau procédé, sur la demande de l'Administration municipale, aucun autre perfectionnement ne pourra être imposé avant l'expiration d'une autre période de dix ans, à partir de cette mise en œuvre.

Au cas où la présente convention prendrait fin avant la

date fixée par l'article 2 pour son expiration et pour quelque cause que ce soit, la Société concessionnaire ne pourrait réclamer à la commune aucune indemnité pour ce qui resterait à amortir.

Art. 14. — Les dispositions de l'article précédent ne préjudicient pas au droit que la commune s'est réservé par l'article 1^{er} d'exploiter ou de concéder tous agents de lumière, de chaleur ou de force motrice autres que le gaz extrait de la houille, le gaz d'huile et le gaz à l'eau, sauf à la commune à accorder à la Société concessionnaire la préférence, à conditions égales, pour tous gaz dont la distribution exigerait la pose de tuyaux souterrains.

Dans le cas où il y aurait lieu à exercice de ce droit de préférence, la Société concessionnaire serait mise en demeure, par simple lettre recommandée, d'avoir, dans le délai d'un mois, à accepter, à des conditions égales à celles qui sont offertes à la commune, la concession de ces agents de lumière de chaleur ou de force motrice.

En cas de refus de la part de la Société concessionnaire ou faute par elle d'avoir répondu, dans le délai ci-dessus fixé, la commune pourra traiter avec tous autres.

Art. 15. — Le gaz devra être tenu constamment dans les conduites souterraines sous une pression minima de 35 millimètres d'eau, afin qu'il arrive aux appareils d'utilisation en quantité suffisante, même dans le cas où il aurait à traverser un compteur.

Les vérifications auxquelles pourrait donner lieu cette prescription seront faites à la diligence de l'autorité municipale, au moyen de manomètres, qui seront posés à demeure sur tous les points indiqués par l'Administration municipale et aux frais de la Société concessionnaire.

§ 3. — *Approvisionnements.*

Art. 16. — La Société concessionnaire devra toujours avoir en magasin des approvisionnements de toutes espèces de

matières premières suffisants pour fournir le gaz pendant six semaines au moins en prenant pour base la consommation de la période correspondante de l'année précédente, tant pour la commune de _____ que pour les autres communes alimentées par la même usine.

L'effectif de l'approvisionnement sera déterminé pour chaque période de six semaines par les maires des communes intéressés en proportion de la quantité de gaz ci-dessus spécifiée, étant entendu que la tonne de houille sera considérée comme produisant en moyenne 300 mètres cubes de gaz.

A cet effet, la Société concessionnaire fournira, tous les mois, aux administrations municipales, les états d'approvisionnements et les quantités de gaz fabriquées pendant le mois précédent.

Ces approvisionnements et les quantités de gaz fabriquées seront vérifiés toutes les fois que les communes l'exigeront et avec l'aide de la Société concessionnaire.

Art. 17. — La Société concessionnaire s'engage, pour le cas où l'usine qui desservira la commune de _____ ne serait pas située sur le territoire de celle-ci, à avoir toujours dans cette commune un approvisionnement suffisant de coke pour la vente au détail à des prix correspondant à ceux appliqués pour la vente à l'usine.

§ 4. — *Personnel.*

Art. 18. — Le travail des ouvriers et agents employés par la Société concessionnaire sera soumis aux conditions prévues par le décret du 10 août 1899.

La Société concessionnaire devra, d'accord avec son personnel, organiser un service de secours, de prévoyance et de retraites pour lequel elle versera une somme égale à celle versée par les ouvriers et agents.

La Société concessionnaire s'engage à comprendre dans son personnel, de préférence, les agents de la Compagnie

Parisienne du Gaz en exercice dans les communes intéressées à la fin de 1905 pour les services de l'éclairage desdites communes.

TITRE III

FOURNITURE DU GAZ AUX SERVICES PUBLICS

Art. 19. — L'éclairage public, dont l'entreprise est concédée sous les réserves énoncées aux articles 1^{er} et 14, comprend toutes les voies publiques existantes et celles qui pourront être créées, ainsi que tous les établissements communaux qui seront désignés par l'Administration municipale.

Outre les hôpitaux, hospices et établissements de bienfaisance, seront considérés comme établissements municipaux ceux dont les dépenses seront directement à la charge des budgets de ces établissements ou de la commune et payées par ces établissements ou la commune.

L'éclairage public s'applique également aux établissements intercommunaux, ainsi qu'aux établissements départementaux ou nationaux, qui seront indiqués par l'administration préfectorale.

Le gaz devra être fourni à la commune et aux établissements ci-dessus spécifiés non seulement pour l'éclairage, mais encore pour le chauffage et la force motrice.

Art. 20. — Le prix du gaz fourni aux services publics est fixé, sauf paiement de la redevance prévue à l'article 53, à quinze centimes le mètre cube pour les consommations constatées au moyen du compteur.

Pour les consommations à l'heure, réservées exclusivement à l'éclairage de la voie publique et ses dépendances, le prix sera calculé toujours sur les mêmes bases que ci-dessus, mais en tenant compte de la nature des becs employés.

Le minimum de la consommation de chaque lanterne des-

tinée à l'éclairage des voies publiques et de leurs dépendances est fixé à 160 mètres cubes par an.

La commune pourra, sous réserve de la disposition du paragraphe précédent, employer des becs de tout modèle et de tout calibre, quel qu'en soit le débit, à la condition de s'entendre avec la Société pour la consommation normale de ces becs et de se livrer avec elle à des expériences contradictoires comme il est dit à l'article 28.

Les becs devront toujours être munis de régulateurs.

Art. 21. — L'éclairage des voies publiques et de leurs dépendances est divisé en éclairage permanent et éclairage variable.

L'éclairage permanent fonctionne du soir au matin sans interruption.

L'éclairage variable est subordonné aux besoins des localités.

La division de l'éclairage sera faite par le maire, qui aura toujours le droit de la modifier.

Art. 22. — Les heures d'allumages et d'extinction des becs permanents seront déterminées par un tableau dressé chaque année par le maire et imprimé aux frais de la Société concessionnaire.

Les heures d'allumage et d'extinction des becs variables seront fixées par décisions particulières du maire.

Art. 23. — La Société concessionnaire soumettra chaque année les itinéraires des allumeurs à l'administration municipale qui pourra prescrire tous changements qu'elle jugera convenables.

Lorsque ces itinéraires auront été arrêtés par le maire, la Société concessionnaire ne pourra les modifier sans le consentement par écrit de l'administration municipale.

Art. 24. — L'allumage sera fait en quarante minutes en plus, c'est-à-dire qu'il pourra commencer vingt minutes avant l'heure du tableau et qu'il devra être terminé au plus tard vingt minutes après cette heure.

L'extinction pourra commencer vingt minutes avant l'heure fixée par le tableau.

Il ne pourra être exigé de la Société concessionnaire qu'un allumage et deux extinctions par nuit.

Tous frais résultant de l'allumage et de l'extinction sont à la charge de la Société concessionnaire.

Art. 25. — Lorsqu'il surviendra des brouillards et des événements imprévus, la durée de l'éclairage pourra éprouver telle extension que les circonstances rendront nécessaire.

La Société exécutera, d'urgence, tous les ordres qui lui seront donnés à cet égard, par le maire, et elle ne pourra exiger que le prix du gaz consommé par suite de la prolongation de l'éclairage ou de l'augmentation du nombre de becs mis en service.

Art. 26. — La Société concessionnaire fournira, chaque fois qu'elle en sera requise par l'administration municipale, au moins un employé au courant du service pour accompagner les agents de cette administration dans leurs rondes de nuit et de jour.

Les employés qui accompagneront ces agents devront être munis de tous objets nécessaires au service des rondes.

Art. 27. — La Société concessionnaire devra employer le nombre d'agents nécessaire pour le service d'allumage et d'extinction. Si les agents donnaient lieu à quelque plainte grave, le maire, après en avoir donné avis à la Société concessionnaire, pourrait exiger leur renvoi ou leur déplacement, même sans délai.

Art. 28. — Pendant les vingt premières années du traité, les lanternes ainsi que les candélabres et les consoles qui doivent les supporter, seront fournis par la Société concessionnaire et à ses frais, d'après le type déposé à la mairie comportant la lanterne carrée du modèle de la ville de Paris.

Pendant les dix dernières années, la fourniture de ces

appareils sera l'objet d'un accord entre la Société concessionnaire et la commune.

La Société concessionnaire fera placer ces appareils aux endroits qui lui seront indiqués par le maire, et les fera peindre et numéroté, le tout à ses frais.

Elle fournira et établira également à ses frais tous les travaux d'embranchement, tubes intérieurs, robinets, brûleurs et généralement tous les accessoires qui constituent l'ensemble d'un appareil à gaz avec bec papillon servant à l'éclairage des voies publiques.

La commune pourra exiger l'installation d'appareils ou de becs d'un modèle différent de celui prévu ci-dessus, à charge par elle de payer le surcroît de la dépense s'il y a lieu.

Aucun modèle ne sera mis en service qu'après qu'il aura été procédé, pour les brûleurs, à la reconnaissance contradictoire au nombre de litres consommés à l'heure sous la pression de trente millimètres d'eau ainsi que des dimensions de la flamme et du pouvoir éclairant moyen.

Art. 29. — Les fournitures livrées par la Société concessionnaire en vertu de l'avant-dernier paragraphe de l'article qui précède et toutes fournitures ainsi que tous travaux non prévus effectués à la demande du maire et pour le compte de la commune, se feront à prix de règlement sur les bases de la série en vigueur des prix de la Société centrale des architectes, déduction faite d'un rabais de 15 o/o et avec application de l'échelle mobile.

Les comptes seront soldés trimestriellement.

Art. 30. — Les appareils nécessaires aux illuminations et fêtes publiques seront à la charge de la commune et des divers établissements énumérés à l'article 19, mais la Société concessionnaire sera tenue de les mettre en place, après les avoir nettoyés et réparés, de les démonter, les allumer et les éteindre, le tout gratuitement.

Art. 31. — La Société concessionnaire entretiendra en bon

état tout le matériel d'éclairage existant au 1^{er} janvier 1906 d'après inventaire dressé à ses frais et celui établi par elle depuis cette date.

Elle fera réparer immédiatement les fuites qui se manifesteront dans les tuyaux, robinets et autres accessoires. Elle fera remplacer immédiatement, et au plus tard sur le premier avis qui lui en sera donné par la municipalité, les verres brisés ou fêlés, les brûleurs, et en général tous les objets hors de service.

La Société concessionnaire sera responsable, sauf le cas de force majeure, de tous les accidents et dégradations qui pourront arriver à ce matériel ; elle sera même responsable des vols dont ce matériel pourrait être l'objet.

Les procès-verbaux qui seront dressés, à ce sujet, par le commissaire de police ou tout autre agent assermenté serviront, s'il y a lieu, de titre à la Société concessionnaire pour réclamer les frais de remplacement contre les auteurs ou fauteurs de dommages, sans que l'Administration municipale puisse jamais être recherchée.

Art. 32. — La Société concessionnaire entretiendra les lanternes dans un parfait état de propreté.

Le nettoyage sera fait au moins une fois par semaine et devra être terminé une heure au moins avant l'allumage.

Les candélabres devront être lavés au moins une fois par mois, dans toute leur hauteur.

Art. 33. — Les numéros des lanternes seront inscrits sur une plaque dont le modèle sera déterminé par le maire.

La Société concessionnaire entretiendra les peintures et renouvellera au besoin les plaques, qui devront toujours être en très bon état ; les inscriptions seront toujours lisibles.

Art. 34. — La Société concessionnaire renouvellera, au moins une fois par an, à l'époque fixée par la maire, la peinture à l'huile des candélabres et des consoles, suivant les

tons de couleurs qui seront indiqués, avec tous les apprêts qui pourront être nécessaires.

Art. 35. — Tous les frais résultant des articles 31, 32, 33 et 34 seront, sous réserve du minimum de consommation garanti en vertu de l'article 20, à la charge de la Société concessionnaire, sans aucune indemnité de la part de la commune, à la condition qu'il s'agisse de consoles ou candélabres à lanternes carrées du modèle de la ville de Paris et que les lanternes soient munies de becs ordinaires papillon.

Dans le cas où la commune ferait installer des appareils à lanternes rondes, elle aurait à payer une indemnité journalière de 0 fr. 02 par appareil. Lorsque dans une lanterne il y aura plusieurs becs, il sera alloué 0 fr. 01 par jour et par chaque bec en sus du premier pour frais d'allumage et d'entretien.

Si la commune désirait mettre en service des appareils avec brûleurs intensifs ou des brûleurs de systèmes variées autres que les brûleurs à incandescence prévus à l'article 37, le prix de leur entretien serait fixé de gré à gré, la commune se réservant le droit de traiter avec des entrepreneurs de son choix.

Art. 36. — La Société concessionnaire exécutera toutes les suppressions et tous les déplacements d'appareils d'éclairage dans les délais qui lui seront prescrits par le maire. Les frais de ces suppressions et de ces déplacements seront à la charge de la Société concessionnaire, sans aucune indemnité de la part de la commune.

Les objets supprimés appartiendront à la Société concessionnaire.

Art. 37. — Pour les appareils publics où la commune aura fait installer l'éclairage à l'incandescence, la Société concessionnaire sera tenue, à la demande de la commune, de l'entretien qui comprendra : le nettoyage des becs, le remplacement et la pose de manchons et des verres et, s'il y a

lieu, le remplacement du réflecteur ainsi que de toutes les parties constituant l'appareil.

Cet entretien sera fait moyennant un prix forfaitaire annuel de 9 francs pour les becs ayant une consommation inférieure à 150 litres par heure, de 12 francs pour les becs d'une consommation égale ou supérieure à 150 litres.

Ces prix seront révisés tous les trois ans et pourront être diminués en tenant compte des quantités de manchons consommés dans la période précédente et de la baisse du prix des manchons.

De même qu'à l'article 31 pour les appareils ordinaires, la Société concessionnaire sera responsable de tous les accidents, dégradations et vols dont ces becs pourraient être l'objet.

Les frais de première installation des appareils à incandescence, y compris ceux de transformation des lanternes, seront à la charge de la commune qui restera libre de faire faire cette installation par des entrepreneurs de son choix.

Art. 38. — Pendant toute la durée de la concession, l'Administration municipale pourra autoriser ou faire elle-même des essais d'éclairage, de chauffage ou de force motrice, par tous les systèmes qui pourront se produire et sur tel point de la Ville qu'elle jugera convenable, sans toutefois que ces essais engagent en rien la responsabilité de la Société concessionnaire quant aux perturbations qu'ils amèneraient dans le service général ou quant aux frais qui en résulteraient et sans qu'ils puissent en aucun cas nuire à l'éclairage des abonnés du gaz.

TITRE IV

DES CONTRAVENTIONS AUX DISPOSITIONS DES TITRES II ET III

Art. 39. — La Société concessionnaire s'engage à exécuter ponctuellement ses obligations sous peine de dommages

et intérêts. Dans les cas déterminés par les articles ci-après, les dommages et intérêts seront supportés sous forme de retenues et imputés sur les sommes revenant à la Société concessionnaire.

Art. 40. — Les retenues sont fixées ainsi qu'il suit pour les contraventions aux conditions générales de l'exploitation (Titre II) :

1° Pour chaque jour où le gaz ne serait pas parfaitement épuré ou présenterait un excès d'oxyde de carbone, la Société concessionnaire supportera une retenue de 50 francs pendant les cinq premiers jours et de 100 francs pour chacun des jours suivants ;

2° Dans le cas de manque de pression, la Société concessionnaire supportera une retenue journalière de 10 francs. Cette amende sera appliquée dès la constatation, sauf le cas de force majeure, si le fait est dû à un défaut d'entretien des conduites ; elle ne le sera qu'au bout de cinq jours si le défaut est dû à l'engorgement par des matières solides ou rentrées d'eau extérieures, et au bout de dix jours si le défaut de pression est dû à l'insuffisance des conduites ;

3° Lorsque la Société concessionnaire sera mise en demeure d'exécuter tout ou partie des poses de canalisations ou de travaux de voirie mentionnés dans les articles 4 et 9, elle supportera une retenue de 5 francs par jour et par 20 mètres courants de conduites ou d'embranchements non placés, ou de voies non remises en état aux délais fixés ;

4° Si dans les vingt-quatre heures du moment où l'Administration municipale aurait signalé par écrit une fuite de gaz, il n'a pas été procédé aux réparations nécessaires, la retenue sera de 5 francs par jour ;

5° En cas de déficit dans les approvisionnements exigés par l'article 16, sauf en cas de force majeure, la retenue sera de 50 francs pour chaque trentième manquant, avec répétition pour chaque nouveau jour de retard, si l'approvisionnement n'est pas complété dans la huitaine ;

6° Si la Société concessionnaire ne mettait pas en œuvre les procédés nouveaux prescrits par l'Administration, conformément à l'article 13, elle subirait une retenue de 40 francs par jour de retard non justifié.

Art. 41. — Pour les contraventions aux conditions spéciales à la fourniture du gaz aux services publics (Titre III), les retenues sont fixées ainsi qu'il suit :

1° Pour chaque bec papillon dont la flamme n'aurait pas la dimension prescrite, il sera fait une retenue de 0 fr. 20.

Pour chaque bec à incandescence dont le manchon ne serait pas incandescent au moins jusqu'au trois quarts de sa hauteur ou dont le manchon aurait subi une détérioration notable, ou dont l'intensité lumineuse aurait, pour une cause quelconque, baissé d'un tiers par rapport à celle donnée par les manchons neufs, calculée, pour les becs actuellement en service, à raison de 20 litres par carcel-heure, il sera fait une retenue de 0 fr. 50.

Chaque retenue sera réduite de moitié lorsque la défectuosité dans les becs aura été rectifiée avant l'allumage du lendemain et qu'il en aura été justifié ;

2° Pour chaque brûleur qui ne serait pas du modèle déterminé par le maire, la retenue sera de 10 francs.

3° Lorsque l'allumage n'aura été fait, dans aucune partie de la commune, aux heures prescrites par le tableau d'éclairage, la retenue sera de 0 fr. 50, par bec et par demi-heure si le retard a lieu pour cinq ou pour un plus grand nombre de becs établis à la suite les uns des autres. Lorsque le retard apporté dans l'allumage n'aura lieu que pour des becs isolés, la retenue sera, pour chaque bec et par demi-heure de 0 fr. 15.

La retenue sera de 0 fr. 50 pour tout bec non allumé pour cause d'engorgement ; elle sera de 0 fr. 25 pour tout bec qui s'éteindra pour la même cause, sans pouvoir être rallumé.

La retenue sera de 0 fr. 20 par bec, pour chaque demi-heure d'extinction prématurée ; cependant elle sera réduite

de moitié toutes les fois que les becs étant éteints prématurément auront été rallumés et lorsqu'il en aura été justifié ;

4° La retenue sera de 0 fr. 50 par chaque allumeur qui ne suivrait pas l'itinéraire fixé ;

5° Si la Société concessionnaire ne se conformait pas aux ordres d'urgence qui lui seront donnés, elle supportera, pour chaque bec qui ne serait pas en service aux heures prescrites, une retenue du double du prix du service de ce bec, pendant toute la durée de la nuit ;

6° Il sera fait une retenue de 5 francs, chaque fois qu'un employé n'aura pas été mis à la disposition de l'Administration municipale, conformément aux prescriptions de l'article 26. Si cet employé n'était pas muni des objets nécessaires, il serait considéré comme non fourni, et la même retenue serait appliquée ;

7° Par chaque jour de retard dans l'envoi des itinéraires des allumeurs, la retenue sera de 5 francs ;

8° La retenue sera de 3 francs par jour, par chaque employé qui ferait le service après que son exclusion aurait été réclamée par le maire conformément à l'article 27 ;

9° La Société concessionnaire supportera une retenue de 2 francs par appareil et par jour de retard non justifié qu'éprouverait la mise en service des appareils, passé le délai fixé par l'Administration municipale pour le placement de ces appareils ;

10° La Société concessionnaire supportera une retenue de 0 fr. 50 par jour et pour chaque appareil ayant des verres cassés ou dans les tuyaux duquel se seraient manifestées des fuites, qui n'auraient pas été réparées après avertissement ;

11° La retenue sera également de 0 fr. 50 par jour pour les cas ci-après :

Pour chaque lanterne qui ne serait pas nettoyée aux époques fixées (sans avertissement) ;

Pour chaque plaque ou inscription manquante, illisible

ou incomplète, qui n'aurait pas été réparée ou remplacée (après avertissement) ;

Pour chaque candélabre ou console dont la peinture n'aurait pas été renouvelée (après avertissement) ;

Pour chaque appareil qui ne sera pas lavé aux époques fixées (après avertissement) ;

Pour chaque bec qui ne donnera pas la consommation normale avec répétition si le défaut persiste trois jours (après avertissement) ;

Pour chaque réparation prescrite, de quelque nature qu'elle soit, aux appareils dont l'entretien est confié à la Société concessionnaire, qui n'aurait pas été exécutée dans les délais fixés.

Art. 42. — Faute par la Société concessionnaire de satisfaire aux obligations qui lui incombent en vertu des titres II et III, l'administration pourra, après une simple mise en demeure, pourvoir d'office et aux frais de la Société concessionnaire à leur exécution, indépendamment des retenues fixées par les articles précédents.

De plus, il est bien entendu que la commune aura toujours le droit, en sus des retenues prévues aux précédents articles, de réclamer la résiliation du présent traité en cas de violations graves et réitérées par la Société concessionnaire des clauses et conditions de celui-ci.

Art. 43. — Toutes les retenues ci-dessus seront prononcées par le maire d'après les procès-verbaux des agents de l'Administration municipale et pour chaque contravention constatée.

La Société concessionnaire aura trois jours francs, après avis donné de chaque procès-verbal, pour fournir des observations par écrit.

Sur le vu des procès-verbaux et des observations de la Société concessionnaire, si elle en fournit, le maire prononcera s'il y a lieu et sans appel les retenues encourues par la Société concessionnaire. L'inscription de tous les procès-ver-

baux sera consignée sur un registre *ad hoc* coté et paraphé par le maire : une colonne d'observations sera ménagée à chaque page pour recevoir la suite donnée à ces procès-verbaux.

Art. 44. — Si par suite d'événements de force majeure, la Société concessionnaire se trouvait momentanément empêchée de faire son service en tout ou en partie, conformément aux prescriptions des titres II et III, elle ne serait sujette à l'application d'aucune des retenues fixées, à la condition expresse de rétablir le tout dans le plus bref délai possible, et de prendre, sans le moindre retard, toutes les mesures nécessaires pour recommencer son service.

L'éclairage au gaz, tant des voies publiques que des bâtiments ou établissements publics énoncés à l'article 19 devra, au cas susindiqué, partout où l'Administration la demandera, être remplacé par un mode d'éclairage équivalent, autant que possible, et ce aux frais de la Société concessionnaire qui ne pourra demander à la commune autre chose que le prix du gaz qui aurait été normalement consommé.

A défaut par la Société concessionnaire de satisfaire à cette obligation, la municipalité y pourvoira aux frais de la Société.

Cette suspension de l'éclairage aux gaz ne pourra, en aucun cas, excéder le temps jugé, d'un commun accord, nécessaire pour réparer l'accident qui l'aurait nécessité, sous peine de dommages et intérêts.

Si l'interruption provient de toute autre cause que de force majeure, non seulement la Société concessionnaire devra pourvoir dans les vingt-quatre heures à l'éclairage, comme il est dit ci-dessus, faute de quoi l'administration municipale y pourvoira aux frais, risques et périls de la Société, mais de plus cette dernière aura à subir une retenue de 5 francs par jour et par chaque bec éteint.

TITRE V

FOURNITURE DU GAZ AUX PARTICULIERS

Art. 45. — La Société concessionnaire sera tenue de fournir le gaz pour l'éclairage, le chauffage et la force motrice à tout consommateur qui se trouvera sur le parcours des canalisations et se conformera aux prescriptions dudit traité et aux dispositions des règlements concernant la pose des appareils.

Les polices, en vertu desquelles seront souscrits les abonnements devront être conformes à un modèle approuvé par l'Administration municipale : elles auront une durée d'au moins trois mois.

Aucun abonnement ne pourra être refusé, mais la Société concessionnaire pourra exiger une provision de deux francs par bec, constaté d'après la capacité du compteur. Dispense de cette provision sera accordée à tous les abonnés employant les compteurs à paiement préalable.

Art. 46. — Le consommateur prendra livraison du gaz au moyen d'un branchement sur la conduite principale. Ce branchement, depuis la conduite principale et jusques et y compris le robinet extérieur à coffret, sera, ainsi que tous ses accessoires, fourni, posé et entretenu par la Société concessionnaire, et à ses frais. L'abonné devra payer à la Société concessionnaire une redevance calculée à raison de 0 fr. 50 par mois pour prix de location et entretien du branchement ; cette redevance lui sera remboursée en fin d'année s'il a consommé, pendant l'année écoulée, 300 mètres cubes de gaz au minimum.

La Société concessionnaire devra gratuitement l'entretien

des branchements établis avant le 1^{er} janvier 1906, et qui lui seront livrés à partir de cette date.

L'entretien des branchements établis avant ou après le 1^{er} janvier 1906 comprend, en outre de tous les travaux nécessités par la réparation des fuites et toutes avaries, le remplacement en cas de besoin, et les modifications de toute nature résultant des travaux de la voie, qui nécessiteront des changements ou des réparations aux conduites et aux branchements.

La partie du branchement intérieur de la propriété, depuis le coffret jusqu'au compteur, sera établie aux frais de l'abonné par les entrepreneurs de son choix, de même que les appareils intérieurs après le compteur. Dans aucun cas la Société concessionnaire ne pourra être rendue responsable de la partie intérieure du branchement ni des appareils dont la conservation et l'entretien sont à la charge de l'abonné.

Art. 47. — La Société concessionnaire sera tenue d'établir à ses frais les colonnes montantes dans les immeubles où la demande lui en sera faite, à la condition qu'il soit signé, dans ledit immeuble, au moins trois abonnements.

Toutefois cette disposition ne sera appliquée qu'à partir du 1^{er} janvier 1907 dans les immeubles qui au 1^{er} janvier 1906 seraient déjà pourvus de colonnes montantes.

Les colonnes montantes appartiendront en fin de concession aux propriétaires des immeubles ; toutefois pour les colonnes montantes installées pendant les dix dernières années de la concession, les propriétaires rembourseront à la Société concessionnaire la partie non encore amortie des frais d'établissement, l'amortissement étant calculé comme s'opérant en dix années.

Les colonnes montantes installées par la Société concessionnaire et celles qui lui auront été livrées à partir du 1^{er} janvier 1906 seront entretenues et visités par la Société, à ses frais et sous sa responsabilité.

Les branchements qui seront faits sur cette canalisation

seront installés gratuitement par la Société concessionnaire.

Art. 48. — Le gaz sera fourni au compteur.

Les compteurs seront à la charge des abonnés, qui auront la faculté de les prendre parmi les systèmes à mesure invariable autorisées par l'Administration, et de les faire poser par des entrepreneurs de leur choix. Ils ne pourront être mis en service qu'après avoir été vérifiés et poinçonnés par l'Administration. Ils seront soumis, quant à leur exactitude et la régularité de leur marche, à toutes les vérifications que la commune pourra prescrire, sans préjudice de celle que les abonnés ou la Société concessionnaire voudrait faire effectuer par les voies de droit.

Les abonnés auront la faculté de faire entretenir le compteur dont ils sont propriétaires par la Société concessionnaire moyennant la rétribution mensuelle ci-après :

5 becs.....	35 centimes
10 —	45 —
20 —	55 —
30 —	60 —
40 —	65 —
60 —	70 —
80 —	75 —
100 —	80 —
150 —	85 —
200 —	90 —
300 —	95 —

La Société concessionnaire fournira, en location, des compteurs d'un système autorisé à ceux des abonnés qui le demanderont, moyennant le paiement des rétributions mensuelles ci-après, qui comprennent la pose, l'entretien et les réparations desdits compteurs.

Débit horaire normal du compteur	Nombre de becs de 140 litres alimentés normalement	Prix mensuel d'entretien et de location
0 ^{m³} ,700	5	» 75
1 ^{m³} ,400	10	» 90
2 ^{m³} ,800	20	1 25
4 ^{m³} ,200	30	1 60
5 ^{m³} ,600	40	2 »
8 ^{m³} ,400	60	2 50
11 ^{m³} ,200	80	3 »
14 ^{m³}	100	3 50
21 ^{m³}	150	4 50
28 ^{m³}	200	6 »
42 ^{m³}	300	8 »

Lorsque la demande lui en sera faite, la Société concessionnaire sera tenue de fournir des compteurs à paiement préalable aux prix de location et d'entretien de 1 franc par mois pour le compteur de 5 becs et de 1 fr. 25 centimes pour le compteur de 10 becs.

Les abonnés au compteur auront la libre disposition du gaz qui aura passé par le compteur. Ils pourront distribuer le gaz comme bon leur semblera, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur de leur domicile, sans que, dans le cas où le nombre de becs serait augmenté, il puisse en résulter aucune action contre la Société concessionnaire à raison de la faiblesse d'éclairage, le compteur devant être proportionné à la consommation maxima de gaz de l'abonné tant pour l'éclairage que pour le chauffage et tous autres usages.

A l'entrée du compteur il sera placé un robinet de sûreté. Le compteur sera posé et maintenu par des vis ou scellements sur une plate-forme fixe parfaitement horizontale. Ses raccords sur les tuyaux d'arrivée et de sortie du gaz seront plombés avec l'empreinte du cachet de la Société concessionnaire. Toute rupture des scellements et des cachets par le fait de l'abonné, pourra donner lieu à des dommages et inté-

rêts et à toute poursuite de droit. Il est formellement interdit à l'abonné d'apporter aucune modification dans les organes du compteur et de ses accessoires et dans sa position, sans le concours d'un agent de la Société concessionnaire.

L'abonné devra laisser un libre accès aux agents de la Société concessionnaire dans l'endroit où sera posé le compteur. Tout refus à cet égard sera poursuivi par les voies de droit.

L'emplacement du compteur devra être d'un facile accès et choisi de manière que le chiffre des consommations puisse être exactement relevé.

Art. 49. — La Société concessionnaire sera tenue, à la demande des abonnés, de faire dans les logements des petits ménages des installations gratuites d'éclairage et de chauffage comprenant la fourniture et la pose 1° d'un compteur à paiement préalable, 2° de trois becs au plus, avec toute la plomberie nécessaire. Ces installations ne donneront lieu à aucune redevance, mais, pour compenser la gratuité de l'installation et de l'entretien, le prix du gaz sera majoré de 4 centimes par mètre cube sur le prix fixé à l'article 51.

Art. 50. — Dans le cas où, par l'effet de quelque accident de force majeure, la fourniture du gaz se trouverait interrompue, la Société concessionnaire ne sera tenue à aucune indemnité en faveur de l'abonné, si l'interruption n'a pas duré plus de trois jours à partir de l'avis donné par l'abonné à la Société concessionnaire.

Art. 51. — Le prix du mètre cube de gaz vendu aux particuliers, pour l'éclairage, le chauffage ou la force motrice est fixé, sous réserve de la redevance due à la commune, à 0 fr. 16 au maximum.

Art. 52. — La Société concessionnaire aura la faculté de fournir, pour l'éclairage de la population flottante, telle que forains, cirques, etc., du gaz autrement qu'au compteur. En conséquence, elle pourra traiter comme elle l'entendra pour la fourniture du gaz à tant par bec et par heure d'éclairage ;

mais dans ce cas, elle devra au préalable s'entendre avec l'Administration municipale, afin d'établir d'un commun accord la redevance devant revenir à la Commune.

TITRE VI

DIPSOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Art. 53. — La Société concessionnaire, comme redevance pour l'usage du sous-sol et des canalisations dont la commune est propriétaire, paiera à cette dernière deux centimes par mètre cube de gaz vendu dans la commune, soit pour les services publics, soit pour le service des particuliers. La redevance à payer par mètre cube de gaz vendu pour les services publics sera portée à trois centimes si la consommation totale de la commune, tant pour les services publics que pour le service des particuliers, dépasse 500.000 mètres cubes, à quatre centimes si cette consommation totale dépasse 1 million de mètres cubes.

La Société concessionnaire devra communiquer à l'Administration municipale tous livres, documents et renseignements que celle-ci jugera utiles pour le contrôle du nombre de mètres cubes consommés.

Le montant de la redevance due à la commune sera imputé sur les sommes dues par celle-ci pour fourniture de gaz.

Art. 54. — MM. Rouland et Chamon devront, au plus tard dans un délai de deux mois à partir de l'approbation préfectorale du présent traité, et ce à peine de déchéance, constituer une Société anonyme, qui leur sera substituée, avec l'autorisation de la commune et avec laquelle ils resteront solidairement responsables vis-à-vis de la commune, pendant dix ans au moins, de tous les engagements qu'ils auront contractés envers celle-ci.

Cette Société ne pourra sous-traiter, céder, ni transporter, ni concéder à titre de fermage, le présent traité, sans en

avoir obtenu l'autorisation, par écrit de l'Administration municipale, après délibération du Conseil municipal et sauf approbation préfectorale.

Art. 55. — La Société qui sera substituée à MM. Rouland et Chamon, en vertu de l'article précédent, devra verser aux mains du receveur municipal ou à la Caisse des dépôts et consignations une somme calculée à raison de 4 centimes par mètre cube de gaz consommé dans la commune pendant l'année 1901, somme qui lui portera un intérêt égal à celui servi à la commune. Cette somme, destinée à former le cautionnement de l'entreprise, sera versée, à peine de déchéance, dans les huit jours de l'arrêté préfectoral approuvant la substitution de cette Société à MM. Rouland et Chamon.

Il sera loisible à la Société de constituer son cautionnement en rentes sur l'Etat français au lieu de numéraire et, dans ce cas, elle touchera intégralement l'intérêt des titres déposés.

L'Administration municipale restituera la moitié du cautionnement après construction et mise en service de l'usine qui desservira la commune ; l'autre moitié sera conservée jusqu'à la fin de la concession.

Art. 56. — Dans le cas où la fourniture de gaz serait interrompue par suite de faillite, liquidation judiciaire, dissolution de société ou de toute autre cause, l'Administration municipale, après simple mise en demeure en la forme administrative ou par acte extrajudiciaire, pourra, si le service n'a pas été rétabli dans les vingt-quatre heures, prendre possession de l'usine, de toutes ses dépendances et des approvisionnements et pourvoir au service tant public que particulier, aux frais, risques et périls de la Société concessionnaire et sous la garantie du cautionnement.

Art. 57. — La commune considère comme travaux d'utilité publique tous ceux qui seront nécessaires pour la pose et la réparation des tuyaux et pour l'établissement des appareils d'éclairage de la voie publique.

En conséquence, elle s'engage à intervenir administrativement dans les difficultés qui pourront s'élever à cet égard entre la Société concessionnaire et les propriétaires des habitations devant ou sur lesquelles des travaux devraient être exécutés.

La commune interviendra également à titre administratif dans les difficultés qui pourront s'élever entre la Société concessionnaire et les entrepreneurs de travaux publics, à l'occasion des dommages que ladite Société éprouverait, ou de la responsabilité qu'elle encourrait de leur fait, directement ou indirectement.

Art. 58. — La commune s'interdit, pendant la durée du traité, d'augmenter, soit par la création ou l'élévation de droits d'octroi, soit par l'établissement de taxes de remplacement desdits droits, les charges imposées à la Société concessionnaire par la présente convention.

Art. 59. — A l'expiration de la concession et sans aucune indemnité, la commune deviendra propriétaire de plein droit et entrera de suite en possession de toutes les canalisations, de tous branchements et de tous appareils d'éclairage installés par la Société concessionnaire à ses frais, ainsi que de tous leurs accessoires, sous réserve de ce qui est dit à l'article 4 pour les canalisations établies pendant les dix dernières années du traité. De plus, elle reprendra immédiatement possession de tout le matériel qui existait au 1^{er} janvier 1906 et qui n'aura pas été remplacé avant le 31 décembre 1935.

Art. 60. — La commune se réserve le droit de s'associer, pour tous objets se rattachant à l'exécution du présent cahier des charges avec les autres communes qui auront traité avec la même société concessionnaire pour la fourniture du gaz à partir du 1^{er} janvier 1906 ; il pourra, dans ce but, être créé soit une conférence intercommunale, soit un syndicat de communes dans les conditions prévues par la loi municipale du 5 avril 1884.

Art. 61. — La commune jouira toujours dans l'avenir de

clauses plus favorables que celles comprises dans le présent traité que MM. Rouland et Chamon ou la société qui leur sera substituée pourrait accorder à une commune ayant une consommation de gaz équivalente ou inférieure à la sienne et ce, que ladite commune appartienne au département de la Seine ou de Seine-et-Oise.

Art. 62. — MM. Rouland et Chamon, tant en leur nom personnel qu'au nom de la société en formation, s'engagent envers la commune :

1^o A assurer aux particuliers un dégrèvement de 10 centimes par mètre cube de gaz par eux consommé à partir du 1^{er} janvier 1904 ou de l'approbation préfectorale, si celle-ci n'intervient qu'après cette date, et ce, jusqu'au 1^{er} janvier 1906 ;

2^o A supporter les frais de ce dégrèvement.

Art. 63. — Par dérogation à l'article 15 ci-dessus, et jusqu'au 1^{er} janvier 1909, la Société concessionnaire ne sera tenue de justifier que d'une pression minima de 25 millimètres.

Art. 64. — Le présent traité ne sera définitif pour la commune qu'après avoir été approuvé par le Préfet de

Art. 65. — Tous les frais du présent traité, tels que droits de timbre et d'enregistrement, seront supportés par la Société concessionnaire.

Art. 66. — Pour l'exécution des présentes, MM. Rouland et Chamon élisent domicile à Paris, en leurs demeures ci-désignées, jusqu'à la constitution de la société prévue à l'article 54 et, à dater de cette constitution, au siège social de ladite société.

Et le maire de la commune de
à l'Hôtel de Ville.

*Texte approuvé par délibération du Comité d'Administration
du Syndicat des Communes dans sa séance plénière
du 24 juillet 1905*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté — Egalité — Fraternité.

Commune de

Règlement concernant les installations d'éclairage, chauffage et force motrice par le gaz, à l'intérieur des bâtiments et habitations

Le maire de la commune de

Vu la loi du 5 avril 1884, et notamment les articles 94 et 97 ;

Vu la délibération du Comité d'administration du Syndicat des Communes de la Banlieue de Paris pour le Gaz, en date du 24 juillet 1905.

ARRÊTE

Article premier. — Les installations de conduites et d'appareils destinés à l'usage du gaz pour l'éclairage, le chauffage et la force motrice à l'intérieur des bâtiments et habitations sont soumises aux prescriptions ci-après, qui s'appliqueront à toutes les installations à mettre en service à partir du 1^{er} janvier 1906.

Mise en service des installations à l'intérieur des bâtiments et habitations

Art. 2. — Le gaz ne peut être délivré par la Société concessionnaire qu'aux consommateurs qui justifient que leurs installations neuves ou modifiées peuvent être mises en service et qu'à cet effet elles remplissent toutes les conditions exigées par le présent règlement.

Art. 3. — L'Administration municipale se réserve le droit, dans l'intérêt de la sécurité publique, de faire visiter les installations, soit par ses propres agents, soit par les agents du Syndicat des Communes.

A cet effet, quand une installation neuve ou modifiée est prête à recevoir le gaz, le pétitionnaire ou son représentant en donne avis au maire, qui lui délivre immédiatement un accusé de réception

A moins d'opposition notifiée par l'Administration municipale au pétitionnaire dans les trois jours qui suivront l'avis ci-dessus, la mise en service pourra avoir lieu de plein droit.

Pose de branchements

Art. 4. — Aucun branchement ne peut être établi sur les canalisations posées sous la voie publique ou sur les colonnes montantes que par la Société concessionnaire du gaz. Les robinets des branchements sur canalisation posée sous la voie publique devront, lorsqu'ils seront installés dans une construction, être placés dans la partie extérieure des soubassements des maisons ou boutiques ou des murs de clôture.

Robinets extérieurs à coffret

Art. 5. — Le robinet extérieur sur rue sera enfermé dans un coffret disposé de telle sorte que le gaz qui s'y introduirait ne puisse s'échapper qu'en dehors des constructions. Il en sera de même pour le robinet extérieur sur colonne montante et, à cet effet, la cage d'escalier dans laquelle se trouvera le robinet devra être munie de moyens d'aération suffisants pour assurer l'échappement du gaz au dehors de la construction.

Le coffre sera fermé par une porte en métal, dont la

Société aura seule la clef. Cette porte sera disposée de telle sorte que le consommateur ne puisse ouvrir le robinet pour faire circuler le gaz sans l'action préalable de la Société, mais de manière, cependant, qu'il lui soit possible d'user du gaz à sa volonté ou d'en arrêter l'émission dès qu'il aura été mis à sa disposition par la Société concessionnaire. Celle-ci lui remettra une clef à cet effet.

Robinets de distribution intérieure

Art. 6. — Un robinet principal sera établi intérieurement, à l'origine de la distribution, pour donner aux consommateurs du gaz la faculté d'en intercepter l'introduction dans tous les appareils de distribution, malgré l'ouverture du robinet-coffret. Ce robinet, comme tous les autres robinets de la distribution, aura son canillon disposé de manière à ne pouvoir être enlevé de son boisseau, même par un effort violent. Un taquet sera placé de manière à ne permettre qu'un quart de révolution ; la position « Robinet fermé » devra être perpendiculaire à la partie de la conduite suivant immédiatement le robinet. Le robinet principal devra être placé aussi près que possible du compteur.

Art. 7. — Dans le cas où l'on ferait usage d'un tuyau souple, un robinet d'arrêt devra toujours être établi avant ce tuyau.

L'installation de ce robinet d'arrêt est de même exigée en avant de chaque appareil d'utilisation (brûleurs, fourneaux, etc.).

Art. 8. — En vue d'assurer une étanchéité parfaite, les clefs des robinets devront toujours avoir une longueur suffisante.

Tuyaux de distribution

Art. 9. — Les tuyaux de conduite et autres appareils ser-

vant à la distribution et à la consommation du gaz doivent rester apparents, sauf les exceptions relatives à la traversée des plafonds, planchers, murs, pans de bois, cloisons, placards, espaces vides intérieurs quelconques.

Art. 10. — Toutes les fois que les tuyaux seront ainsi dissimulés, ils seront placés dans un manchon continu en fer ou en laiton. Ce manchon sera ouvert à ses deux extrémités et dépassera d'un centimètre au moins les parements des murs, cloisons, planchers, etc., dans lesquels il sera encastré.

Le diamètre intérieur de ce manchon aura au moins un centimètre de plus que le diamètre extérieur du tuyau qu'il enveloppera.

Le manchon pourra toutefois être supprimé :

1° Dans les murs en pierre de taille, lorsque le tuyau ne les traversera que sur une longueur de moins de 90 centimètres ;

2° Derrière les glaces, panneaux, etc., pourvu qu'il existe entre les murs et les panneaux un espace libre suffisant pour l'aération.

Art. 11. — Si un tuyau est placé dans l'épaisseur d'un mur, d'une cloison, d'un plafond, d'un parquet, d'un plancher, le manchon du tuyau devra être terminé par un appareil à cuvette assurant la ventilation de l'espace libre entre le tuyau et son manchon. Le raccord soutenant l'appareil à gaz devra être vissé à la cuvette et non fondu avec elle.

Art. 12. — Les tuyaux de conduite et de distribution devront être construits en métal de bonne qualité autre que le zinc, et parfaitement ajustés.

Art. 13. — Des siphons de purge seront placés aux points bas des contrepentes de la canalisation intérieure. La partie inférieure de ces siphons sera fermée par un bouchon métallique à vis.

Compteurs

Art. 14. — Les compteurs choisis parmi les systèmes à mesure invariable approuvés par le Syndicat des communes

ne pourront être mis en service qu'après avoir été vérifiés et poinçonnés par les soins du syndicat.

Ils seront posés et maintenus par des vis de scellement sur une plate-forme fixe parfaitement horizontale.

Ils seront placés dans des lieux convenablement aérés et d'accès facile.

Art. 15.— La Société concessionnaire aura toujours le droit de faire visiter par ses agents tant les compteurs que les tuyaux y amenant le gaz.

Installations de force motrice

Art. 16. — Lorsque le gaz devra être employé à la production de la force motrice, ou à tout autre usage intermittent, l'installation devra comporter en aval du compteur les appareils nécessaires pour supprimer pratiquement la répercussion des oscillations dans la canalisation. En particulier les dimensions des différentes parties de l'installation devront être prévues en conséquence.

Ventilation des pièces, saillies, etc.

Art. 17. — Les lieux éclairés ou chauffés par le gaz doivent être ventilés avec soin, même pendant l'interruption de la consommation, c'est-à-dire qu'il doit être pratiqué, dans la partie supérieure de chaque pièce, quelques ouvertures communiquant avec l'air extérieur, par lesquelles le gaz puisse s'échapper au dehors en cas de fuite ou de non-combustion.

D'autres ouvertures placées, autant que possible, en face des premières, mais au niveau du plancher, serviront à la rentrée de l'air extérieur.

Art. 18. — Toutefois, la ventilation ne sera pas obligatoire dans les pièces munies de cheminées d'appel spéciales, prenant l'air à la partie supérieure des pièces à ventiler et débouchant au-dessus de la toiture.

Ladite exception ne concerne pas les arrières-boutiques, soupentes, entresols et sous-sols en communication directe

et permanente avec les boutiques, magasins, bureaux et ateliers.

Art. 19. — Les montres, placards et autres espaces fermés contenant des brûleurs ou traversés par des conduites, et les caissons renfermant les compteurs, lorsqu'il en est établi, devront être ventilés par deux ouvertures de 50 centimètres carrés, au moins, chacune.

Ces ouvertures seront placées, l'une dans la partie haute, l'autre dans la partie basse du local à ventiler, et devront communiquer, autant que possible, l'une avec l'intérieur, l'autre avec l'extérieur des locaux éclairés.

Dans le cas où cette dernière disposition serait impossible et où les deux ouvertures seraient établies à l'intérieur, la superficie de chacune devra être portée à un décimètre carré.

Interdiction des appareils dits à tige hydraulique

Art. 20. — L'emploi des appareils dits à tige hydraulique est interdit.

Recherches des fuites

Art. 21. — La recherche des fuites par le flambage est formellement interdite, même en plein air ou dans les lieux parfaitement ventilés.

Mesures particulières aux lieux de réunions publiques.

Art. 22. — Les directeurs de théâtre ou autres établissements de réunions publiques faisant usage de compteurs de 60 becs et au-dessus seront tenus de s'assurer journellement, avant l'allumage, de l'état de leurs appareils d'éclairage; le résultat constaté sera inscrit, chaque jour, sur un registre qui devra être présenté à toute réquisition des agents de l'administration municipale, du Syndicat des communes, ou de la société concessionnaire. Si des fuites sont révélées, elles devront être aussitôt recherchées et réparées.

Visite des installations.

Art. 23. — L'administration municipale se réserve le droit de faire visiter les installations en cours d'abonnement par ses agents ou ceux du Syndicat des communes quand elle le jugera convenable. Dans leurs visites, ces agents s'assureront du bon état de toutes les parties des appareils et des conduites, et au moyen d'un manomètre, constateront s'il n'y a pas de fuite.

En cas de contravention et sur le vu du procès-verbal dressé par ses agents, l'administration fera, au besoin, suspendre l'emploi du gaz et prescrira les mesures nécessaires pour arrêter les fuites et réparer les conduites et appareils.

Avis à donner par la Société en cas d'accident.

Art. 24. — La société concessionnaire qui aura reçu avis d'un accident sera tenue d'envoyer immédiatement sur les lieux le personnel nécessaire et d'en informer aussitôt l'administration municipale.

Répression des contraventions.

Art. 25. — Les contraventions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux qui seront déférés aux tribunaux compétents.

Remise aux Abonnés des règlements et instructions.

Art. 25. — Un exemplaire du présent règlement et des instructions relatives aux précautions à prendre pour l'emploi du gaz sera délivré aux abonnés, en même temps que leur police d'abonnement, par la société concessionnaire.

Fait à , *le* 1905.

LE MAIRE,

INSTRUCTIONS

Relatives à l'éclairage et au chauffage par le gaz, ainsi qu'aux précautions à prendre pour son emploi.

Pour que l'emploi du gaz n'offre aucun inconvénient, il importe qu'il soit brûlé complètement dans les appareils de consommation.

Les lieux éclairés ou chauffés doivent être ventilés avec soin, même pendant l'interruption de la consommation, c'est-à-dire qu'il doit être pratiqué, dans la partie supérieure de chaque pièce, quelques ouvertures communiquant avec l'air extérieur, par lesquelles le gaz puisse s'échapper au dehors en cas de fuite ou de non-combustion.

D'autres ouvertures, placées, autant que possible, en face des premières, mais au niveau du plancher, serviront à la rentrée de l'air extérieur.

Sans ces précautions, le gaz pourrait s'accumuler dans les appartements et occasionner de graves accidents.

Les robinets doivent être graissés intérieurement de temps à autre, afin d'en faciliter le service et d'en éviter l'oxydation.

Pour l'allumage, il est essentiel d'ouvrir d'abord le robinet principal et de présenter la lumière successivement à l'orifice de chaque bec, au moment même de l'ouverture de son robinet, afin d'éviter tout écoulement de gaz non brûlé.

Pour l'extinction, il convient de fermer d'abord chacun des brûleurs, et ensuite le robinet principal intérieur, qu'il est indispensable d'avoir à l'entrée du gaz dans les appartements. En tenant ce robinet fermé dès qu'on ne fait plus usage du gaz, on évite presque toutes chances d'accident.

Les tuyaux servant à amener le gaz aux appareils mobiles de consommation et notamment aux appareils de chauffage devront être, de préférence en tubes métalliques souples : le caoutchouc s'altérant très vite, des accidents sont à craindre par suite de son emploi.

En vue d'assurer une étanchéité parfaite, les clefs des robinets devront toujours avoir une longueur suffisante.

Dans le cas où l'on emploierait un tuyau souple, le robinet d'arrêt devra toujours être établi avant ce tuyau.

Dès qu'une odeur de gaz donne lieu de penser qu'il existe une fuite, et *a fortiori*, dans le cas où, soit par imprudence, soit accidentellement, une fuite de gaz viendrait à être enflammée, il faudrait, tout de suite, fermer tous les robinets et ventiler la pièce.

Il arrive parfois que, par suite de contre-pentes dans les tuyaux de distribution, les condensations s'accumulent dans les points bas et interceptent momentanément le passage du gaz, dont l'écoulement devient intermittent ; les becs situés au delà de la portion engorgée s'éteignent alors ; puis, si le gaz, par l'effet d'une augmentation de pression, parvient à franchir cet obstacle, il s'échappe des becs sans brûler, et se répand dans les appartements, où il devient une cause de graves dangers, qu'on préviendra en établissant à tous les points bas des siphons de purge.

Lorsqu'on exécute dans les rues des travaux d'égouts, de pavage, de trottoirs ou de pose de conduites, les consommateurs au-devant desquels ces travaux s'exécuteront feront bien de s'assurer que les branchements qui leur fournissent du gaz ne sont point endommagés ni déplacés par ces travaux, et, dans le cas contraire, d'en donner avis à la Société concessionnaire et à l'Administration municipale.

A titre de renseignement, l'abonné est prévenu que, pour obtenir un bon éclairage, on doit donner, dans les conditions ordinaires, les diamètres ci-après aux tuyaux distributeurs du gaz :

Branchement et tuyau intérieur jusqu'au compteur

Pour un compteur de	3 à 10 becs inclusivement.	0 ^m 027
—	de 10 à 20	— 0 ^m 034
—	de 20 à 30	— 0 ^m 040
—	de 30 à 50	— 0 ^m 045

Distribution intérieure après le compteur

Tuyau de distribution de 31 à 50 becs.....	0 ^m 054
— de 21 à 30 —	0 ^m 040
— de 11 à 20 —	0 ^m 034
— de 6 à 10 —	0 ^m 027
— de 2 à 5 —	0 ^m 0203
— de 1 bec.....	0 ^m 0135

La consommation du bec, pris pour mesure de la capacité du compteur, est évaluée à 140 litres.

Les dimensions ci-dessus devront être proportionnellement augmentées lorsqu'il s'agira d'une consommation représentant plus de 50 becs ; elles devront être également modifiées selon les circonstances lorsque les lieux à alimenter seront éloignés de la conduite principale de plus de 20 mètres, et lorsque les brûleurs seront placés dans des caves ou autres emplacements situés en contre-bas du sol de la voie publique.

**SOCIÉTÉ D'ÉCLAIRAGE, CHAUFFAGE
ET FORCE MOTRICE**

Société anonyme au capital de 25.000.000 de francs

Siège social : 22, rue de Calais, Paris

**Contrat pour la canalisation des voies
privées proprement dites**

(Article 4, § 3, du Cahier des Charges)

Entre :

M _____, propriétaire de la voie privée qui porte le
nom de _____ et pour laquelle le Maire de la Com-
mune de _____ a demandé à la Société de l'Éclairage,
Chauffage et Force Motrice, l'établissement d'une canalisa-
tion d'une longueur de _____

d'une part ;

et la Société d'Éclairage et Force Motrice,

d'autre part ;

Il a été convenu ce qui suit :

1^o La Société d'Éclairage, Chauffage et Force Motrice éta-
blira dans la _____ une canalisation de gaz sous
réserve qu'avant cet établissement, il lui aura été garanti,
pour une durée de cinq ans, une recette minima annuelle,
calculée à raison de 120 francs par cent mètres de conduite
posée à partir de la canalisation sur laquelle doit être bran-
chée la canalisation demandée.

L'emplacement de cette canalisation sera déterminé d'un
commun accord, entre M _____ et la Société.

2^o La canalisation, ainsi que tous branchements et acces-

soires qui seront installés par la Société d'Éclairage, Chauffage et Force Motrice à ses frais dans la voie dont s'agit, resteront la propriété de la Société jusqu'au 31 décembre 1935, date à laquelle ils deviendront la propriété de la Commune.

3^e M reconnaîtra, à l'achèvement des travaux, la composition des diverses parties de la canalisation, ainsi que la situation de cette canalisation par rapport au profil en long de la voie. Cette reconnaissance sera consignée dans un procès-verbal contradictoire dont un exemplaire sera remis à M qui le déposera à la Mairie.

Une nouvelle reconnaissance sera établie de la même façon et signée par M chaque fois qu'une modification sera apportée à l'état de la canalisation, en vertu des paragraphes 4 et 5 ci-dessous. Dans le cas où la voie privée appartiendrait à plusieurs propriétaires, il ne sera dressé qu'un seul procès-verbal, auquel concourront tous les intéressés.

4^e Tant que la canalisation de gaz sera maintenue dans la la Société d'Éclairage, Chauffage et Force Motrice aura le droit en tout temps de distribuer comme elle l'entendra, conformément à ses besoins, le gaz amené par cette canalisation, d'établir tous branchements qu'elle voudra pour la distribution du gaz, de visiter, réparer, remplacer ou déplacer, prolonger, jonctionner avec d'autres conduites, les canalisations, branchements et accessoires lui appartenant en vertu du paragraphe 2 ci-dessus; de déposer les déblais, tuyaux, appareils, matériaux et matériel, outils, etc., sur ladite voie pendant toute la durée normale des travaux, neufs ou d'entretien, lesquels seront poursuivis sans interruption. Elle n'aura aucune indemnité à payer à qui que ce soit, à raison de l'exercice de ce droit, à condition de n'obstruer la circulation que dans la limite du strict nécessaire. Les déblais devront être enlevés immédiatement après l'achèvement des travaux.

La Société d'Éclairage, Chauffage et Force Motrice. aura

revêtements de luxe, l'excédent de dépenses sera à la charge de M

8° Pour le cas où M demanderait à la Société d'Eclairage, Chauffage et Force Motrice de lui fournir du gaz pour l'éclairage de la voie, il s'engage à prendre à sa charge la fourniture, la pose et l'entretien des appareils et des branchements, ainsi que l'allumage et l'extinction des appareils. Les conditions et les prix moyennant lesquels la Société d'Eclairage, Chauffage et Force Motrice sera chargée des divers travaux de pose, entretien, allumage, extinction, relatifs à l'éclairage de la voie feront l'objet d'une convention spéciale à intervenir entre M et la Société d'Eclairage, Chauffage et Force Motrice.

9° M accepte toutes les clauses de la présente convention, tant en son nom personnel qu'aux noms de ses ayants droit.

Fait en double à Paris, le

190

Signature du Propriétaire :

Signature de la Société :

Texte approuvé par le Syndicat des Communes (Syndicat institué par décret du 31 décembre 1903).

SOCIÉTÉ D'ÉCLAIRAGE, CHAUFFAGE ET FORCE MOTRICE

Société anonyme au capital de 25,000,000 de francs

Siège social et administration, 22, rue de Calais, Paris

Timbre
à 60 centimes
aux
frais
de
l'abonné

POLICE D'ABONNEMENT

APPROUVÉE PAR LE

Syndicat des Communes de la Banlieue de Paris pour le Gaz

EN CONFORMITÉ DU TRAITÉ ET CAHIER DES CHARGES (1)

Pour la Concession et la Distribution du Gaz

Fourniture et prix du Gaz

Article premier. — La Société est tenue de fournir le gaz pour l'éclairage, le chauffage de la force motrice, dans les conditions de son Cahier des charges et notamment de l'article 12, à tout consommateur qui, se trouvant sur le parcours des canalisations, se conforme aux prescriptions de la présente police.

Art. 2. — Le prix du mètre cube de gaz vendu aux particuliers et livré au compteur pour l'éclairage, le chauffage ou la force motrice, est fixé à seize centimes.

Durée de l'abonnement

Art. 3. L'abonnement a une durée d'au moins trois mois.

Tout abonnement qui n'est pas formellement limité à une durée de trois mois, se continue après cette période primitive, sans qu'il soit besoin de nouvelles conventions, jusqu'à l'époque où l'abonné voudra le faire cesser. L'abonné doit prévenir la Société quinze jours francs à l'avance.

Tous les frais accessoires de location et d'entretien sont acquis à la Société pour le mois entier dans le cours duquel tombe la date de cessation de l'abonnement.

Mode de paiement

Art. 4. — Le prix de l'abonnement est exigible par mois, au domicile où le gaz est livré.

Au moment où l'abonnement est contracté, le consommateur verse une somme de deux francs par bec d'après la capacité du compteur évaluée en bec de 140 litres. Dispense de cette provision est accordée à tout abonné faisant usage du compteur à paiement préalable.

Cette provision sera remboursée par la Société à l'abonné à l'ex-

Secteur de :

*Adresse du Bureau du
Secteur :*

Adresse de l'Annexe :

N.-B. — Pour tous renseignements ou réclamations, l'Abonné devra s'adresser.

Commune de :

cas, ni sous aucun prétexte, être considérée comme susceptible de devenir, en tout ou partie, immeuble par destination.

Art. 5. — Aucune installation gratuite ne sera accordée si la demande n'est accompagnée, soit de l'engagement de location du logement occupé par le demandeur pour trois mois au moins, à dater du jour de la demande, soit d'une attestation du propriétaire constatant l'existence de cet engagement de location.

Colonnes montantes. — Branchements

Art. 6. — La Société établit à ses frais des colonnes montantes, y compris leur branchement sur rue, dans les immeubles où la demande lui en est faite par le propriétaire, ou avec son autorisation écrite, sous la condition qu'il ait été signé dans lesdits immeubles, pour chaque colonne montante, au moins trois abonnements, de quelque nature qu'ils soient, en dehors de l'abonnement du propriétaire pour l'éclairage de l'immeuble proprement dit.

Les installations gratuites ne seront établies que dans les immeubles déjà pourvus d'une colonne montante.

Toutefois, les demandes d'installations gratuites seront acceptées dans les pavillons des cités ouvrières, pourvu que lesdits pavillons, au nombre de trois au moins, forment un groupement contigu, pouvant être desservi par une même conduite assimilable à une colonne montante.

La Société entretient à ses frais les colonnes montantes, y compris leur branchement sur rue, qu'elle a installées, ainsi que celles qui lui ont été livrées à partir du 1^{er} janvier 1906.

Les colonnes montantes et conduites assimilées établies par la Société appartiendront en fin de concession aux propriétaires des immeubles, sauf le branchement sur rue, qui appartiendra à la commune (Art. 59 du Traité).

En ce qui concerne les colonnes montantes et conduites assimilées, installées dans les dix dernières années de la concession, les propriétaires rembourseront à la Société la partie non encore amortie des frais d'établissement, l'amortissement étant calculé comme s'opérant en dix années taux aux de 4 o/o sur la valeur d'établissement résultant des pièces justificatives.

Art. 7. — Les branchements qui seront faits sur ces colonnes montantes ou conduites assimilées seront établis et entretenus par la Société, à ses frais.

Ils comprennent la partie de la canalisation qui va de la colonne montante ou conduite assimilée jusqu'au robinet-coffret inclusivement, y compris sa contrebride.

Art. 8. — La Société a seule le droit de manœuvrer la porte du robinet extérieur sur colonne montante (ou conduite assimilée) et sa plaque d'obturation.

N° de la Police

M.

Rue

ABONNEMENT

Pour

FOLIO LIVRE

Du Compte
de l'Abonné

COLONNE MONTANTE N°

Propriété de

Longueur

Diamètre

Canalisations intérieures

Installations

Art. 9. — La canalisation intérieure commence à la contrebride du robinet-coffret (point terminus du branchement) et se termine aux appareils de consommation exclusivement ; elle comprend donc le compteur.

Dans les installations gratuites, la fourniture, la pose et l'entretien de la canalisation intérieure sont entièrement à la charge de la Société (Art. 49 du Traité).

Toutefois, il est bien entendu que le consommateur reste entièrement responsable des déprédations ou dégradations comme aussi de toute disparition de pièces faisant partie de l'installation.

Art. 10. — Les installations gratuites comprennent la fourniture et la pose : 1^o d'un compteur à paiement préalable ; 2^o de trois becs au plus, avec toute la plomberie nécessaire.

Tous objets d'installation autres que les trois becs précités (brûleurs à incandescence, manchons, verres, fourneaux, etc.) sont à la charge exclusive de l'abonné.

Compteurs

Art. 11. — L'installation gratuite entraîne l'emploi du compteur à paiement préalable (art. 49 du Traité) ; ce compteur est fourni, posé, plombé et entretenu par la Société et à ses frais.

La Société garde le droit de changer, à ses frais, quand cela lui paraît utile, les compteurs à paiement préalable qu'elle aura installés gratuitement chez les particuliers.

La fourniture du gaz ne pourra être interrompue, du chef de ces changements, que pendant le temps normal nécessaire aux opérations de remplacement.

Art. 12. — Aucun compteur (neuf ou réparé) ne peut être mis en service s'il n'a été préalablement vérifié et poinçonné par le Syndicat des communes.

Art. 13. — A l'entrée du compteur il sera placé un robinet de sûreté.

Le compteur et ses accessoires sera posé et maintenu par des vis de scellement sur une plate-forme horizontale et fixe. Les raccords sur les tuyaux d'arrivée et de sortie du gaz seront plombés avec l'empreinte du cachet de la Société. Toute rupture du scellement ou du cachet par le fait de l'abonné ou de ses agents pourra donner lieu à toutes poursuites que de droit, notamment en dommages-intérêts.

L'emplacement du compteur doit être d'un facile accès.

BRANCHEMENT SUR
COLONNE MONTANTE

Longueur

Diamètre

—

ROBINET

=====

DÉSIGNATION

DES OBJETS

constituant l'installation gratuite

—

1^o CANALISATION

INTÉRIEURE

—

Art. 14. — La Société ne garantit en aucun cas l'effet de la gelée sur les compteurs. Les abonnés doivent donc prendre toutes les mesures d'usage pour la préservation desdits compteurs, à l'exclusion de celles de ces mesures susceptibles de les détériorer.

Droit de visite

Art. 15. — Dans le but de contrôler l'exact mesurage du gaz consommé, la Société garde toujours le droit de visiter, quand bon lui semble, toute partie de l'installation de l'abonné où circule du gaz non mesuré, jusques et y compris le compteur.

Pour permettre à la Société l'usage permanent de son droit de visite, l'abonné devra laisser libre accès aux agents de la Société dans l'endroit où se trouve la partie d'installation sus-indiquée.

Tout acte qui aurait pour but d'obtenir le gaz sans le concours de la Société et en dehors des quantités passant par le compteur sera poursuivi pour détournement.

L'abonné s'engage à n'apporter aucune modification, substitution ni déplacement aux appareils placés chez lui sans l'autorisation écrite de la Société, aux agents de laquelle il laissera un libre accès pour le contrôle, pour l'enlèvement de la monnaie, ou pour tout autre motif jugé nécessaire. Tout refus à cet égard sera poursuivi par les voies de droit et la Société pourra, sur témoignage constant le refus, suspendre provisoirement la fourniture du gaz à l'abonné.

Durée de l'abonnement

Art. 16. — L'abonnement a une durée d'au moins trois mois.

Tout abonnement qui n'est pas formellement limité à une durée de trois mois, se continue après cette période primitive, sans qu'il soit besoin de nouvelles conventions, jusqu'à l'époque où l'abonné voudra le faire cesser. L'abonné devra prévenir la Société au moins huit jours francs et d'avance pour permettre à celle-ci d'inventorier l'installation, les objets manquants ou détériorés devant être remplacés ou réparés aux frais de l'abonné.

Interruption de fourniture

Art. 17. — Dans le cas où, par l'effet de quelque accident de force majeure, la fourniture du gaz se trouverait interrompue, la Société ne sera tenue à aucune indemnité en faveur de l'abonné, si l'interruption n'a pas duré plus de trois jours à partir de l'avis donné par l'abonné à la Société, par lettre recommandée.

Prix du gaz

Art. 18. — Pour compenser la gratuité de l'installation faite à l'intérieur des logements et celle de l'entretien des branchements,

2° COMPTEUR

A

PAIEMENT PRÉALABLE

Système

Capacité Becs

de 140 litres.

N°

3° BECS A FLAMME

LIBRE

le prix du mètre cube de gaz est majoré de quatre centimes sur celui de l'abonnement ordinaire et se trouve, par conséquent, porté à vingt centimes.

Mode de paiement

Art. 19. — Le mécanisme du compteur à paiement préalable est disposé de façon à livrer passage à 500 litres de gaz pour chaque pièce de 10 centimes en bronze introduite.

Art. 20. — L'abonné s'engage à n'introduire dans le compteur que des pièces de 10 centimes en bronze ayant cours, et à rembourser au receveur toute pièce reconnue fausse ou démonétisée ; la Société ayant d'ailleurs le droit de refuser le gaz à tout abonné qui introduirait dans le compteur d'autres objets que de la monnaie.

L'introduction dans le compteur d'objets autres que de la monnaie constituant une fraude, la Société pourra, dans ce cas, supprimer le gaz à l'abonné qui s'en rendrait coupable, sans préjudice des poursuites que de droit.

Art. 21. — En cas de dérangement du mécanisme à paiement préalable, le règlement sera fait, d'après les indications du cadran des mètres cubes, au prix de 20 centimes le mètre-cube (Voir art. 18 de la présente police).

Art. 22. — Sauf le cas d'absence prolongée par force majeure dûment constatée, toute installation qui ne donne lieu à une recette trimestrielle suffisante pour couvrir la Société de la location du matériel, peut être enlevée par la Société. En aucun cas la Société ne peut exiger un minimum supérieur à 45 mètres cubes par trimestre.

Rachat de l'installation

Art. 23. — Pour revenir au prix normal des consommations de gaz à 16 centimes, un locataire installé gratuitement aura toujours le droit de changer la nature de son abonnement, à charge par lui de signer une nouvelle police et de rembourser comptant à la Société l'installation déjà faite.

En ce qui concerne le compteur, l'abonné se placera alors dans l'un des cas prévus dans la police d'abonnement ordinaire (compteur en propriété ou en location).

Le prix de rachat de l'installation sera fixé d'après le prix de revient, dûment justifié.

Déduction sera faite d'un trentième de ce prix par année écoulée depuis l'installation.

Ce rachat pourra être fait par le propriétaire.

APPAREILS EN LOCATION

Brûleurs
à incandescence :

Manchons :

Verres :

Fourneaux :

Sous les conditions ci-dessus, mutuellement acceptées, les sous-

signés. font, chacun en ce qui le concerne, la déclaration suivante :

1° M _____, locataire, déclare à la *Société d'Eclairage, Chauffage et Force motrice*, qui l'accepte, contracter un abonnement de (1) _____, pour _____ brûleurs alimentés par un compteur à paiement préalable de becs ;

2° M _____, propriétaire, déclare à ladite Société, qui en prend acte, que l'installation gratuite, désignée en marge de la présente police, dans le logement occupé par M. _____, son locataire sus-désigné, est et reste propriété exclusive et privilégiée de la Société pendant toute la durée du traité, et qu'elle ne pourra jamais, dans aucun cas, ni sous aucun prétexte, être considérée comme susceptible de devenir, en tout ou partie, immeuble par destination ;

3° La Société, de son côté, déclare s'engager à mettre le gaz à la disposition de M _____, abonné, dans les conditions de la présente police et de son Cahier des charges, notamment de l'article 12.

Fait triple, à _____, le _____ 190

SIGNATURE DE L'ABONNÉ (2) : _____ SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE (2) :

SIGNATURE DE LA SOCIÉTÉ (2) :

1. Indiquer la durée de l'abonnement.

2. Avant d'apposer sa signature, chaque signataire devra écrire en toutes lettres : LU ET APPROUVÉ.

SOCIÉTÉ D'ÉCLAIRAGE, CHAUFFAGE ET FORCE MOTRICE

Société anonyme au capital de 25,000,000 de francs

Siège social et administration, 22, rue de Calais, Paris

Timbre
à 60 centimes
aux
frais
de
l'abonné

INSTALLATION GRATUITE AVEC COMPTEUR A PAIEMENT PRÉALABLE

POLICE D'ABONNEMENT

APPROUVÉE PAR LE

Syndicat des Communes de la Banlieue de Paris pour le Gaz

EN CONFORMITÉ DU TRAITÉ ET CAHIER DES CHARGES (1)

Pour la Concession et la Distribution du Gaz

Conditions générales

Article premier. — La Société (art. 49 du Traité) est tenue, à la demande des abonnés se trouvant sur le parcours de la canalisation, de faire dans les logements des petits ménages des installations gratuites d'éclairage et de chauffage, dans les conditions énumérées dans la présente police.

Art. 2. — Sont considérés comme logements de petits ménages :

1° Dans les communes de plus de 15.000 habitants, ceux dont les loyers ne dépassent pas 400 francs ;

2° Dans les communes de 10.001 à 15.000 habitants, ceux dont les loyers ne dépassent pas 350 francs ;

3° Dans les communes de 2.501 à 10.000 habitants, ceux dont les loyers ne dépassent pas 300 francs ;

4° Dans les communes de 2.500 habitants et au-dessous, ceux dont les loyers ne dépassent pas 250 francs.

Le classement des communes dans les catégories ci-dessus sera fait à chaque recensement, le 1^{er} janvier qui suivra la publication officielle.

Art. 3. — La Société n'est tenue de procéder aux installations gratuites dans les logements des petits ménages que si ces logements présentent toutes les conditions d'hygiène et de sécurité fixées par le Règlement concernant la pose des appareils à l'intérieur des habitations.

Art. 4. — Aucune installation gratuite ne pourra être mise en service qu'autant que le propriétaire de l'immeuble aura approuvé et signé la mention spéciale, faite sur la police, constatant que l'installation est et reste propriété exclusive de la Société pendant toute la durée du traité, et qu'elle ne pourra jamais, dans aucun

Secteur de :

*Adresse du Bureau
du Secteur :*

Adresse de l'Annexe :

N. B. — Pour tous renseignements ou réclamations, l'Abonné devra s'adresser :

Commune de :

Valeur locative maxima donnant droit, dans cette commune, à la demande d'une installation gratuite.

Fr. :

MONTANT EFFECTIF
DU LOYER

Fr. :

1. Le Traité et Cahier des charges est déposé à la Mairie, où il pourra être consulté par l'abonné.

piration de son abonnement, sous déduction du prix du gaz fourni et de tous autres frais qui n'auraient pas été soldés.

Art. 5. — Le paiement des fournitures aura lieu sur présentation de la facture, postérieurement au relevé des consommations consigné par la Société sur un livret qui restera entre les mains de l'abonné.

A défaut de paiement par l'abonné dans les six jours qui suivront la présentation de la facture au domicile de consommation et le dépôt simultané d'un avis d'avoir à payer, la Société pourra cesser la fourniture du gaz, sous toutes réserves de poursuivre, par les voies de droit, l'exécution des présentes conventions.

Art. 6. — Dans le cas où des réclamations s'élèveraient sur le montant de la facture, celle-ci sera toujours acquittée à présentation, sauf à la Société à tenir compte à l'abonné, sur les paiements ultérieurs, de toute différence qui aurait eu lieu à son préjudice, si mieux n'aime l'abonné recevoir en espèces le montant des réclamations qui seraient fondées.

Installations de force motrice

Art. 7. — Lorsque le gaz devra être employé à la production de la force motrice ou à tout autre usage susceptible d'amener dans les conduites des oscillations de pression, l'abonné sera tenu d'installer, au delà du compteur, les appareils nécessaires pour supprimer pratiquement la répercussion desdites oscillations dans la canalisation.

Au cas où ces précautions n'auraient pas été prises par l'abonné, la Société pourrait suspendre toute fourniture de gaz, sans aucune espèce d'indemnité, ses droits, d'autre part, restant réservés.

Interruptions de fourniture

Art. 8. — Dans le cas où, par l'effet de quelque accident de force majeure, la fourniture du gaz se trouverait interrompue, la Société ne sera tenue à aucune indemnité en faveur de l'abonné, si l'interruption n'a pas duré plus de trois jours à partir de l'avis, par lettre recommandée, donné par l'abonné à la Société.

Branchement sur rue

Art. 9. — La Société conduit le Gaz dans sa canalisation à la limite de la voie publique et au droit de l'immeuble du consommateur, qui en prend livraison au moyen d'un branchement sur la conduite principale.

Art. 10. — Ce branchement extérieur comprend la partie de la canalisation qui va de la conduite principale jusqu'au robinet-coffret inclusivement, y compris la contrebride du robinet-coffret.

Son entretien comprend, en outre de tous les travaux nécessités par la réparation des fuites et toutes avaries, le remplacement,

N° de la Police

M

rue

ABONNEMENT

Pour

FOLIO LIVRE

du Compté

de

l'Abonné.

en cas de besoin, et les modifications de toute nature résultant des travaux de la voie qui nécessiteront des changements ou des réparations aux conduites et aux branchements.

La Société se réserve tout recours que de droit contre les personnes responsables, en cas d'avarie ou de dégradation.

Art. 11. — Les branchements établis avant le 1^{er} janvier 1906, et qui auront été livrés à la Société à partir de cette même date, sont entretenus aux frais de la Société sans aucune redevance de la part de l'abonné (art. 46 du Traité).

Art. 12. — Les branchements à établir postérieurement au 1^{er} janvier 1906 seront, ainsi que leurs accessoires, fournis, posés et entretenus par la Société, qui percevra de ce chef une redevance mensuelle de 0 fr. 50 pour location et entretien ; cette redevance étant remboursée à l'abonné si celui-ci a consommé pendant l'année écoulée 300 mètres cubes de gaz au minimum (Art. 46 du Traité).

La Société effectue ce remboursement par la remise d'office et à domicile d'un bon nominatif avec lequel l'abonné peut, à son choix, payer les premières factures qui lui seront présentées ultérieurement ou percevoir des espèces aux caisses de la Société.

Ce bon ne peut être négocié.

Les décomptes de consommation partent du premier relevé de compteur qui suit la date d'abonnement et sont arrêtés au douzième relevé mensuel.

Art. 13. — La Société a seule le droit de manœuvrer la porte du robinet extérieur et sa plaque d'obturation.

Colonnes montantes

Branchements sur colonnes montantes

Art. 14. — La Société établit à ses frais des colonnes montantes (y compris leur branchement sur rue), dans les immeubles où la demande lui en est faite par le propriétaire ou avec son autorisation écrite, sous la condition qu'il ait été signé dans lesdits immeubles, pour chaque colonne montante, au moins trois abonnements, de quelque nature qu'ils soient, en dehors de l'abonnement du propriétaire pour l'éclairage de l'immeuble proprement dit.

Art. 15. — Les colonnes montantes établies par la Société appartiendront, en fin de concession, aux propriétaires des immeubles, sauf le branchement sur rue, qui appartiendra à la commune. (Art. 59 du Traité).

En ce qui concerne les colonnes montantes installées dans les dix dernières années de la concession, les propriétaires rembourseront à la Société la partie non encore amortie des frais d'établissement, l'amortissement étant calculé comme s'opérant en dix années, au taux de 4 0/0 sur la valeur d'établissement résultant des pièces justificatives.

COLONNE MONTANTE N°

Propriété de

Longueur

Diamètre

—

Branchement

sur la conduite de la
voie publique.

Propriété de l'abonné.

N°

Longueur

Diamètre

Branchement

sur la conduite de la
voie publique.

Propriété de la Société

N°

Longueur

Diamètre

Prix mensuel de loca-
tion et d'entretien :

Cinquante centimes

—

Art. 16. — La Société entretient à ses frais les colonnes montantes (y compris leur branchement sur rue) qu'elle a installées, ainsi que celles qui lui ont été livrées à partir du 1^{er} janvier 1906.

Art. 17. — La Société établit à ses frais les branchements qui lui sont demandés sur ces colonnes montantes ; ces branchements comprennent la partie de la canalisation qui va de la colonne montante jusqu'au robinet-coffret inclusivement, y compris sa contrebride.

Si ces branchements donnent lieu à un entretien tel qu'il est défini à l'article 10 § 2 de la présente police, la dépense sera remboursée à la Société, sur pièces justificatives.

Toutefois, l'abonné pourra, s'il le désire, contracter avec la Société un abonnement forfaitaire pour l'entretien de ce branchement, au lieu et place du remboursement de la dépense effective stipulée au paragraphe ci-dessus.

En aucun cas cet abonnement ne pourra dépasser 25 centimes par mois sans remboursement éventuel, ou 50 centimes par mois avec le remboursement éventuel prévu à l'article 12.

Canalisation intérieure

Art. 18. — Qu'il s'agisse d'installation alimentée par un branchement sur la conduite de la voie publique, ou d'installation tion alimentée par un branchement sur colonne montante, la canalisation ultérieure commence à la bride du robinet-coffret, point terminus de branchement (art. 10 et 17 de la présente police) et se terminent aux appareils de consommation exclusivement ; elle comprend donc le compteur.

Art. 19. — Cette canalisation ultérieure ainsi que les appareils de consommation sont établis par l'abonné et à ses frais, conformément aux prescriptions du règlement concernant la pose des appareils.

La Société ne délivre le gaz que si cette installation est en état d'être mise en service. Elle ne peut être rendue ultérieurement responsable d'un mauvais fonctionnement des appareils de consommation si ce mauvais fonctionnement résulte de défauts dans l'installation intérieure.

Compteurs

Art. 20. — Le gaz est livré au compteur.

Les compteurs en propriété de tous systèmes, en service régulier au 1^{er} janvier 1906, peuvent continuer à être utilisés par leurs propriétaires tant qu'ils sont en état d'usage.

Pour toute installation nouvelle, sauf le cas de location, l'abonné fait établir chez lui et à ses frais un compteur de son choix de l'un de ses systèmes à mesure invariable, autorisés par le Syndicat des Communes.

Branchement

sur colonne montante.

N°

Longueur

Diamètre

Conditions d'entretien :

ROBINET

Pour la fourniture et la pose de ce compteur, l'abonné peut s'adresser soit à la Société, soit à un entrepreneur de son choix ; mais le compteur ne peut être mis en service qu'après avoir été plombé par la Société, qui perçoit un franc pour cette opération.

A l'entrée du compteur il sera placé un robinet de sûreté.

Le compteur sera posé et maintenu par des vis de scellement sur une plate-forme horizontale et fixe. Les raccords sur les tuyaux d'arrivée et de sortie du gaz seront plombés avec l'empreinte du cachet de la Société ; toute rupture du scellement ou du cachet par le fait de l'abonné ou de ses agents pourra donner lieu à toutes poursuites que de droit.

L'emplacement du compteur sera d'un facile accès et choisi de manière que les chiffres des consommations puissent être facilement relevés.

Dans les installations alimentées par un branchement sur la conduite de la voie publique, le compteur devra toujours être installé aussi près que possible du robinet-coffret.

Art. 21. — La capacité du compteur doit être proportionnée à la consommation maxima de gaz de l'abonné, tant pour l'éclairage que pour le chauffage et la force motrice. La Société ne peut en aucune façon être rendue responsable des accidents ou perturbations résultant de l'insuffisance de capacité du compteur.

Art. 22. — Le compteur sera soumis, quand à son exactitude et à la régularité de sa marche, à toutes les vérifications que le Syndicat des Communes peut prescrire, sans préjudice de celles que la Société ou l'abonné veulent faire effectuer par les voies de droit. Il ne peut être fait emploi d'aucun compteur neuf ou réparé qui n'a pas été vérifié et poinçonné par le Syndicat des Communes.

Art. 23. — Si l'abonné est propriétaire de son compteur, il peut le faire entretenir par la Société aux prix mensuels ci-après :

5 becs de 140 litres	o fr. 35
10 —	o fr. 45
20 —	o fr. 55
30 —	o fr. 60
40 —	o fr. 65
60 —	o fr. 70
80 —	o fr. 75
100 —	o fr. 80
150 —	o fr. 85
200 —	o fr. 90
300 —	o fr. 95

Art. 24. — Si l'abonné n'a pas de compteur en propriété, il peut s'adresser à la Société, qui fournit en location des compteurs des systèmes autorisés, vérifiés et poinçonnés par le Syndicat des Com-

COMPTEURS

Compteur, propriété
de l'Abonné.

N°

Système

Capacité

becs.

COMPTEUR EN LOCATION

N°

Système

Capacité

becs.

Prix mensuel de loca-
tion et d'entretien :

munes, moyennant les prix ci-après qui comprennent la pose, l'entretien, les réparations et le plombage :

APPAREILS EN LOCATION

DÉBIT horaire, normal du compteur	NOMBRE de becs de 140 litres	PRIX mensuel d'entretien et de location
m. cubes	becs	fr. c.
0.700	5	0 75
1.400	10	0 90
2.800	20	1 25
4.200	30	1 60
5.600	40	2 »
8.400	60	2 50
11.200	80	3 »
14.000	100	3 50
21.000	150	4 50
28.000	200	6 »
42.000	300	8 »

Le prix mensuel de location et d'entretien fixé par le tableau ci-dessus sera payé en même temps que le gaz.

Art. 25. — Lorsque la demande lui en est faite, la Société fournit des compteurs à paiement préalable, vérifiés et poinçonnés par le Syndicat des Communes, aux prix de location de 1 franc par mois pour le compteur de cinq becs, et de 1 fr. 25 pour le compteur de dix becs, ces prix comprenant la pose, la location et l'entretien.

Le mécanisme du compteur à paiement préalable est disposé de façon à livrer passage à 625 litres de gaz pour chaque pièce de 10 centimes introduite.

L'abonné s'engage à n'introduire dans le compteur à paiement préalable que les pièces de monnaie ayant cours, et à rembourser au receveur toute pièce reconnue fausse ou démonétisée.

La Société a le droit de refuser le gaz à tout abonné qui introduirait dans le compteur d'autres objets que de la monnaie, sans préjudice des poursuites que de droit contre l'abonné qui se serait rendu coupable de cette fraude.

En cas de dérangement du mécanisme à paiement préalable, le règlement sera fait d'après les indications du cadran des mètres cubes, au prix de 0 fr. 16 le mètre cube.

Art. 26. — Il est formellement interdit à l'abonné, à peine de poursuites que de droit, d'apporter aucune modification dans les organes du compteur et dans sa position, sans le concours d'un agent de la Société. En cas de dérangement du compteur, la Société a le droit d'exiger de l'abonné sa remise en état immédiate. Pen-

dant la durée des réparations, la Société devra, à la demande de l'abonné, lui fournir un compteur en location dans les conditions indiquées plus haut (art. 24), tout mois de location commencé étant payé en entier. S'il s'agit d'un compteur entretenu par la Société, les remplacements par suite de réparations n'entraînent à chaque pose nouvelle aucune charge pour l'abonné du fait du plombage.

Art. 27. — La Société ne garantit en aucun cas l'effet de la gelée sur les compteurs en propriété ou en location. Les abonnés doivent donc prendre toutes mesures d'usage pour la préservation desdits compteurs, à l'exclusion de celles de ces mesures susceptibles de les détériorer.

Droit de visite

Art 28. — Dans le but de contrôler l'exact mesurage du gaz consommé, la Société garde toujours le droit de visiter toute partie de l'installation où circule du gaz non mesuré, jusques et y compris le compteur. En conséquence l'abonné devra laisser libre accès aux agents de la Société dans les endroits où se trouve la partie sus-indiquée de l'installation.

Tout refus à cet égard sera poursuivi par les voies de droit, et la Société pourra, sur témoignage constatant le refus, suspendre provisoirement la fourniture du gaz à l'abonné.

Tout acte qui aurait pour but d'obtenir le gaz sans le concours de la Société et en dehors des quantités passant par le compteur, sera poursuivi pour détournement.

Sous les conditions ci-dessus, mutuellement acceptées, les sous-signés, chacun en ce qui le concerne, font les déclarations suivantes :

1^o M. _____ après avoir pris connaissance du règlement (et notamment de l'article 2) concernant les conduites et appareils d'éclairage à l'intérieur des bâtiments et habitations, déclare à la Société, qui l'accepte, contracter un abonnement de (1)

pour _____ brûleurs ;

2^o La Société, de son côté, déclare s'engager à mettre le gaz à la disposition de M. _____, abonné, dans les conditions de la présente police.

Fait double, à _____

, le _____

190 _____

SIGNATURE DE L'ABONNÉ (2) :

SIGNATURE DE LA SOCIÉTÉ (2) :

1. Indiquer la durée de l'abonnement.
2. Avant d'apposer sa signature, chaque signataire devra écrire en toutes lettres : VU ET APPROUVÉ



TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5
PREMIÈRE PARTIE	
CHAPITRE I. — L'Organisation cantonale.....	17
§ 1. — Période révolutionnaire à 1882.....	17
§ 2. — Projet Goblet de 1882.....	24
§ 3. — Echecs de ces projets.....	28
CHAPITRE II. — L'Organisation syndicale.....	31
§ 1. — Les préliminaires de la loi de 1890. — Les Conférences intercommunales de 1837 et 1884..	31
§ 2. — Analyse de la loi du 22 mars 1890.....	39
§ 3. — Ses résultats.....	46
DEUXIÈME PARTIE	
CHAPITRE I. — Etat de l'éclairage dans les communes de Banlieue avant la formation du Syndicat...	51
CHAPITRE II. — La Conférence intercommunale de 1901 pour les communes des cantons de Sceaux et de Vanves.....	58
§ 1. — Les Communes de la Banlieue et la Ville de Paris.....	59
§ 2. — Relations de la Conférence avec la Compa- gnie Parisienne.....	61
§ 3. — L'abaissement commercial du prix du gaz.	66
CHAPITRE III. — La deuxième Conférence intercommu- nale de 1902-1903.....	68
CHAPITRE IV. — Rapports de la Conférence de 1902- 1903 avec Paris et la Compagnie Parisienne. — L'article additionnel d'Adrien Veber.....	73
CHAPITRE V. — L'étendue du monopole dans la nou- velle concession.....	87
§ 1. — Le monopole dans les anciens traités et la jurisprudence du Conseil d'Etat.....	87

§ 2. — Comment se posait la question dans la Conférence de 1902-1903.....	95
§ 3. — La solution adoptée par la Conférence.....	98
CHAPITRE VI. — Durée de la Concession. — Prix du gaz. — Extension des canalisations. — Conditions relatives au personnel.....	99
CHAPITRE VII. — § 1. — Entente finale entre les demandeurs en concession.....	112
§ 2. — La question financière dans le nouveau cahier des charges.....	115

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE I. — Constitution du syndicat. — Son fonctionnement de 1904 à 1907.....	119
§ 1. — Les statuts du syndicat et le décret d'institution.....	119
§ 2. — Première réunion du syndicat. — Nomination du Bureau, de la Commission de surveillance et du receveur du syndicat.....	129
§ 3. — Substitution d'une nouvelle société à MM. Rouland et Chamon. — Le versement du cautionnement due par cette société.....	131
§ 4. — L'extension des canalisations.....	133
§ 5. — Canalisation des voies privées.....	136
§ 6. — Entente définitive entre la nouvelle société et la Compagnie Parisienne.....	139
§ 7. — Autres questions examinées par le syndicat.....	143
CHAPITRE II. — Le budget du syndicat de 1904 à 1907.....	146
§ 1. — Le budget de 1904.....	146
§ 2. — Le budget de 1905.....	152
§ 3. — Le budget de 1906.....	155
§ 4. — Le projet du budget de 1907.....	162
CONCLUSION.....	165
BIBLIOGRAPHIE.....	169
ANNEXES.....	171
<i>Carte géographique des 61 communes syndiquées...</i>	147

